

GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Le numéro : 6,50 €

Bimestriel n° 137 – 23e année – septembre-octobre 2004

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire
Numéro 137
Septembre-octobre 2004
BP 863
27008 Evreux Cedex
Tél. 02.32.39.50.50
Fax : 02.32.33.27.32
E-mail : revue.gavroche
@wanadoo.fr

Directeur de la publication :
Claude VIRLOUVET

Directeur honoraire :
Georges PELLETIER

Avec la collaboration
pour ce numéro de
J.M. BERGOUGNIOU
Y. BLAVIER
E. COMMUN
J.L. DEBRY
J.-J. LEDOS
M. LEMOUST
J-K PAULHAN
G. PELLETIER
F. ROUX
L. SEROUX
C. VIRLOUVET
R. VIOLET
B. VIVIER
P. YSMAL

Commission paritaire :
0707K81974
I.S.S.N. : 02-42-9705

Les articles publiés dans cette revue
sont résumés et indexés dans
Historical Abstracts and America :
History and Life

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris
Tél. 01.40.24.21.31

Publication, secrétariat de rédaction et
mise en page : Scoop Presse
BP 863 - 27008 Evreux cedex
Impression : 27 Offset
27930 Gravigny

Il nageait lentement mais régulièrement. La mer était fraîche. Il nageait et se souvenait de son enfance. Il avait appris à nager tout jeune dans les trous d'eau laissés par la rivière lorsqu'elle était presque à sec. Il aimait cette nature sauvage, aride, qui entourait le village. Il n'y réfléchissait pas alors, mais il sait maintenant qu'il y était heureux. Il y jouait avec d'autres garçons de son âge ; c'étaient des courses entre les touffes de sparte, le thym, le romarin, des jeux de cache-cache sans fin parmi les lauriers roses au bord de l'eau. D'autres fois il était seul et passait de longs moments à observer les oiseaux, les lézards, les geckos. il soulevait des pierres et y découvrait de petits scorpions jaunes qu'il s'amusait à irriter avec une brindille.

D'autres visions de son enfance, puis de son adolescence, lui arrivaient ainsi et il s'y attachait pour dominer son inquiétude. Il nageait toujours aussi régulièrement mais la rive était encore loin ; l'atteindrait-il ? Il repensait à son travail avec son père sur les parcelles que possédait celui-ci. Il l'aidait à planter pommes de terre et patates douces, à semer haricots, fèves, poivrons, pastèques, puis il participait aussi à la récolte. Mais peu à peu la campagne avait changé ; la sécheresse était venue, puis s'était accentuée. Le niveau de la rivière avait baissé. On avait creusé plus profondément les canaux d'irrigation mais, l'été, l'eau disparaissait presque totalement. Les arbres fruitiers avaient peu à peu disparu aussi, les poiriers et les pruniers, puis les abricotiers et les pêchers ; même les figuiers s'étaient raréfiés. Les récoltes devenaient maigres… Et lui, il avait grandi… Il devait travailler, mais où ? Impossible d'agrandir les parcelles. La terre s'appauvrissait plutôt. Et il n'y avait pas d'emploi ici. Rien, absolument rien. Son père continuait à travailler la terre malgré tout, mais lui ? Il n'y avait plus de place pour lui ici. Et il commença, comme bien d'autres de son âge, à se demander ce qu'il pourrait bien faire de sa vie.

Il voyait, à peu près tous les deux ans, en été, deux ou trois familles émigrées en France ou en Belgique qui revenaient au village passer leurs vacances. Ils "étaient riches". Ils arrivaient dans une grosse voiture, une "Mercedes" ; elle était solide et pouvait transporter la famille sur des milliers de kilomètres, amener des cadeaux et repartir avec des produits d'ici, "pour ne pas oublier". Il y avait du travail là-bas, disait-on. Ceux qui n'en avaient pas étaient "des paresseux", tout le monde en était persuadé ici.

Et peu à peu le rêve l'avait envahi, pourquoi ne tenterait-il pas sa chance lui aussi ? Il était costaud, et intelligent, il avait vingt et un ans ; l'avenir était là-bas. Mais les temps avaient changé : on ne pouvait plus partir ; les frontières étaient fermées. Il ne savait pas bien pourquoi, mais c'était ainsi. Cependant, des bruits couraient : certains partaient quand même, "clandestinement" comme on disait et ils trouvaient du travail malgré tout, "là-bas". Et un jour il se décida ; il partit pour Tanger et là, avec cinq autres jeunes hommes, il réussit à acheter une barque, avec moteur : et ils étaient partis pour l'Espagne en face. La côte était proche ; c'était possible ; "bien d'autres l'avaient fait", on le leur avait assuré. Bien sûr toutes ses économies y étaient passées, mais… de l'autre côté, il y avait du travail. Du travail, de l'argent donc, et la liberté avec. La vie.

Et maintenant il était ici, seul, en mer. Il nageait avec détermination, mais la fatigue l'envahissait ; arriverait-il ? Ils voyaient la côte mais en étaient encore loin lorsque le moteur s'était arrêté, d'un seul coup. Impossible de le remettre en marche. Ils comprirent qu'on s'était moqué d'eux ; ce qui leur avait coûté si cher ne valait rien. Ils avaient dérivé longtemps déjà lorsqu'ils virent s'approcher une grosse vedette : les garde-côtes espagnols. Ils comprirent immédiatement ; ils seraient reconduits au Maroc. Le rêve était fini.

Non, pour lui, cela n'était pas possible ; il ne pouvait pas accepter cette idée. La misère à nouveau ; plus d'espoir ; plus de rêve. Non. Du travail, il voulait du travail. Il plongea brusquement avant que les garde-côtes ne soient trop proches. Et il nageait maintenant, mais de plus en plus difficilement. Il tentait de repenser encore à son enfance mais la fatigue le gagnait ; et il était encore loin.

Une semaine après, des pêcheurs découvraient un corps brisé sur des rochers près d'Algesiras. Un de plus.

Texte extrait d'un recueil de treize nouvelles publié par Michel Lemoust de Lafosse sous le titre ***Fragments de liberté****. Une liberté toujours recherchée, jusqu'à la mort souvent. Comme le font ces jeunes qui nagent sans fin vers une terre d'espoir qui ne veut pas d'eux. Dans ces pages, des destins d'hommes et de femmes qu'on aimerait avoir la force d'accompagner plus souvent.*
Publication disponible chez l'auteur : rue des Perruches, 61380 Soligny-la-Trappe au prix de 12 euros, port compris.

En première et dernière page, des illustrations provenant des archives du Centre d'Histoire du travail à Nantes (voir article p. 12).



L'embauche, un matin de mars 1951 aux Ateliers et Chantiers de Bretagne de Nantes.

Une pause casse-croûte pendant la marche de la faim entre Saint-Nazaire et Nantes en juin 1933. « 700 à 1000 chômeurs partent le 27 juin 1933 de Saint-Nazaire. Le lendemain après-midi, ils arrivent à Nantes, au vélodrome Petit-Breton, où les attendent 10 000 personnes. » (Christophe Patillon, La CGTU en Loire-Inférieure de 1922 à 1935. Mémoire de maîtrise, Université de Nantes, juin 1989)

En cahier central la rubrique "Bonnes feuilles" avec des extraits de livres récemment publiés pour mettre directement en contact avec l'œuvre d'un auteur et, d'une certaine façon, relier un peu plus la revue à une actualité éditoriale s'intéressant à l'histoire populaire. Ces pages supplémentaires (limitées par nos possibilités financières) vous sont ouvertes largement. Signalez-nous le livre que vous aimeriez voir lu par d'autres, nous contacterons l'auteur et l'éditeur pour un accord de publication d'extrait.

Marius Jacob: le révolté à vie

(1879-1954)

…st, de bonne heure, consacré au professorat.

M. JULES THOMAS

Le sculpteur Jules Thomas, membre de l'Institut, professeur, chef d'atelier de sculpture à l'Ecole des Beaux-Arts,

Musique et le *Drame*. Au Salon de 1903, encore, il exposait une figure d'éphèbe, l'*Adolescence*, qui eut un grand succès.

LA BANDE D'ABBEVILLE

Depuis le 8 mars, les débats d'un procès sensationnel se déroulent devant la cour d'assises de la Somme, procès important par la qualité des accusés et le nombre des crimes qui leur sont reprochés.

De 1900 à 1903, dans toutes les grandes villes de France — châteaux, villas, églises — des cambriolages audacieux furent commis, dont on ne pouvait surprendre les auteurs. Le 22 avril, à la suite d'un vol qualifié à Abbeville, de l'assassinat d'un agent et d'une tentative de meurtre sur un brigadier de police, le chef d'une association de malfaiteurs et ses deux lieutenants tombaient entre les mains de la police. C'était la découverte de la bande qui ne comprenait pas moins d'une quarantaine d'affiliés. Vingt-neuf purent être connus; vingt-trois sont sur les bancs de la cour d'assises, les autres ayant pris la fuite.

La bande possédait des outils de cambriolage d'une perféction inconnue jusqu'à ce jour. Telle trousse qui figure parmi les pièces à conviction, dont chaque instrument s'emboîte dans une unique poignée, fut estimée 10.000 francs; un levier est d'une force de 2.500 kilos.

Parmi les hauts faits de la bande il faut signaler le vol, à la cathédrale de Tours, de tapisseries du dix-septième siècle d'une valeur de 200.000 francs. Chez un bijoutier, rue Quincampoix, à Paris, après avoir perforé un plafond, trois accusés s'introduisirent en plein jour, un dimanche, et emportèrent pour 130.000 francs de bijoux et de valeurs.

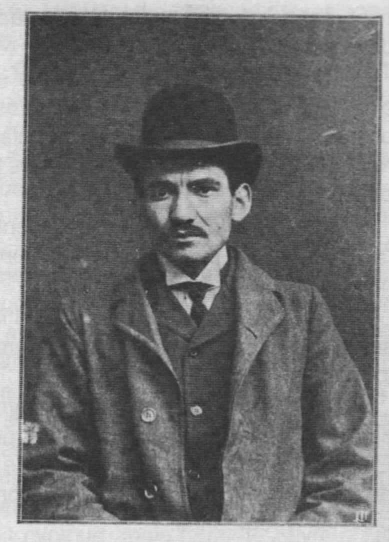
Jacob, le chef de l'association, n'a pas avoué, à l'instruction, moins de 150 cambriolages et plusieurs incendies volontaires. A dix-huit ans, il était condamné pour fabrication d'explosifs; à vingt ans, s'étant fait passer pour un commissaire de police, il opérait une prétendue perquisition, à Toulon, chez un commissionnaire au mont-de-piété et se faisait remettre par lui de nombreux bijoux et titres. Il a à peine vingt-quatre ans.

Son attitude, à l'audience, est extraordinaire. Il raille, il bafoue ses victimes, dont la richesse, dit-il, est une insulte permanente à la misère. Le président ne peut le retenir. Il part à tout moment en récriminations contre la société, se répand en bavardages de club révolutionnaire, proclamant qu'il avait le droit d'exercer les « reprises » qu'on lui reproche comme vols. C'est un type peu banal, malfaisant, dangereux mais curieux. Il ironise, plaisante, parfois pas

…velle école, par certains côtés intéressant à étudier.

Ferrand, qui n'est pas plus âgé que Jacob, a reconnu, au cours des différentes audiences, être l'auteur d'une soi…taine de cambriolages.

Bour, qui a tué, près d'Abbeville, un agent; Pelissard, S… Vaillant, ont une attitude cynique. Tous les accusés étai… du reste, solidement armés et ils n'ont dû de s'échap… souvent qu'en faisant feu sur ceux qui, les ayant sur… les poursuivaient.



Jacob, chef de la bande.



Félix Bour.



Serré.



Vaillant.



Ferrand.



Pelissard.

QUELQUES PHYSIONOMIES DE LA BANDE DE CAMBRIOLEURS D'ABBEVILLE

Illustration du 18 mars 1905

En cette dernière année du dix-neuvième siècle, les temps sont durs aux pauvres: on se lève chaque matin sans savoir si on mangera le soir. Lorsque toutes les ressources sont épuisées, on s'en va mettre "au clou" la bague de mariage ou les derniers meubles.

Entrée en scène

Un fiacre s'arrête devant le mont-de-piété de Marseille et un commissaire de police en descend, ceint d'une écharpe tricolore et flanqué de deux agents. Les trois hommes pénètrent dans l'établissement, et l'officier brandit un mandat de perquisition sous le nez du directeur affolé:

"Vous avez ici une montre volée lors d'un cambriolage au cours duquel quatre personnes ont été assassinées. Vous êtes accusé de complicité."

Les trois policiers se font remettre tous les bijoux, lingots et objets d'art, dont ils dressent méticuleusement l'inventaire et qu'ils enferment dans des boîtes soigneusement scellées. L'opération dure plusieurs heures. Le directeur et son adjoint sont ensuite menottés.

"Vous allez être présentés au procureur de la République."

À cette heure tardive, le Palais de Justice est fermé depuis longtemps au public. Les policiers doivent agiter vigoureusement la sonnette pour que le concierge finisse par ouvrir.

"Monsieur le procureur nous attend", annonce le commissaire en pénétrant sous la voûte, suivi de son escorte.

La petite troupe grimpe le grand escalier et arrive devant le bureau du procureur. Au passage, le commissaire hèle deux gardiens de la paix:

"Restez ici, vous autres, et gardez-moi ces lascars! Nous revenons dans cinq minutes."

Deux heures plus tard, ne voyant pas revenir le commissaire, ni sortir le procureur, le concierge se décide à pénétrer dans le bureau, à la porte duquel se morfondent toujours gardiens et prisonniers. Il n'y a personne. Le procureur étant injoignable, le concierge appelle un juge d'instruction, qui fait aussitôt délivrer un mandat d'arrêt pour que les deux prévenus soient conduits au dépôt.

Le pot-aux-roses n'est découvert que le lendemain: le trésor du mont-de-piété, d'une valeur de cinq cent mille francs de l'époque, a été dévalisé à l'issue d'une incroyable mystification.

La date du vol n'a pas été choisie par hasard: le 1er avril 1899. L'exploit fait rire la France entière.

Mais qui est ce voleur intrépide? Arsène Lupin?

Non: Arsène Lupin est un personnage de fiction. Le voleur, bien réel, s'appelle Alexandre Marius Jacob : c'est un anarchiste de vingt ans. À la tête de sa bande, les "Travailleurs de la nuit", il vole aux riches pour redistribuer aux pauvres. L'affaire du mont-de-piété de Marseille signe son entrée dans l'Histoire.

Prologue

Alexandre Marius Jacob est né à Marseille, d'une famille de prolétaires, le 29 septembre 1879.

Pour échapper à la misère, il s'embarque sur un navire marchand, à douze ans. À bord, il découvre

l'enfer qu'est la vie d'un mousse: maltraité, humilié, il est battu parce qu'il ne veut pas céder aux avances des vieux marins.

À Sydney, il fausse compagnie à l'équipage et s'embauche sur une baleinière, qui est en réalité un bateau négrier. Il s'enfuit à la première occasion et reprend du service sur des bâtiments moins nauséabonds.

Pendant que les marins s'enivrent, une fois leur quart terminé, il étudie inlassablement des livres de navigation et d'hydrographie.

Marius Jacob a seize ans quand il retrouve Marseille. On le débarque sur une civière, paralysé par les fièvres.

Une fois retapé, il quitte le foyer maternel et cherche à gagner sa vie. Il va de place en place. Engagé comme apprenti dans une imprimerie, il découvre le mouvement libertaire, alors très enraciné chez les typographes.

Nous sommes en 1895. La bourgeoise n'en finit pas de prendre sa revanche depuis la terreur que lui a inspirée la Commune. Le mouvement ouvrier a été saigné à blanc par la répression, et il ne redresse la tête que depuis quelques années. Deux tendances s'affrontent. D'un côté, les socialistes légalistes qui veulent conquérir l'État par les élections. De l'autre, les anarchistes, inspirés par Proudhon et Bakounine, galvanisés par Sébastien Faure et par Louise Michel qui vient de rentrer d'exil. Ceux-là disent que la justice sociale ne se discute pas: elle se prend, et tout de suite. De 1890 à 1895, c'est à coup de bombes que les anarchistes ont tenté de renverser l'ordre établi à travers toute l'Europe: magistrats, policiers, politiciens et rois tombent sous leurs coups. La répression est terrible: des dizaines de militants sont guillotinés, pendus, garrottés, en fonction des coutumes locales. En France, les libertaires sont traqués, passés à tabac, emprisonnés, souvent sans procès... Les têtes de Ravachol, de Vaillant, de Henry, de Caserio roulent dans la sciure.

Entre la voie légaliste et l'action directe, Marius Jacob l'insoumis n'hésite pas. Il se lance à corps perdu dans la cause anarchiste. Sillonnant infatigablement la France et l'Espagne, il va d'un cercle libertaire à l'autre, prêchant la "propagande par le fait".

La police le suit à la trace. Un agent provocateur lui procure des explosifs, puis le dénonce. Il est condamné à six mois de prison. À sa sortie il cherche du travail. Lorsqu'il trouve une place, son employeur est prévenu de ses antécédents, et il perd son travail. Il a dix-sept ans. Dans les réunions, ses appels sont de plus en plus violents: "Puisque les bombes font peur au peuple, volons les bourgeois, et redistribuons l'argent aux pauvres!"

Il devient vite connu. Son enthousiasme et sa violence électrisent les auditoires. Lorsque les policiers font irruption pour disperser l'assistance, des bagarres sanglantes éclatent.

Acte I: les Travailleurs de la nuit

Marius Jacob n'est pas homme à se contenter de discours. Au cours de l'année 1899 – il a 20 ans –, il recrute "les Travailleurs de la nuit". Le territoire français est découpé en zones, et la bande est organisée en "brigades" qui opèrent les cambriolages, appelés "reprises individuelles" ou "récupérations". Celles-ci sont minutieusement préparées par tout un réseau

Les techniques utilisées par Jacob feront ensuite le bonheur des romanciers: il change d'apparence, parfois plusieurs fois par jour, tantôt déguisé en femme, tantôt en mendiant ou en militaire.



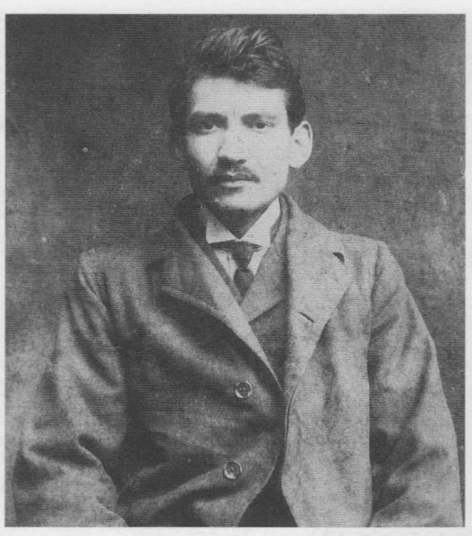
Le fameux cambriolage de la rue Quincampoix le 5 octobre 1901. Montant du butin : 1 million et demi de francs-or. Illustration parue dans le *Petit Journal*.

d'"éclaireurs" et de "prospecteurs". Les techniques utilisées par Jacob feront ensuite le bonheur des romanciers: il change d'apparence, parfois plusieurs fois par jour, tantôt déguisé en femme, tantôt en mendiant ou en militaire. Un jour que les policiers arrivent en courant sur les lieux d'un cambriolage, ils croisent un marin qui porte un grand sac et leur lance un vigoureux "salut!"... Ils reconnaîtront Jacob plus tard à son procès. Pour pénétrer dans les maisons les mieux gardées, il fait appel à des acrobates de cirque, experts pour escalader les façades et descendre par les conduits de cheminées. Il innove aussi dans la technique du guet: plutôt que de poster un homme devant le lieu du cambriolage, au risque de le faire repérer, il introduit un crapaud dans la conduite d'évacuation qui donne sur le caniveau. Le crapaud se met à chanter. S'il s'arrête, c'est que quelqu'un approche, et les "Travailleurs de la nuit" interrompent aussitôt leur travail. Provocateur, il laisse souvent un billet à ses victimes: "je ne prends pas ces bijoux: ils sont faux" ou encore: "je reviendrai lorsque vos meubles seront authentiques".

Pris une première fois, il simule la folie. Interné à l'asile d'aliénés de Mont-Perrin, il s'en évade avec un infirmier qui rejoint les "Travailleurs de la nuit".

Les "couvertures" de Jacob sont bien dans le style du personnage: il tient une quincaillerie, qui lui permet de se faire livrer tous les modèles de coffres-forts, dont il devient un spécialiste hors pair. Il se paye également le luxe d'être rémunéré par la célèbre compagnie d'assurances Lloyds, comme expert en matière de vols. On retrouvera plus tard cette appréciation flatteuse et involontairement comique dans son dossier à Londres: "c'est un homme habile, compétent et nourri par l'expérience...".

Mais ce qui fait de Marius Jacob un voleur à nul autre pareil, c'est l'instauration de "la part du pauvre": dix pour cent des larcins sont reversés aux caisses de solidarité des anarchistes pour la propagande et pour soutenir les familles des militants emprisonnés. "J'allais voler le cœur paisible et la conscience aussi à l'aise que si j'allais accomplir une œuvre charitable", dira-t-il plus tard à son procès.



Quatre ans durant, les insaisissables "Travailleurs de la nuit" vont tenir la France en haleine au rythme d'un cambriolage par semaine (on en attribuera 106 directement à Jacob). La police est sur les dents. Les montants des "récupérations" atteignent des sommes faramineuses: un million et demi de francs or rue Quincampoix, le 5 octobre 1901: c'est le plus gros fric-frac jamais réalisé. Un an plus tard, 600 000 francs rue Jasmin, chez un banquier. Jacob et ses hommes réservent d'ailleurs leurs visites aux "parasites sociaux": prêtres, militaires, banquiers, juges, et ne s'attaquent jamais à ceux dont ils jugent la profession utile: médecins, architectes, écrivains, etc. Les vols se succèdent, toujours plus audacieux, toujours sans violence, et sans que la police ne parvienne jamais à arrêter coupable ni complice. Marius Jacob échappe parfois de peu aux policiers, au prix de courses-poursuites vertigineuses et grâce à un sang-froid à toute épreuve.

Malgré ses succès et les sommes considérables tirées de ses butins – on estime à 5 millions le total des "récupérations" –, Marius Jacob n'a pas changé le moins du monde sa façon de vivre. Il est avant tout un militant libertaire: on ne boit pas en sa présence, on ne fume pas. Il vit chichement avec sa compagne et sa vieille mère, dans un petit logement près de la place de la Contrescarpe.

Mais tous les "Travailleurs de la nuit" n'ont pas gardé intact leur idéal. Certains rechignent désormais à laisser "la part du pauvre", d'autres voleraient bien de leurs propres ailes. Dans le même temps, la police, ridiculisée, exaspérée, fait de l'arrestation des anarchistes-cambrioleurs sa priorité.

C'est à Abbeville, le 21 avril 1903, que l'aventure se termine, après un coup manqué. Marius Jacob et une partie de la bande passent en procès deux ans plus tard, à Amiens. L'instruction n'a pas été facile, car le principal inculpé prend tout sur lui et refuse de dire le moindre mot sur ses complices. En prison, il entreprend de convaincre les gardiens que "la propriété, c'est le vol".

Juges et policiers ont bien l'intention de faire le procès d'un bandit, et surtout pas d'un militant. C'est compter sans le principal intéressé, bien décidé à se servir du tribunal comme d'une tribune politique. Le ton est donné dès l'interrogatoire:

"Alexandre, Marius Jacob, levez-vous!

- Non, vous êtes bien assis, vous!

- Vous êtes ici pour être jugé. Vous devez vous conformer aux usages, tempête le juge.

- Votre justice est une mascarade. J'aurai des égards envers vous quand vous en aurez pour les travailleurs."

Toute la presse est dans le prétoire. Parmi les journalistes, un certain Maurice Leblanc, qui va créer, quelques mois plus tard, le personnage d'Arsène Lupin. Dehors, les militants anarchistes acclament Jacob à chacune de ses apparitions et chantent L'Internationale.

Toute la presse est dans le prétoire. Parmi les journalistes, un certain Maurice Leblanc, qui va créer, quelques mois plus tard, le personnage d'Arsène Lupin.

Dès la troisième audience, Jacob lit devant le tribunal éberlué une déclaration en forme de profession de foi:

"Je suis un anarchiste non-violent, dit-il, un révolté vivant de ses cambriolages. Ne reconnaissant à personne le droit de me juger, je n'implore ni pardon, ni indulgence. Je ne sollicite pas ceux que je hais et que je méprise [...] Le droit de vivre ne se mendie pas, il se prend. Le vol, c'est la restitution, la reprise de possession. Plutôt que de mendier ce à quoi j'ai droit, je préfère faire la guerre aux riches en attaquant leurs biens. Certes, je conçois que vous auriez jugé meilleur que je me soumette à vos lois. Alors vous ne m'appelleriez pas bandit cynique, mais honnête ouvrier. Les prêtres promettent un paradis à leurs dupes. Vous êtes moins abstraits, vous leur accordez la médaille du travail. Je me livre au vol sans aucun scrupule. Je n'accepte pas votre prétendue morale qui prône le respect de la propriété comme une vertu, alors qu'il n'y a pas de pires voleurs que les propriétaires. Estimez-vous heureux que ce préjugé ait pris racine dans le peuple. Mais prenez-y garde, tout n'a qu'un temps. Certes moi aussi je réprouve le fait par lequel un homme s'empare violemment et avec ruse du fruit du labeur d'autrui. Mais c'est précisément pour cela que j'ai fait la guerre aux riches, voleurs du bien des pauvres...". Il termine ainsi: "anarchiste révolutionnaire, j'ai fait ma révolution. Vienne l'anarchie!

Un tel aplomb venant d'un homme que l'on avait cru brisé par deux années de claustration sidère les magistrats et enthousiasme les militants du drapeau noir qui font de Jacob leur héros et dont ils distribuent la proclamation à travers toute la France.

Marius sait aussi mettre les rieurs de son côté. À un rentier qui se lamente sur ses titres, il lance: "ils ne valaient rien. Vos voleurs ne sont pas comme moi, eux sont toujours en liberté. Sans doute portent-ils la Légion d'Honneur! et à un autre qui pleure son argenterie: "si vos couverts avaient été en fer-blanc, vous les auriez toujours! Le procès devient impossible à maîtriser: galvanisés par l'exemple de Jacob, les autres inculpés se lèvent à tout propos, injurient les magistrats, entonnent La Carmagnole et L'Internationale. Même la presse bourgeoise est ébranlée:

"Ce n'est pas la société, représentée par les magistrats et les jurés, qui juge Jacob, chef des voleurs, constate le rédacteur de *L'Aurore*, c'est le chef des voleurs, Jacob, qui fait le procès de la société. En vérité, il conduit l'affaire, il est tout le temps en scène, il préside, il juge!

L'opinion publique commence à regarder les "Travailleurs de la nuit" d'un autre œil: le président du tribunal reçoit alors du ministère l'instruction formelle d'abréger les débats. Après l'expulsion définitive des inculpés, le procès est expédié en quelques jours, et la sentence tombe le 22 mars 1905: Marius Jacob, qui n'a jamais tué, ni même blessé personne, est condamné aux travaux forcés à perpétuité. Quatre autres des "Travailleurs de la nuit" sont également condamnés au bagne, avec des peines suffisamment longues pour entraîner l'obligation de résider en Guyane jusqu'à leur mort.

:hard » au bagne ?

ouchard ?... Voici le museau de *Brière* qui a assassiné ses cinq enfants. l, sournois, le front bas, Brière, en tablier d'infirmier, bien propre, silen- glisse à travers les salles, frôle sans les voir les condamnés et s'arrête devant



pleine brousse : une corvée de culture (plantation de cotonniers).

r pour enlever son béret et saluer de la tête, des épaules, jusqu'aux genoux.

On apprit un beau jour qu'un complot anarchiste se préparait. Il avait été imaginé par un groupe de forçats sous la direction de l'anarchiste Jacob. Il s'agissait de confectionner une bombe pour faire sauter le commandement. Martin, à la pharmacie, confectionnait la bombe...

Émoi... arrestations en masse. Mais on ne découvrit rien. Le complot avait été dénoncé par un transporté nommé Fauque, fils d'un ancien surveillant-chef du bagne. On eut toutes les raisons de croire que le complot n'avait point existé et que Fauque l'avait imaginé pour toucher une gratification.

Cependant, Martin perdit à l'aventure sa place de manipulateur ; il fut remplacé par Hubac et devint infirmier. C'est, pourtant, un homme heureux. Comme Manda, il a dans sa vie un grand amour élégant.

Depuis cinq ans, avec une fidélité héroïque, une femme l'entretient d'une correspondance assidue. Il montre les lettres qui sont datées de Londres...

L'anarchiste *Meunier*, qui est mort le 26 juillet dernier, était, avec une intelligence vive et un cœur excellent, un redoutable bandit. Il était un peu difforme et il aimait à se comparer à Socrate, dont il n'avait que l'infirmité. Il développait une philosophie primitive à laquelle il croyait. Mais ses théories s'accommodaient de tous les méfaits de la vie du bagne.

Meunier disparu, il n'y a plus d'anarchiste de principes en Guyane. Ceux qui restent sont des pitres.

Il faut cependant mettre à part *Jacob*, le chef de la bande d'Amiens. Il a gardé le langage insolent qu'il avait à la cour d'assises. Le soir, dans la case, il bataille avec la société ; il fait aux condamnés des conférences injurieuses et inoffensives sur l'action directe. L'anarchisme n'avait été pour lui qu'une attitude devant la justice. Cette attitude lui a plu, et, sans pénétrer plus avant dans la doctrine, il demeure anarchiste. Il a tenté plusieurs fois de s'évader.

Le bagne vient de perdre avec *Gallay* une de ses plus pittoresques illustrations. Le héros de la *Catarina*, dont la peine a été commuée, a quitté la Guyane pour une maison de réclusion en France.

J'avais moi-même pris passage sur la *Normandie* qui l'a ramené à Saint-Nazaire. Il m'a remis, pendant la traversée, des « Souvenirs d'un forçat » dont une grande partie n'intéresserait que médiocrement les lecteurs de *L'Illustration*, mais qui contiennent pourtant des renseignements curieux sur la vie

Un reportage dans l'Illustration du 4 janvier 1908.

Acte II : le voyage au bout de la nuit

On sait, depuis les articles d'Albert Londres, ce qu'étaient les bagnes de Guyane : des camps d'extermination, où la durée de vie moyenne avoisinait les cinq ans. Dépouillés de tout, livrés sans aucun recours possible au sadisme des gardiens, soumis aux pires tortures pour la moindre velléité de résistance, cernés par la jungle et par la mer infestée de requins, en proie aux fièvres et aux parasites, les bagnards abandonnaient vite tout espoir de retrouver un jour l'humanité et se laissaient submerger par le vice, la folie et la mort.

Marius Jacob va rester 23 ans en enfer : jamais il ne renoncera, ni à l'espoir, ni à ses convictions.

Lorsqu'il arrive à Cayenne, Jacob est précédé de sa réputation : "un anarchiste de la pire espèce", dit le dossier. Il est immédiatement versé dans la troisième catégorie de forçats, les plus durement traités. Sur ordre, les surveillants s'emploient à le provoquer, à le pousser à l'irréparable, ce qui permettrait de le tuer, en toute légalité : on crache dans sa soupe, on l'humilie, on le maltraite. Rien n'y fait.

Vis-à-vis des autres bagnards, Marius Jacob impose immédiatement sa force morale, et jamais il ne déviera d'un pouce de sa ligne de conduite : il se tient à l'écart des "mariages", du jeu, des trafics en tout genre. Dès que l'occasion lui en est donnée, il prend contact avec les autres libertaires, nombreux au bagne. Ensemble, ils organisent la propagande, et s'opposent – y compris par le meurtre – à la loi du plus fort qui règne entre forçats, protégeant les faibles, châtiant les brutes et les indicateurs. "Ce sont les anarchistes qui tiennent ici le haut du pavé" observe, amer, le commandant de la colonie.

Lire le récit des vingt-trois années de bagne de Marius Jacob, c'est mesurer l'incroyable capacité de résistance, morale et physique, dont peut faire preuve un être humain.

Dix-huit fois, Jacob tentera de s'évader, en vain. Chaque évasion manquée est suivie de châtiments : privations, bastonnade et "encellulement". L'encellulement, c'est l'enfermement, les fers aux pieds, dans un puits de six mètres carrés, dont on ne sort qu'une heure par jour, pour la "promenade". La nourriture est infecte, les journées torrides, les nuits glaciales dans les trous puants, et les bagnards punis n'ont droit à aucun soin. Quelques mois de ce régime, et c'est la mort, ou la folie. Dès sa première condamnation pour évasion, en 1907, Marius Jacob écope de trois ans d'encellulement, sur l'Île Saint-Joseph. Il en sortira vivant.

Marius Jacob va rester 23 ans en enfer : jamais il ne renoncera, ni à l'espoir, ni à ses convictions.

En 1911, pour une autre tentative, il est condamné à deux nouvelles années de cachot, dont il sort moribond. Sur 23 années de bagne, il en passera 12 en cellule, dont 9 les fers aux pieds.

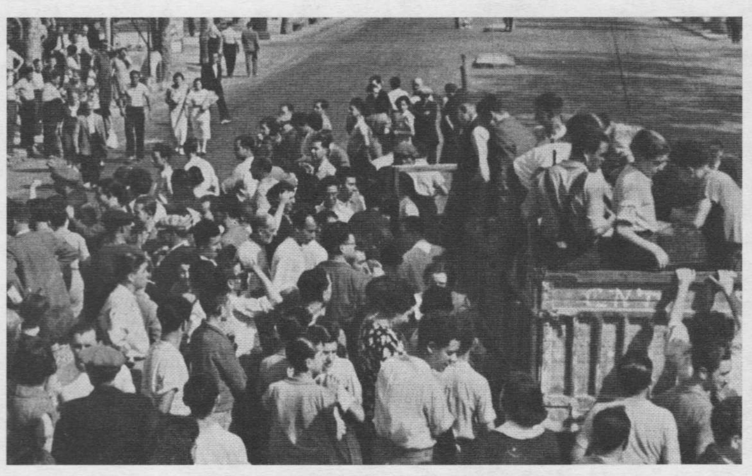
Vingt-trois ans vont s'écouler ainsi, d'évasions en représailles impitoyables, sans que jamais Marius ne renonce, ni à sa dignité, ni à la liberté.

Pendant que sa vieille mère épargne sou à sou pour lui envoyer des livres et bombarde les ministères de demandes de grâce, Jacob devient, petit à petit, un personnage connu de toute la Guyane pénitentiaire. À force de ténacité, il est parvenu à se constituer une véritable bibliothèque de droit, et il entreprend de combattre l'administration pénitentiaire, "la Tentiaire", sur le terrain judiciaire : soutenu par ses compagnons anarchistes, il rédige réclamation sur réclamation (mais sans jamais user des formules de soumission et de flatterie en usage dans la prose judiciaire), pour les bagnards lépreux, contre les brimades et les mauvais traitements, pour dénoncer la corruption organisée par les surveillants, etc. En 1920, après une nouvelle "belle" manquée et un énième séjour au cachot, dont il a cru ne jamais sortir vivant, il cède enfin aux suppliques de sa mère et accepte d'envoyer pour lui-même une demande de grâce... qui est rejetée.

Entre 1921 et 1923, il tente encore six fois la belle.

En 1922, avec les autres anarchistes, il prépare un soulèvement général des bagnards, qui doivent prendre d'assaut deux bateaux, et mettre ensuite le cap sur le Brésil. Le plan est éventé et les libertaires dispersés aux quatre coins de la colonie.

* Cet article emprunte largement à l'excellent livre de William Caruchet, *Marius-Jacob l'anarchiste cambrioleur*, Éditions Séguier, Paris 1993 , ainsi qu'aux ouvrages d'Alain Sergent, *Un anarchiste de la Belle Époque, Alexandre Jacob*, Seuil, 1950, et de Bernard Thomas, *Les vies d'Alexandre Jacob 1879-1954*, Fayard, 1998.
Lire aussi : *Alexandre Marius Jacob*, Ecrits vol. I & II, L'Insomniaque, 1995 (réédition augmentée à paraître en 2004).



Barcelone 1936, les miliciens populaires partent à l'attaque de Saragosse.

Enfin, à partir de 1923, l'opinion publique, alertée par les articles d'Albert Londres, commence à réaliser la vraie nature du bagne. Les journalistes se succèdent en Guyane. On exhume les dénonciations de l'enfer pénitentiaire que quelques médecins et prêtres courageux avaient adressées aux autorités de la métropole, lors de leur passage dans la colonie.

On se souvient également de Marius Jacob. Devenu une sorte de médiateur entre les forçats et la "Tentiaire", l'intraitable prisonnier obtient, peu à peu, la diminution des iniquités les plus criantes : des surveillants sont blâmés, certains sanctionnés... Mais l'embellie n'a qu'un temps : l'administration exige qu'il renie ses camarades et son idéal. Comme il refuse, on lui retire toutes ses prérogatives et il retourne à l'anonymat du bagne.

Cependant, en métropole, des voix de plus en plus nombreuses demandent son élargissement. Sa peine est ramenée à 5 ans, puis à 2 ans, mais la liberté conditionnelle lui est déniée parce qu'il refuse d'être un mouchard de l'administration pénitentiaire. Il purgera donc sa peine en prison jusqu'au dernier jour, le 30 décembre 1928.

Acte III : l'increvable anarchiste

Alors, Jacob : maté ? fini ?

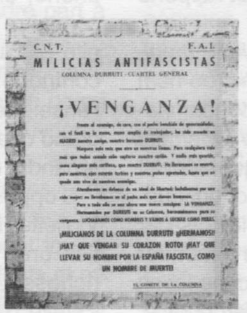
Dès les premiers jours de janvier 1929, un homme au visage buriné se présente à May Picqueray, dans les locaux du journal *Le Libertaire* : Jacob retrouve sa famille, qui aussitôt l'accueille et l'entoure. Louis Lecoin, directeur du *Libertaire*, devient son mentor. Lecoin est un homme de la trempe de Jacob : condamné à 5 ans en 1913 pour avoir appelé à tuer les officiers dès la déclaration de guerre, il est à nouveau incarcéré à chaque sortie de prison car, sitôt dehors, son premier geste est de déchirer son ordre de mobilisation. Lorsque Jacob rejoint l'équipe du *Libertaire*, deux combats mobilisent le journal : la défense des objecteurs de conscience et la réhabilitation de Sacco et Vanzetti. La cause des deux anarchistes exécutés en 1927 aux États-Unis est très populaire et rassemble bien au-delà du mouvement libertaire : Jacob prend la parole dans les meetings devant des milliers de personnes qui se lèvent à son arrivée et entonnent L'Internationale.

Dans les années trente, à plusieurs reprises, l'équipe du *Libertaire* et Jacob mobilisent l'opinion pour empêcher l'extradition vers l'Espagne de Durruti et de ses compagnons anarchistes, promis au garrot.

Et Jacob retrouve bientôt l'Espagne sur sa route : dès l'été 36, il est à Barcelone, où flottent partout les drapeaux noir et rouge de la CNT, le grand syndicat dominé par les anarchistes, qui compte un million et demi d'adhérents quand les communistes staliniens sont à peine 60 000 : pour une fois, l'anarchie a une chance de vaincre. Conscient qu'il sera plus utile en France qu'en Espagne, Marius rentre très vite à Paris et fonde avec Lecoin le SIA (Secours international anarchiste), qui est alors le rassemblement d'aide aux républicains le plus actif. Revenu à Madrid à l'automne, il accompagne Durruti sur le front d'Aragon, où il peut constater le dénuement et le manque d'armes des colonnes libertaires. Jacob retourne donc à nouveau en France et se démène pour trouver des armes à envoyer aux combattants de la CNT. Lorsqu'il parvient à ses fins, il est trop tard : en Espagne, le vent a tourné. Durruti est mort sur le front de Madrid, les "conseillers" soviétiques contrôlent tous les approvisionnements en armes – dont ils excluent les libertaires –, et les staliniens s'apprêtent à démanteler les collectivités paysannes, à reprendre en main les usines auto-gérées et à dissoudre les milices populaires. Jacob retourne alors à l'action humanitaire.

Jacob retrouve bientôt l'Espagne sur sa route : dès l'été 36 il est à Barcelone, où flottent partout les drapeaux noir et rouge de la CNT.





La défaite de l'Espagne républicaine laisse Jacob désemparé, comme l'ensemble du mouvement libertaire.

Il accomplit avec Lecoin son dernier acte militant en 1939, en diffusant et affichant sur les murs de Paris le tract "Paix immédiate", au lendemain de la déclaration de guerre. Puis il part avec sa vieille mère s'installer dans l'Indre, comme marchand ambulant en bonneterie.

En 1948, il rencontre Jean Maitron, l'auteur du fameux Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, et tire pour lui les leçons de son expérience : "Je ne crois pas que l'illégalisme puisse affranchir l'individu dans la société présente [...] Au fond, l'illégalisme considéré comme un acte de révolte est plutôt affaire de tempérament que de doctrine. C'est pourquoi il ne peut être d'aucun effet éducatif sur l'ensemble des masses laborieuses. J'entends d'un bon effet éducatif...". La même année, il écrit ses Souvenirs d'un demi-siècle.

Épilogue

Le corps brisé par les séquelles du bagne, Marius Jacob ne veut pas connaître la déchéance finale : il se suicide en 1954 après avoir euthanasié son chien aveugle, Negro, pour lui éviter l'abandon. Quelques amis suivent le cercueil, couvert d'un drapeau noir et rouge, comme le souhaitait Jacob. Dans la presse, seul un entrefilet du *Canard Enchaîné* témoigne que l'homme qui vient de mourir fut une figure singulière du mouvement social.

Morale

L'histoire officielle a fait de Ravachol et de Bonnot les symboles-repoussoirs de l'anarchie. Elle s'est bien gardée de laisser une place à Marius Jacob, absent des livres scolaires, bien sûr, mais également de la plupart des dictionnaires, tandis que sa contrefaçon littéraire, Arsène Lupin, bénéficie d'une renommée internationale.

Bandit anti-social pour les uns, héros de la classe ouvrière pour les autres, cet homme est décidément irrécupérable, aussi bien mort que vif.

François Roux

Des petites soudanaises à l'exposition de Vincennes

Vue aérienne du pavillon de l'Afrique Occidentale Française.



Fallait-il, en 1931, être pour ou contre l'exposition coloniale ? Le succès rencontré et le nombre de visiteurs (aux environs de 8 millions) semble montrer qu'une majorité des Français était pour.

Le débat mené au sein du congrès de la ligue des droits de l'homme montre bien que le débat n'est pas facile et pas évident.

En mai 1931, à Vichy, la Ligue des Droits de l'Homme tient son congrès spécialement consacré au thème suivant : « La colonisation et les Droits de l'Homme ». Raoul Girardet rapporte les débats et les arguments de chacun.

Deux thèses s'y opposent en un affrontement souvent tumultueux. La première défendue par Félicien Challaye tend, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à une condamnation globale du fait colonial, la colonisation y étant essentiellement définie comme « la mainmise d'un peuple économiquement et militairement fort sur un peuple d'une autre race économiquement et militairement faible ». L'autre, soutenue à la fois par Albert Bayet et Maurice Viollette, [...] tend au contraire à montrer que l'acceptation du principe colonial ne signifie en aucune façon une trahison à l'égard d'un idéal de progrès et de démocratie. Sans doute, dans quelques-uns de ses aspects, la colonisation française est-elle entachée de graves abus « d'actes arbitraires et de tyrannie » qu'il importe de dénoncer et de corriger. Sans doute une évolution progressive doit-elle amener à faire des peuples colonisés des « associés et non plus des sujets ».

Mais, déclare Albert Bayet « de ce que l'action colonisatrice s'accompagne trop souvent d'abus, avons-nous le droit de conclure qu'elle en est inséparable ? Je ne le crois pas. Viciée, la colonisation est un danger pour le monde, purifiée, elle peut être un bienfait. »

Et Albert Bayet poursuit, après avoir évoqué les grands exemples de la Grèce et de Rome : « D'où il suit que la colonisation est légitime quand le peuple qui colonise apporte avec lui un trésor d'idées et de sentiments qui enrichira d'autres peuples ; dès lors la colonisation n'est pas un droit, elle est un devoir. [...] Il me semble que la France moderne, fille de la Renaissance, héritière du XVIIe siècle et de la Révolution, représente dans le monde un idéal qui a sa valeur propre et qu'elle peut et doit répandre dans l'univers.

Apporter la Science aux peuples qui l'ignorent, leur donner routes, canaux, chemins de fer, autos, le télégraphe, le téléphone, organiser chez eux des services d'hygiène, leur faire connaître enfin les Droits de l'Homme, c'est une tâche de fraternité [...]. Le pays qui a proclamé les Droits de l'Homme, qui a contribué brillamment à l'avancement des sciences, qui a fait l'enseignement laïque, le pays qui, devant les nations, est le grand champion de la liberté, a, de par son passé, la mission de répandre où il le peut, les idées qui ont fait sa propre grandeur. »

S'opposant à l'argumentation d'Albert Bayet et de Maurice Viollette, Félicien Challaye condamne d'abord dans la colonisation un « fait d'ordre économique » : le « déplacement » des richesses mondiales au profit des capitalistes européens. Il s'élève d'autre part contre une politique d'assimilation qui n'est qu'une des formes de l'« orgueil de race » et qui aurait pour conséquence d'uniformiser l'univers : « En vérité la race blanche est-elle tellement certaine de sa supériorité pour imposer sa civilisation à tous les autres peuples et vouloir les assimiler ? »

Les thèses d'Albert Bayet et de Maurice Viollette l'ont emporté à une très forte majorité au congrès de Vichy.

L'exposition coloniale de 1931 se situe donc à une période charnière pour la France. Il ne s'agit plus d'essor colonial mais de maintien à flot de l'économie. Les États-Unis sont en crise depuis 1929 et pour maintenir son rang, la France n'a plus qu'un seul espoir, ses colonies. Durant la guerre de 1914 1918, l'espoir de la France avait reposé aussi sur ses colonies et sur ses



troupes noires et il n'avait pas été déçu, la guerre avait été gagnée.

Le discours culturel sur l'éducation, les moyens techniques, la radio, la grandeur de la France cachent mal les besoins d'indépendance et de liberté des peuples colonisés.

Si les colonies flattent l'orgueil national, rares sont les opposants qui dénoncent le paternalisme protecteur et l'exploitation brutale des hommes et des richesses. Le pavillon des missions et l'ouvroir de Ségou en sont le type même du paternalisme religieux.

Jour de départ

C'est le Gouverneur de l'Afrique Occidentale Française qui demande à Mgr Thévenoud la présence des petites soudanaises. Il s'engage à couvrir la totalité des frais. Les enfants ne vinrent qu'à la condition qu'elles soient accompagnées par deux sœurs et qu'elles soient logées à la procure sous la surveillance de la communauté parisienne. Les fillettes sont aussi constituées en deux groupes correspondant aux deux langues parlées par elles.

C'est de Ouagadougou que le 6 avril 1931, de très bonne heure précise le diaire des sœurs de Notre-Dame d'Afrique, que la communauté fait ses adieux à Sœur Saint-Vital et Sœur Delphine qui accompagnent les enfants qui doivent prendre part à l'Exposition Coloniale de Paris.

Deux jours plus tard le 8 avril 1931 à Ségou à la communauté de Notre-Dame de la Merci, il y a une « grande animation parmi nos enfants ». C'est le jour du départ des six petites ouvrières désignées pour l'Exposition Coloniale. Après une escale à Bamako, elles prendront le train pour Dakar. Les fillettes sont heureuses et leur joie se traduit par une gaîté peu ordinaire. Cependant les mamans sont soucieuses; elles viennent tour à tour faire leurs dernières recommandations à leurs enfants et ne se rassurent que quand nous leur disons que les fillettes seront constamment sous la direction des sœurs tout le temps de leur séjour en France. Notre mère accompagne les enfants à Bamako; elle les confiera alors à Sœur Delphine pour le voyage jusqu'à Marseille, où elles trouveront Sœur de la Visitation qui s'occupera d'elles tout le temps de l'exposition ».

Le 9 avril la supérieure est de retour à Ségou. Où elle rapporte que les enfants ont bien impressionné tous les Européens qu'elles ont approchés. Elle précise même qu' « ayant assisté à un enterrement de Français, à la cathédrale, au moment où on s'y attendait le moins, nos fillettes se sont mises à chanter la messe de Requiem à pleins poumons, ce qui a émerveillé tout le monde ».

Ce même 9 avril 1931 Sœur St-Vital et de Sœur Delphine arrivent à Bamako et rejoignent le groupe qui part pour la France. Les sœurs notent « Notre maison est bien animée. Toutes les enfants s'installent joyeusement dans le grand vestibule du rez-de-chaussée, qui devient un camp volant. Elles nous amusent beaucoup par leur étonnement devant tant de choses qu'elles ne soupçonnaient pas. Le bouton électrique surtout les émerveille. Mais devant le train qui doit les emporter, l'ébahissement est à son comble ». Le départ pour Dakar se fait le 10 avril et la communauté accompagne à la gare leurs chères voyageuses. Au moment des adieux, les enfants de Ségou versent quelques larmes, car Mère Marguerite-Marie ne va pas plus loin, mais elles seront certainement vite séchées.

L'arrivée gare de Lyon

Nous n'avons pas d'information sur le trajet Bamako Dakar ni sur celui de Dakar à Paris sauf en ce qui concerne l'arrivée le vendredi 24 avril.

« La Mère supérieure et sœur Cécile Marie se rendent à 5 heures du matin à la gare de Lyon afin d'y recevoir sœur Delphine et sœur de la Visitation, les quinze soudanaises et Émile le fidèle catéchiste de Ouagadougou. L'arrivée est assez sensationnelle. Les enfants peu habituées à notre activité européennes, s'échelonnent placidement à la file indienne, portant leurs colis sur la tête. L'heure matinale empêche heureusement les curieux d'être trop nombreux. Les petites voyageuses montent en taxi, et tout le monde se retrouve à la procure. La bande noire comprend huit enfants de l'ouvroir de Ouagadougou et une femme, Sophie; puis six plus jeunes fillettes venant de Ségou. Émile qui parle très bien le français, leur sert de mentor. Il sera logé chez les pères blancs ».

Pour loger les enfants, les sous-sols de la procure (101, rue Olivier de Serres à Paris) sont transformés en dortoirs. Sophie, l'accompagnatrice logera avec elles alors que le catéchiste logera lui chez les pères.

Mais laissons la parole aux religieuses; « Nous chantons la grand'messe aidées de nos petites noires qui, malgré l'exiguïté de la chapelle, trouvent à se caser. Nous nous retrouvons un peu en mission, quoique Paris soit un cadre bien peu couleur locale pour les Soudanaises. Plusieurs visiteurs demandent à voir les enfants et apportent charitablement des douceurs pour elles, jusqu'aux fournisseurs qui veulent aussi les gâter. »

Le 2 mai c'est la découverte de l'exposition et la première visite à ce qui allait être leur cadre de vie jusqu'en octobre.

Un ballot sur la tête, sans oublier celui des provisions, elles s'en vont chaque matin prendre le train de ceinture Gare de Vau-



Le départ pour l'exposition

girard qui les emmenait à l'exposition. Deux compartiments leur sont réservés par « l'amabilité et les soins de la compagnie ». Elles restaient à Vincennes jusqu'au soir prenant le repas de midi dans leur atelier de travail sous la garde d'une sœur. Un magasin de vente disposé à l'étage de la case permit d'écouler le gros stock de tapis que les enfants avaient apportés ainsi que quelques articles des autres ouvroirs. Là il n'y eu point de repos et pendant six mois l'atelier et la boutique furent ouverts au public.

« Nous profitons de ce que les divers pavillons de l'Exposition ne sont pas encore ouverts au public pour distraire un peu nos petites pensionnaires. Deux sœurs devant faire des acquisitions au Bon Marché, emmènent Justine, la benjamine de la bande (elle a 8 ans.) Notre petite négrillonne obtient un vrai succès. Tout le monde veut lui dire bonjour, et les questions pleuvent. Quel n'est pas l'émerveillement de notre petite, lorsqu'un vendeur la met sur l'escalier roulant. Plus grand étonnement encore en montant en ascenseur. En quittant le Bon Marché on s'arrête à la rue du Bac, afin de saluer la vierge miraculeuse dont elle porte la médaille ».

Le Maréchal et le Président de la République

C'est enfin l'inauguration de l'exposition coloniale par le Président de la République le 6 mai 1931. « Les organisateurs du Pavillon des Missions désirant que les ordres missionnaires exposants soient représentés, nous nous y rendons à deux ».

Au début de l'après-midi, le maréchal Lyautey et le président de la République, M. Gaston Doumergue, rejoignent le bois de Vincennes à bord d'une limousine découverte. Arrivé à Vincennes, le président de la République passe en revue les troupes coloniales puis, reprenant place en voiture, le cortège officiel entame la visite de l'Exposition par l'avenue des Colonies-Françaises, suit l'avenue de l'Afrique-du-Nord et emprunte la route de ceinture du lac. Escorté par un escadron de spahis, les voitures ralentissent devant les principaux pavillons où des troupes indigènes présentent les armes. Devant la reconstitution du temple d'Angkor, le cortège s'arrête un moment. Le cortège se rend ensuite dans la grande salle des fêtes du musée permanent des Colonies où doit se dérouler la cérémonie d'inauguration. Les invités officiels se sont déjà installés tandis qu'aux balcons, une foule élégante attend, comme au théâtre, la représentation. Le président, la poitrine barrée par le grand cordon de la Légion d'honneur, prend place au premier rang d'une estrade où se tiennent les principaux dirigeants de la République et de l'Empire. Le maréchal Lyautey prend d'abord la parole en rendant hommage à tous les acteurs de l'exposition et en rappelant l'esprit de l'action coloniale française. Le Président se lève ensuite pour déclarer officiellement ouverte l'Exposition coloniale internationale de Paris.

Les petites ouvrières vont être mises à contribution et elles vont participer (ou servir d'alibi) à toutes sortes de manifestations.

Pour les sœurs*, sans contredit, la partie la plus visitée est l'allée des colonies françaises qui offre un cachet tout particulier d'art et de bon goût. Cette allée est dominée par la croix du pavillon des missions, magnifique réalisation d'un projet audacieux conçu par le maréchal Lyautey et l'amiral Lacasse et dont l'organisation pratique a été confiée au R.P. de Reviers de Mauny, S.J.

Les Pères blancs étaient chargés de représenter l'Afrique du Nord. Une tente nomade grandeur naturelle est installée. Sur un côté du stand, un Père Blanc soignant un enfant malade, de l'autre côté, une Sœur Blanche enseignant la vannerie à deux jeunes filles kabyles. Au milieu, le diorama de la tombe du Père de Foucault à El-Goléa. Des milliers de visiteurs venant de toutes les régions de France, parfois même de l'étranger, s'intéressaient, questionnaient et emportaient notices, chroniques et images. Beaucoup achetèrent l'album « vision d'Afrique ».

Assises devant leurs métiers, les unes nouent avec dextérité et brin par brin, les laines aux couleurs variées qu'indiquent leurs modèles; les autres cardent et filent pour préparer la chaîne des tapis. « Parfois, une douce complainte se mêlant au bruit des rouets, elles s'entraînent au travail en faisant revivre le souvenir du lointain pays natal. »

Le 10 mai à l'occasion d'une conférence à la salle Saint-honoré d'Eylau où « Sœur André du sacré-Cœur doit y présenter le Soudan », la supérieure, les deux sœurs soudanaises, quelques enfants noires s'y rendent. La séance a plein de succès.

Le 14 mai 1931, l'église du Pavillon des Missions n'est pas encore entièrement achevée, mais le Nonce tient à y célébrer la première messe aujourd'hui, fête de l'ascension. Il est assisté par deux séminaristes noirs.

Le lendemain c'est l'ouverture officielle du pavillon de l'A.O.F. « Nos fillettes sont à leurs métiers dans la petite case indigène transformée en ouvroir. Le Ministre des Colonies, le Gouverneur Général et leur suite visitent tout avec intérêt et se montrent très bienveillants pour les Sœurs Blanches et leurs petites élèves ».

Pentecôte 24 mai 1931. « Les enfants partent de bonne heure avec leurs maîtresses, pour faire acte de présence à leur atelier. À la messe de 11 h 1/2 dite chaque dimanche à l'église du Pavillon des Missions, les enfants sont priées d'assurer le chant. Les cantiques mossis et bambaras se succèdent donc; c'est vraiment la fête des langues ».

Ce pavillon et cette église des Missions, ainsi que cette messe du dimanche sont dus à l'initiative du maréchal Lyautey et de l'amiral de Las Case, qui ont voulu que la religion catholique et les missionnaires, pionniers de la civilisations, et colonisateurs par excellence, fussent dignement représentés à l'Exposition Coloniale.

Puis le 30 mai 1931, c'est une grande joie pour nos petites Mossis de revoir à Paris leur vénéré Vicaire apostolique, arrivé hier. Dès ce matin, il vient à la Procure célébrer la messe et passer un bon moment « au petit Soudan » de la rue Olivier de Serres.

** Rapport annuel juillet 1931--juillet 1932*

Le pavillon des Missions

Le 3 juin 1931, à lieu l'inauguration solennelle du Pavillon des Missions. « La messe est dite en présence du Cardinal Verdier et du Nonce. Des personnalités très marquantes remplissent les places réservées. Discours très goûté du maréchal Lyautey, de l'amiral de Las Case, du Cardinal Verdier. Celui du ministre des Colonies, représentant le Gouvernement, est très remarqué. C'est un éloge délicat du rôle des Missionnaires ».

Tous ces hauts personnages visitent les stands organisés par les différents ordres missionnaires. Aux Pères Blancs et aux Sœurs Blanches est dévolu le stand de l'Algérie, Tunisie et Soudan. Des figurines de cire, grandeur naturelle, représentent nos divers moyens d'apostolat: soins aux malades, formation au travail des fillettes dans nos ouvroirs, etc. Beaucoup de postes ont envoyé différentes choses, très curieuses, qui intéressent vivement les visiteurs.

« À leur passage, toutes les autorités nous témoignent leur grande sympathie, et remarquent avec bienveillance nos fillettes, que nous avons groupées pour la circonstance. Elles reçoivent une bénédiction toute particulière du Cardinal Archevêque de Paris. Tous les quinze jours, deux Sœurs Blanches devront assurer une semaine de permanence au stand des missions. C'est avec bonheur que nous acceptons ce surcroît de travail qui nous permet de faire connaître notre chère congrégation, et de lui attirer des sympathies ».

Chaque jour, plus de 30000 personnes défilent au Pavillon des Missions, qui est un des plus admirés. « Nos fillettes, elles, ont leur atelier de tissage dans la section de l'AOF et n'en sont pas la moindre attraction ».

« Il faut faire circuler les nombreux visiteurs qui suivent avec tant d'intérêt le travail des enfants. On les comble de gâteries de toutes sortes. Deux sœurs sont constamment avec elles. Au-dessus de l'atelier se trouve un magasin de vente. On y accède par un escalier extérieur. Là, sont groupés les tapis, dentelles, vanneries et différents objets de nos missions. Deux sœurs aidées d'Émile le Mossi, y sont aussi débordées de travail.

Le 4 juin 1931, Mgr Thévenoud, pour faire plaisir à la bande noire, nous invite à assister au film du Soudan. Les enfants sont ravies de revoir leur pays et de le reconnaître sur l'écran.

Le 16 juin 1931, le Gouvernement procurant aux indigènes de l'exposition des promenades à travers Paris, Sœur Delphine et les enfants prennent donc place en motocar et vont visiter les grands monuments. »

Pèlerinage au Sacré-Cœur

De grand matin le 28 juin 1931, Sœurs et Soudanaises se mettent en route. C'est le grand pèlerinage de la Procure au



La récréation

Sacré-Cœur de Montmartre. « Le RP Chaze veut bien y célébrer la sainte messe à toutes nos intentions. La présence de nos petites Noires nous vaut tous les honneurs comme ont les plus grandes réunions. Les enfants sont priées de chanter dans leur langue. Après la messe, le salut est encore donné exprès pour nous, et l'un des chapelains prononce, au nom de la congrégation et de toutes ses œuvres, la consécration au Sacré-Cœur. Après avoir bien prié, visité la Basilique, acheté quelques souvenirs et pris des photos, nous reprenons le chemin du retour. Des dons charitables permettent de faire le trajet en auto et de traverser tout Paris. Les enfants s'émerveillent de voir tant d'églises. Heureuses de cette bonne journée, nous en remercions vivement le bon Dieu. Au point de vue propagande, nos petites Noires nous valent partout un grand succès. Elles sont invitées le dimanche de tous côtés par les communautés religieuses et les pensionnats. Pour contenter tout le monde, nous les divisons en plusieurs groupes.

Au Pavillon des Missions, le 4 juillet 1931, les sœurs reçoivent la visite de Mgr Mac-Mahon, évêque de Trenton. Il se montre très heureux de rencontrer les Sœurs Blanches et nous promet de venir demain dire la messe dans notre petite chapelle.

Le 10 juillet 1931, Mgr Lemaître, en visite à l'Exposition Coloniale, vient voir ses petites Soudanaises. Il se rappelle bien de Sophie qu'il a vue à Ouaghadougou, et celle-ci est tout heureuse d'être reconnue.

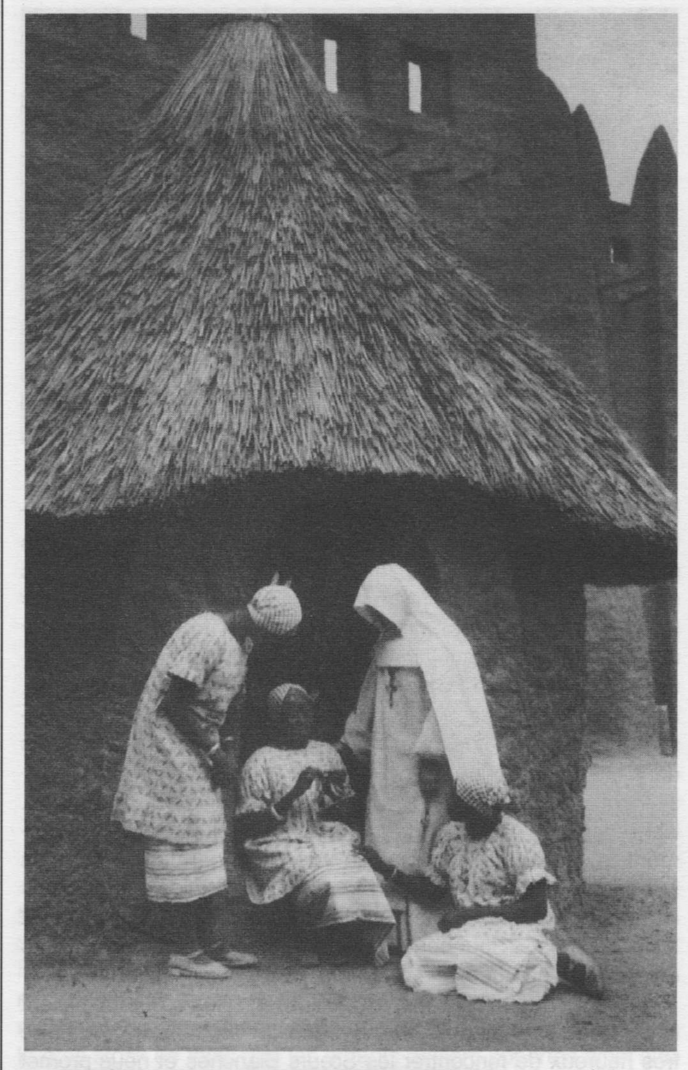
Le 12 juillet 1931 dans le clair matin, nos fillettes descendent le boulevard Lefebvre et se lancent à l'assaut de l'autobus qui les conduira à Notre-Dame des Victoires. N'est-il pas juste qu'après avoir offert leurs hommages au sacré-Cœur, elles aillent représenter le Soudan aux pieds de la Reine du ciel? Mais la fête d'aujourd'hui a un caractère plus solennel. Le saint-sacrifice est offert par Mgr Thevenoud, Vicaire apostolique de Ouaghadougou et les chefs nègres de passage à Paris: le Baloum Naba de Ouaghadougou et le prince Josephou, fils de l'empereur du Mossi, et héritier présomptif du trône, y assistent.

La prière



La colonisation est le plus grand fait de l'Histoire. Est-il vrai que nous célébrions aujourd'hui une apothéose qui soit proche d'une décadence? Jamais, chez nous, l'élan de la pensée et son jaillissement n'ont été plus puissants qu'aujourd'hui. À cette minute, grâce au poste de Pontoise, inauguré hier, le son de la voix que vous entendez est écouté à Nouméa, à Hanoï, à Dakar, à Fort-de-France. Notre emprise sur le monde se resserre chaque jour. Notre idéal est tellement vivant que ce sont les idées d'Europe qui donnent aujourd'hui la fièvre en Asie. Beaucoup pensaient qu'étendre la puissance française dans le monde, c'était la diluer, l'affaiblir, la rendre moins apte à conjurer un péril toujours menaçant. Mais, aux jours tragiques, les colonies vinrent se placer aux côtés de la Mère patrie et l'union de notre Empire se fit à l'épreuve de la douleur du sang. À côté de nos vieilles colonies, ces bijoux de famille égrenés dans l'Atlantique et dans l'océan Indien, c'est la France africaine, grande comme l'Europe

Paul REYNAUD - ministre des Colonies
Discours inaugural de l'Exposition coloniale - 6 mai 1931



Ne visitez pas l'Exposition coloniale !

À la veille du 1er mai 1931 et à l'avant-veille de l'inauguration de l'Exposition Coloniale, l'étudiant indochinois Tao est enlevé par la police française

L'opinion mondiale s'est émue en vain du sort des deux condamnés à mort Sacco et Vanzetti. Tao, livré à l'arbitraire de la justice militaire et la justice des mandarins, nous n'avons plus aucune garantie pour sa vie. Ce joli lever de rideau était bien celui qu'il fallait, en 1931, à l'exposition de Vincennes.

L'idée du brigandage colonial (le mot était brillant et à peine assez fort), cette idée, qui date du XIXe siècle est de celle qui n'ont pas fait leur chemin. On s'est servi de l'argent qu'on avait en trop pour envoyer en Afrique, en Asie, des navires, des pelles, des pioches, grâce auxquels il y a enfin là-bas, de quoi travailler pour un salaire et cet argent, on le représente volontiers comme un don fait aux indigènes. Il est donc naturel, prétend-on, que le travail de ces millions de nouveaux esclaves nous ait donné les monceaux d'or qui sont en réserve dans les caves de la Banque de France. Mais, que ces hommes dont nous distingue ne serait-ce que notre qualité de blancs, nous qui disons hommes de couleur, nous sommes sans couleur, aient été tenus, par la seule puissance de la métallurgie européenne, en 1914, de se faire crever la peau pour un très bas monument funéraire collectif – c'était d'ailleurs, si nous ne nous trompons pas, une idée française, cela répondait à un calcul français – voilà qui nous permet d'inaugurer, nous aussi, à notre manière, l'Exposition Coloniale.

André Breton, Paul Eluard, Benjamin Perret,
Aragon, René Char, Yves Tanguy …1931

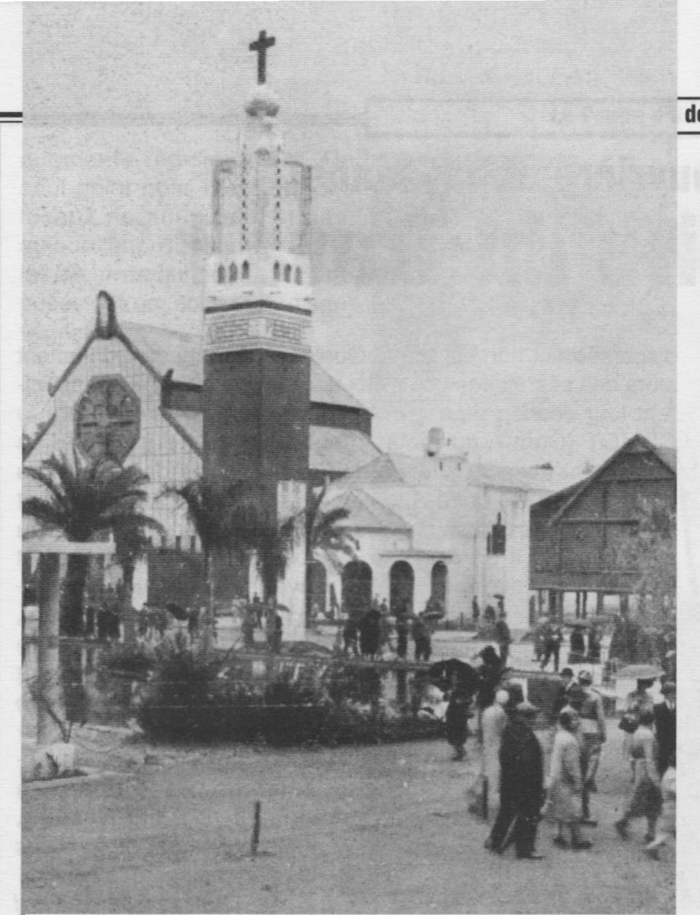


Scènes ordinaires : la leçon de tricot, la vente de cartes postales, le travail de tissage.

La messe est servie par Gabriel, frère du Baloum Naba et Emile notre bon catéchiste de Koupéla. Dans la vieille église si chère aux parisiens, un cantique en langue mossi se fait entendre… Après la messe, un chapelain de Notre-Dame des Victoires adresse aux fillettes quelques mots de bienvenue. Il veut qu'ici, elles se sentent chez elle, chez leur maman du ciel. Il leur montre les innombrables ex-voto. Quand elles retourneront dans leur brousse lointaine, elles pourront dire à leurs compatriotes, qu'en France on est très bon, très pieux, très généreux. Puis avec délicatesse, l'Abbé s'adresse aux chefs, les félicite et souhaite que la sainte Vierge étende ses bénédictions sur leurs familles, sur leurs royaumes. Les chefs et les fillettes reçoivent de lui une image et une médaille, mais ne disent pas adieu à Notre-Dame des Victoires. Avant de repartir en Afrique, ils reviendront se mettre sous la protection de la Reine des cieux.

À l'Exposition les cérémonies religieuses et les manifestations continuent, le 19 juillet 1931 une messe est célébrée par





Le pavillon des Missions catholiques.



Une messe célébrée par les cardinaux Verdier et Bourne.

Mgr Lemaître en présence du maréchal Lyautey. Dans son allocution, Monseigneur rappelle ses souvenirs soudanais et félicite le Maréchal de l'idée généreuse, conçue par lui, de montrer à tous le labeur des missionnaires catholiques. Nos fillettes par leurs cantiques mossi et bambara, proclament leur joie d'être chrétiennes. Ces cérémonies sont très goûtées, très suivies, et bien des personnes ne nous désignent plus que sous le nom de "Sœurs de l'Exposition".

Cette semaine (20 – 25 juillet 1931) a lieu toujours à l'exposition, le congrès de l'Union Missionnaire du Clergé. L'église spacieuse est remplie par de nombreux congressistes, ce qui impressionne favorablement Émile et nos fillettes ; ils n'auraient jamais pensé voir tant de prêtres à la fois. Après le salut de clôture, où on leur demande de faire entendre des cantiques mossi, groupées autour de la façade, les fillettes sont l'objet d'une paternelle bienveillance de la part de son éminence le Cardinal Verdier, Archevêque de Paris. Nos petites, tout spontanément et simplement, d'y répondre par des bravos. »

La caravane qui revient de l'exposition

Puis c'est bientôt le retour, le groupe éclate et on signale à Marseille les 27 au 27 octobre 1931 le « passage de six petites négresses et de Sœur de la Visitation, première caravane qui revient de l'Exposition Coloniale. À la gare, c'est avec une vraie discipline qu'elles défilent sous les regards sympathiques des voyageurs. Cette sympathie les accompagne au départ sur la Madonna, où nos petites noires ont l'air triste de dire adieu à la France qui leur a été si accueillante ».

« Le 6 novembre 1931 à 5 heures du matin, arrivée de sœur Delphine avec neuf petites mossis et le catéchiste Émile Sorgho. Dans la soirée, Mme Terasson de Fougères, femme de l'ancien gouverneur du Soudan, nous amène sa bonne, Niénéba, de Bamako, qui s'embarquera demain avec ses compatriotes. C'est enfin le grand départ sous une pluie battante, où six de nos sœurs s'embarquent sur le Touareg avec les Mossis.

Koupéla, 7 décembre 1931, pendant la lecture un camion passe, et un retentissant "bonjour" nous fait croire à l'arrivée d'Émile, le catéchiste, qui doit revenir de l'Exposition coloniale de Paris. Une heure après, des lettres nous prouvent que nous ne nous sommes pas trompées.

8 décembre 1931. Emile vient, dès ce matin, nous donner des nouvelles de son grand voyage. Il est enchanté de tout ce qu'il a vu et de la bonne réception qu'on lui a faite partout. Il publie bien haut la bonté des blancs.

Le 9 décembre 1931, c'est aux enfants de l'école qu'Émile vient ce soir raconter un peu son voyage. Tous sont émerveillés de ce qu'ils entendent. Le train qui passe sous la terre les intrigues surtout Cette bonne causerie se termine par la morale qu'Émile en tire "Aimez les Pères et les Sœurs qui ont laissé tant de chose pour venir…"

Ce soir (10 décembre 1931) c'est au tour des filles de l'ouvroir d'entendre le récit du voyage à l'Exposition. Émile insiste sur l'ordre et la propreté qu'il a constatés. Les maisons et les rues sont balayées… des draps bien blancs pour se coucher… etc. Les exclamations montent à mesure que les détails se précisent.

Les enfants de Ségou sont de passage à Bamako le 12 décembre 1931 après six mois passés à l'Exposition coloniale. Bien qu'elles gardent le souvenir de la généreuse hospitalité reçue en France, ainsi que des merveilles qui les ont éblouies, elles retrouvent avec un plaisir qu'elles ne cherchent pas à dissimuler, non seulement leurs amis de Bamako, mais aussi la bonne bouillie de mil que rien ne peut remplacer. Nous sommes heureuses de revoir Sœur de la Visitation qui retourne à Ségou.

Dès le lendemain, "Notre mère accompagne les voyageuses jusqu'à Koutikoro. Elles sont contentes d'arriver à la dernière étape d'un si long voyage".

Ce sont aujourd'hui (26 décembre 1931) Sœur Delphine avec ses filles Mossi, parties de l'Exposition… qui sont reçues à Bamako. Notre maison prend une allure de procure. Mme Fousset, la femme du Gouverneur, envoie un mouton aux enfants, en souvenir de son séjour en pays mossi.

27 décembre. Départ de la caravane à destination de Ouagadougou. »

Jean-Michel Bergougniou

Bibliographie
Raoul Girardet – L'idée coloniale en France de 1871 à 1962 – 1972.
Diaires des sœurs de Notre-Dame d'Afrique – Maison généralice - Rome.

Voyage au Centre de la mémoire (ouvrière et paysanne)

Le Centre d'Histoire du Travail

Une grande salle, un long mur dissimulé par des étagères garnies de livres, en face des fenêtres larges et encore des étagères chargées, un meuble présentoir avec des périodiques dont les titres, déjà, donnent une idée de la spécialisation de ce lieu de lecture et de travail; parmi eux *Gavroche* et des revues d'histoire sociale qu'on n'imaginait pas si nombreuses. À l'entrée de la salle un bureau d'accueil, à l'autre bout, une photocopieuse majestueuse. Au milieu, des tables juxtaposées. Là deux jeunes étudiantes juristes préparent un exposé sur les lois sociales de la IIIe République; ici, un homme, jeune encore pour un thèsard, comme cerné par des boîtes archives, compulse méthodiquement des documents jaunis; tout près un autre fait des recherches sur Émile Eudes, général fédéré sous la commune de Paris, dont il est un descendant; en face, un couple de syndicalistes est en quête de renseignements sur les grèves de 1955. Au bureau d'accueil, Ronan enregistre des chèques: hier c'était l'assemblée générale occasion de renouveler l'adhésion pour les fidèles et d'acheter quelques livres; la comptabilité n'est pas son occupation principale, mais il faut savoir tout faire. Dans un autre bureau Xavier et un ancien responsable syndical tentent d'identifier les personnes figurant sur des photos de congrès fédéraux. Christophe répond à mes questions. Toutes ces activités, à gestes et à voix feutrés.



1re Année. — N° 1. Le Numéro : 10 cent. Juillet 1893.

BULLETIN OFFICIEL DE LA BOURSE DU TRAVAIL DE NANTES

Organe des Chambres Syndicales et Groupes Corporatifs Ouvriers du Département de la Loire-Inférieure

Publié sous le contrôle de la Commission de Rédaction

ADMINISTRATION ET RÉDACTION
BOURSE du TRAVAIL
18, rue de Flandres, NANTES

Pour tous les Renseignements
S'ADRESSER AU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

ABONNEMENT
Six mois ... 0 80
Un an ... 1 50
Pour l'Étranger le port en sus

SOMMAIRE

1. Notre But. — 2. Aux travailleurs Nantais. — 3. Inauguration de la Bourse du Travail.

Partie Officielle. — 1. Règlement général. — 2. Convocations. — 3. Permanence. — 4. Procès-verbaux.

Partie non Officielle. — 1. Rôles des Bourses du Travail. — 2. Le Travail dans les Prisons. — 3. Union des Colons. — 4. Aux Navigateurs et Pêcheurs Nantais. — 5. Statistique. — 6. Liste des Syndicats adhérents à la Bourse du Travail. — 7. Congrès de Zurich.

NOTRE BUT

CITOYENS,

Ce Bulletin est destiné à formuler les justes revendications, à être l'écho des plaintes exprimées et justifiées individuellement ou collectivement par nos camarades de labeur qui, chaque jour, sacrifient leur existence à la richesse sociale au profit d'une seule classe, ne peuvent subvenir aux besoins de leur famille qu'avec force privations.

Cet organe ne devra donc pas être seulement un compte rendu des procès-verbaux des réunions du Comité de la Bourse du Travail, il devra aussi être l'instrument de l'instruction intellectuelle de nos camarades pour leur faire comprendre leurs devoirs envers les autres travailleurs à quelque corporation qu'ils appartiennent.

Combien de nos camarades ont de très bonnes idées, acquises par l'expérience et par un travail assidu, mais ne peuvent les exprimer de vive voix.

Une colonne leur sera ouverte pour formuler leurs plaintes et exprimer leurs idées, en démontrant que si le Prolétariat a des devoirs il a aussi des droits.

Il sera aussi l'écho des victimes des abus commis par ceux qui oublient, trop souvent, que sans le Travail le Capital n'existerait pas et que, par conséquent, une plus juste rémunération est due aux producteurs.

Nous n'apporterons dans notre rédaction ni partialité, ni haine, nous voulons, au contraire, tout en conservant notre indépendance, que les rapports avec les employeurs soient plus intimes, moins acerbes; mais nous n'hésiterons jamais à clouer au pilori ceux qui fouleront aux pieds les droits acquis par les travailleurs pour leur existence.

Une place sera également réservée pour traiter une question, hélas! trop négligée par beaucoup de nos camarades : nous voulons parler des prud'hommes. Les uns manquent de conseils, les autres les négligent par insouciance. C'est cependant une institution qui, si elle était bien comprise, est appelée à rendre de réels services.

Enfin la Rédaction fera son possible pour se mettre à la hauteur de la tâche qui lui incombe, elle mettra toute son énergie et son dévouement à défendre la cause de ses frères de misère. Mais elle compte sur eux pour lui aider dans cette œuvre d'émancipation.

Aux Travailleurs de Nantes

Camarades,

Après avoir longtemps désespéré de vous voir marcher dans la voie du progrès et de l'affranchissement qui vous était tracée par vos frères des grands centres industriels, nous sommes heureux de constater, aujourd'hui, le chemin parcouru depuis que vous vous êtes décidés à entrer dans le grand mouvement qui s'effectue d'une façon si sûre et surtout si pacifique dans le monde du Travail.

Grâce à l'énergie et au dévouement des anciens syndicats de l'Union qui se mirent à faire école, nous avons eu la satisfaction de voir des travailleurs, qui jusqu'alors n'avaient pas cru nécessaire de se grouper, reconnaître l'importance qu'il y avait, pour la défense des intérêts de leur corporation, à s'organiser en syndicats.

La Bourse, née d'hier, compte déjà cinquante-quatre groupes corporatifs ou syndicats adhérents de ses statuts et elle espère encore voir ce nombre augmenter. Pour atteindre ce but, elle s'efforcera d'être utile à toutes les corporations qui sont venues à elle; elle mettra tout en œuvre pour arriver à l'union parfaite de tous les travailleurs, union qui ne peut se faire efficacement que dans son sein. Où pourrait-on, en effet, mettre ailleurs qu'à la Bourse du Travail les ouvriers des différents métiers en contact? Où entendrait on, ailleurs qu'au Temple du Travail, l'appel incessant fait à la Solidarité, cette sœur jumelle de la Fraternité.

Là, Camarades, vous apprendrez à vous connaître, à vous estimer; là vous pourrez discuter vos intérêts *ex professo*. Les conseils donnés par vos frères vous seront souvent utiles, toujours bons à entendre. C'est en discutant que l'on s'éclaire.

Ce que nous vous recommandons surtout, ô camarades, au nom de vos intérêts les plus chers, c'est l'union la plus intime. Sachez que la division de vos forces, que nous avons eu tant de peine à réunir, amènerait votre perte et profiterait à vos ennemis.

La Bourse du Travail aurait voulu dès son début, mettre à votre disposition une bibliothèque riche en documents et une vaste salle d'études où, tous, dans vos instants de loisirs, vous auriez étudier sérieusement avec la théorie technique de vos métiers respectifs, la science sociale, l'économie politique.

Car nous savons que si le corps a besoin de pain, le cerveau également a besoin de nourriture.

La plupart d'entre nous, travailleurs, ne sommes-nous pas sortis de l'école croyant savoir quelque chose, et ne nous sommes-nous pas aperçus peu de temps après que notre savoir se réduisait à rien et qu'il nous restait tout à apprendre. Nous sommes donc obligés de recommencer aujourd'hui une éducation nouvelle qui effacera péniblement une à une les illusions acquises dans notre enfance. Nous savons par expérience que le plus dangereux des vices est l'ignorance!

Camarades, ce n'est pas avec les vaines déclamations des bateleurs politiques sur *la liberté, la fraternité, la justice, les droits du citoyen* que vous apprendrez que le travailleur ne doit compter que sur sa persévérance, son instruction, sa solidarité avec ses camarades de misère pour arriver à son émancipation. — Ces gens

Bulletin de la Bourse du Travail de Nantes N° 1, juillet 1893, page 1. (réf. SC. 1036)

Nous sommes à Nantes, au CHT (Centre d'Histoire du Travail), au bord de la Loire, presqu'en centre ville, dans l'ancien bâtiment administratif des Ateliers et Chantiers de Nantes, lieu emblématique de la mémoire ouvrière nantaise. Ce bâtiment abrite aussi la Maison des Hommes et des Techniques, lieu de rencontre, d'exposition et d'animation, qui héberge "les Anciens de la Navale" et collabore quotidiennement avec le CHT; également le CID (Comité Interculturel de Documentation) dont le rôle est de promouvoir les cultures liées à l'immigration; ainsi que d'autres associations et l'Université permanente. À 300 mètres se trouve la Maison des syndicats.

— Le Centre est né en 1981 d'un constat de carence: la difficulté pour des universitaires et des chercheurs en sciences sociales d'avoir accès aux archives produites par les organisations syndicales ouvrières et paysannes, archives dispersées et non classées. Quelques chercheurs contactent alors des secrétaires généraux des Unions ouvrières et sollicitent leur soutien pour créer une structure qui s'appellera le CDMOT (Centre du mouvement ouvrier et du travail). Ils obtiennent aussi le soutien des municipalités de gauche du département de Loire-Atlantique. Les premiers locaux sont aménagés dans les greniers de la Bourse du Travail, lieu symbolique s'il en est pour le mouvement ouvrier. Bientôt l'espace manque pour stocker, travailler et recevoir les premiers chercheurs intéressés. Deux animateurs chercheurs, une secrétaire à mi-temps et bientôt un objecteur de conscience constituent l'équipe. Dès 1982 le Centre présente une première exposition sur les lancements de bateaux à Nantes et Saint-Nazaire, expo qui séduit et convainc les partenaires et le public.

— *Question bassement matérielle: d'où vient l'argent?*

— Le Centre vivait alors de subventions municipales – nationales aussi, à un moment donné, à travers un poste « Fonjep» –, de diverses prestations de service et des adhésions. En 1988, pour boucler le budget le CDMOT se fit éditeur avec la publication de L'Aubépine de mai, chronique d'une usine occupée de François Le Madec, ajusteur à Sud-Aviation en 1968.

— *Qu'en est-il aujourd'hui?*

— En 1994 le CDMOT, qui s'est élargi au syndicalisme paysan devient le CHT, quitte la Bourse du Travail et s'installe ici,

— *Quelle est sa fonction?*

— Depuis 1981, le Centre a deux missions principales: 1. le classement des archives, 2. l'accueil du public et l'aide aux chercheurs. Parallèlement le Centre a plusieurs activités: l'édition d'au moins un ouvrage par an, la réalisation d'expositions, l'organisation de conférences, d'un cycle de cinéma et du Salon (bisannuel) du livre d'histoire sociale et politique.

— *Et ça marche?*

— Pas mal. Les deux missions sont remplies à la satisfaction des adhérents. L'édition se porte bien: les ouvrages d'histoire locale qui se vendent bien nous permettent de sortir des textes plus exigeants et au lectorat plus réduit donc avec un certain risque financier. Les autres activités recueillent l'assentiment du public et le fidélisent: la fréquentation du Salon, des conférences, des cycles cinéma et des expositions

augmente régulièrement. Un seul point noir, l'exiguïté des locaux ne nous permet pas, aujourd'hui, d'accueillir toutes les archives qui nous sont proposées et qui doivent être sauvegardées.

— *Exemples ?*

— Nombreux : les archives des Unions régionales, départementales et locales de la CFDT, celles de l'Union locale de la CGT de Saint-Nazaire, celles de la Confédération Paysanne nationale...

— *nationale ?*

— À l'origine le CHT était départemental, mais bientôt on a dû accepter des archives qui dépassent le cadre régional. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas, ailleurs, beaucoup de structures pour ce type d'archives. Une autre raison c'est que le Centre s'est logiquement intéressé au syndicalisme paysan, car la Loire Atlantique est marquée par des relations fortes entre paysans et ouvriers à partir des années 1960. Ce ne sera pas le premier fonds national, nous avons déjà celui du PSU.



Construction d'un bateau à Nantes aux ACB (Ateliers et Chantiers de Bretagne) en 1951.

— *Comment a-t-il abouti ici ?*

— Par un militant du département qui a découvert les archives de son organisation, à l'abandon, après une inondation. Il nous a proposé de les héberger pour les sauvegarder. Nous avons aussi celles du ministre socialiste Jean Poperen, que sa veuve a souhaité nous confier, et celle de Tanguy Prigent, ministre de l'Agriculture à la Libération.

— *Pourquoi au CHT ?*

— On bénéficie du « peu d'engouement » des archives publiques pour les archives privées et aussi de la méfiance de donateurs qui préfèrent confier leurs archives à des associations « militantes » plutôt qu'aux services centralisés : état, région...

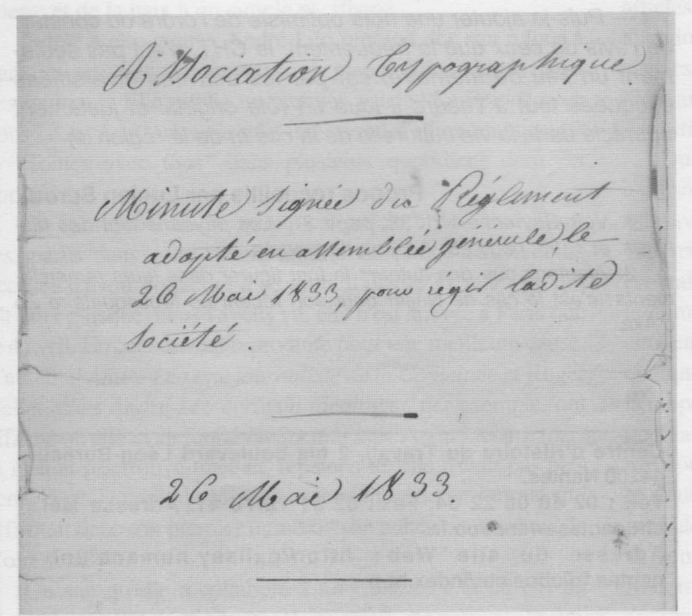
— *Aujourd'hui, le CHT fonctionne de quelle manière ?*

— Les trois salariés gèrent collectivement le lieu et les activités : deux sont plutôt orientés sur l'archivage des imprimés, le troisième s'occupe de la photothèque. Le rôle de l'équipe est d'inventorier, classer, tenir à jour les moyens informatiques qui permettent aux chercheurs et au public en général d'avoir accès facilement au fonds. Tous les inventaires sont également disponibles sur le site internet du Centre. On peut également obtenir des renseignements par e-mail. Ajoutons que le Centre est ouvert au public 4 jours et demi par semaine et fermé du 14 juillet au 15 août.

— *Le CHT est une association de quel type ?*

— Une association Loi 1901. Le bureau est composé exclusivement de chercheurs et d'enseignants, gage pour les fondateurs de la « neutralité» de la structure. Dans le Conseil d'administration et le bureau on trouve plusieurs anciens sala-

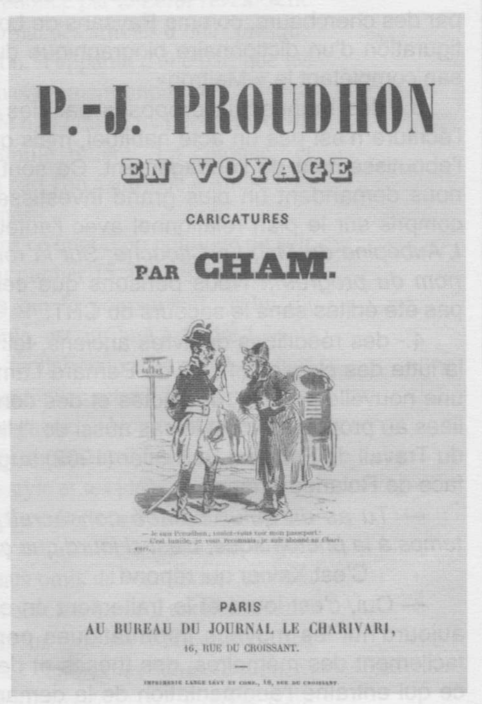
Un manuscrit unique : l'Association typographique de Nantes créée en mai 1833. (Minute signée du règlement adopté en Assemblée générale le 26 mai 1833 pour régir la dite société).



Association Typographique

Minute signée du Règlement adopté en assemblée générale le 26 Mai 1833, pour régir ladite Société.

26 Mai 1833.



L'histoire ironique : page de garde de l'un des albums de vignettes légendées du dessinateur satirique CHAM consacrés à Proudhon en 1848. Légende du dessin de couverture :
– Je suis Proudhon, voulez-vous voir mon passeport?
– C'est inutile, je vous reconnais, je suis abonné au Charivari. (archives CDA)

riés du Centre, ce qui facilite et optimise la prise de décision.

— *Vous devez avoir quelques documents précieux?*

— Tout ce qui entre ici est considéré par nous comme précieux, parce qu'unique. Notre fonds est essentiellement constitué de documents du XXe siècle, surtout d'après 1945, pour deux raisons: des événements politiques (dont la deuxième guerre mondiale) ont fait disparaître des archives, la deuxième raison c'est que les syndicalistes investissent plus dans l'action que dans la conservation, et se sont parfois débarrassés de ce qui est pour nous le témoignage de ces actions. Nous avons cependant des documents anciens: ce n'est pas un fonds d'archives à proprement parler mais la bibliothèque du Centre de Documentation Anarchiste, riche de plusieurs milliers de livres, brochures et périodiques, dont des éditions rares du XIXe, œuvres de Proudhon, Élisée Reclus, etc.



Cartes postales de propagande cléricale, bientôt d'actualité pour le centenaire de la loi de 1905. Nantes: Manifestations du 22 février 1906 à l'occasion des Inventaires. La police faisant évacuer le parvis de la cathédrale.

— *Et le plus ancien?*

— Un ensemble de documents concernant l'Association typographique de Nantes (1833-1895) qui est à l'origine du syndicat du Livre CGT. La loi autorisant les regroupements syndicaux date de 1884.

— *La consultation des documents?*

— La consultation est libre et gratuite. 2000 ouvrages (livres, brochures, périodiques, mémoires et thèses), en accès direct, peuvent être empruntés. Plus de 10000 autres, venant de fonds privés, sont consultables sur place.

— *On peut revenir sur l'activité éditoriale du CHT?*

— Quatre schémas possibles:

1.- des livres écrits par les salariés du Centre, ouvrages à destination du grand public, travail de recueil d'infos puis d'écriture, sur divers sujets, par exemple Pont-Rousseau en Rezé, l'histoire d'un quartier populaire de la banlieue nantaise.

2.- des ouvrages du domaine des sciences sociales écrits par des chercheurs, comme Paysans de Loire-Atlantique, préfiguration d'un dictionnaire biographique du mouvement paysan complétant le « Maitron».

3.- des manuscrits proposés par des militants pour qui l'écriture n'est pas un acte habituel, mais qu'ils vivent comme l'aboutissement de l'engagement. Ce sont des ouvrages qui nous demandent un plus grand investissement personnel y compris sur le plan relationnel avec l'auteur. C'est le cas de *L'Aubépine de Mai*, *La Citouche, Sur la route des sables, Au nom du progrès*... Nous pensons que ces livres n'auraient pas été édités sans le secours du CHT.

4.- des rééditions de livres anciens, tel Les paysans dans la lutte des classes (1970) de Bernard Lambert, actualisé par une nouvelle préface, des notes et des contributions diverses liées au propos (1), c'est le cas aussi de l'Histoire des Bourses du Travail de Fernand Pelloutier (1902) augmentée d'une préface de Rolande Trempé.

— *Tu as dit qu'un salarié consacrait presque tout son temps à la photothèque, c'est si lourd que ça?*

C'est Xavier qui répond:

— Oui, c'est lourd et le traitement en est urgent. En effet aujourd'hui les moyens informatiques permettent d'illustrer facilement des mémoires, des thèses et de simples rapports, ce qui entraîne l'augmentation de la demande de documents photographiques. Il a été décidé en 1997 de consacrer beaucoup de temps au classement des très nombreuses photos détenues par le Centre (plusieurs caisses de photos en vrac de la CGT, de l'APL (Agence-Presse-Libération) locale, de La Tribune 44 et autres périodiques). Prenant exemple sur ce qui se fait dans les archives publiques départementales, régionales et nationales, nous avons mis au point une démarche adaptée à nos besoins et à nos moyens financiers. La chance, c'est que nous entretenons de bons contacts avec d'anciens militants qui acceptent de participer à l'identification des photos. Je passe sur toutes les opérations d'inventaire, de classement, de nettoyage, de protection, Au fur et à mesure des besoins, on procède à la numérisation et à la constitution d'une banque de données des photos numérisées, ce qui facilite la consultation par les demandeurs et permet d'exploiter les documents sans avoir à manipuler les originaux.

— *Perspectives d'avenir?*

— Le volume d'archives à inventorier, classer, saisir et ranger est énorme, aussi l'avenir immédiat (année 2004) c'est de se consacrer à ces tâches. Un seul projet d'édition: des poèmes sur le travail ouvrier dans les chantiers navals. Et il faut déjà penser pour 2005, à notre prochain Salon du livre, à d'autres éditions, à un dossier sur les grèves de 1955 en Loire-Atlantique pour la revue Agone, à la réalisation d'une exposition sur le même sujet, et au cycle de cinéma qui aura pour thème la paupérisation des salariés avec un documentaire sur les travailleurs Indiens des Chantiers de l'Atlantique, un autre sur les « working poor», ces salariés qui, aux États-Unis, doivent occuper deux emplois, et un troisième film non encore choisi...

— *Tu voulais ajouter quelque chose ...*

— Oui, le problème crucial c'est de trouver un local permettant de stocker les archives en souffrance et celles qui doivent nous parvenir, un local proche du Centre avec possibilité d'accès facile et rapide.

— *Puis-je ajouter une note optimiste de l'ordre du constat: de l'avis de ceux que le fréquentent, le CHT, n'est pas seulement un lieu de mémoire, car par les activités diversifiées évoquées tout à l'heure il joue un rôle original et justement apprécié dans la vie culturelle de la cité et de la région.*(2)

Propos recueillis par Lucien Seroux

1. Voir Gavroche N° 132, page 31: Les paysans font des histoires. et ° 125, page 28: Au nom du progrès.

2. Ajoutons que des auteurs le font figurer dans leurs remerciements: c'est le cas de Najjar pour son récent Le Mousquetaire Zo d'Axa.

Centre d'Histoire du Travail, 2 bis boulevard Léon-Bureau. 44200 Nantes.

Tél. : 02 40 08 22 04. Fax: 02 51 72 78 41. Adresse Mél: cht.nantesawanadoo.fr

Adresse du site Web: http://palissy.humana.univ-nantes.fr/labos/cht/index.htm

Lorsque André Léo débarque le 4 avril à Paris pour rejoindre la Commune, c'est déjà l'amorce de la défaite.

La sortie des 3 et 4 avril pour marcher sur Versailles s'est soldée par un désastre pour les fédérés. La marche des femmes a aussi été un échec. Elles n'ont pu rééditer celle de 1789. Leur élan, minoritaire, s'est arrêté à Grenelle. Un second siège de Paris va commencer : la Prusse étant remplacée par Versailles. André Léo a-t-elle été consciente de la portée des événements ? Peut-être en partie, mais néanmoins elle a choisi son camp et se lance dans la bataille car tout n'est peut-être pas perdu si la Commune sait redresser la situation sur les plans militaire et politique.

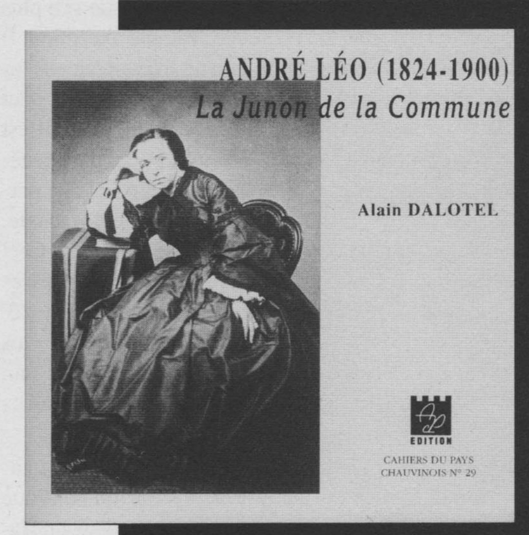
Ce ralliement à la Commune est très significatif des limites du "pacifisme" d'André Léo souvent exprimé dans ses écrits. Dans *Les deux filles de Monsieur Plichon* (1865), lorsque Édith s'interroge dans son journal intime sur ce que doit être l'enseignement de l'Histoire pour les enfants, elle veut en rejeter "les erreurs et les crimes des anciens" pour ne pas les contaminer : "Tant de guerres, de massacres, de rapines, de conquêtes, tant de violences, tant de faux orgueil sont-ils bien propres à former une âme à la justice et à l'égalité ?". Le fléau de la guerre et du militarisme sont dénoncés dans *La Commune de Malenpis* (1874) mais André Léo qui, nous l'avons vu, était une patriote, suggère qu'une guerre républicaine défensive est juste et une insurrection populaire légitime. Ces idées figurent toujours dans *La famille Audroit et l'éducation nouvelle* (1899), livre qui condamne au nom des aspirations de l'humanité à la paix cette guerre de 70 "sans motif et sans raison", car "la guerre n'est pas seulement le massacre des hommes, elle est aussi la ruine des choses. La dévastation et le pillage sont partout. Il n'y a plus de droit que la force", mais vibre d'un ardent patriotisme et justifie la révolte de Paris en 1871. Si cette attitude n'est pas réellement contradictoire avec la défense de la paix et la volonté de changer radicalement le monde, si possible sans employer la violence, ce que souhaitaient les utopistes comme l'a signalé Michèle Riot-Sarcey, il n'en reste pas moins qu'André Léo, dans une actualité donnée, choisit de soutenir cette Révolution armée. On ne peut donc, à mon sens, réduire ses idées sur la question de la guerre et de la paix à un simple pacifisme.

Fidèle à elle-même, André Léo reprend dès son retour à Paris ses activités notamment sur le plan politique par le canal des journaux. Elle publie un premier article "La France avec nous" dans *La Commune* puis un second d'allure enthousiaste "Toutes avec tous" dans plusieurs quotidiens dont *La Sociale*.

On lui reprochera beaucoup cet article, mais aussi d'autres, parus dans cette même feuille. La police l'a d'ailleurs accusée d'avoir collaboré à ce journal dès le 31 mars, ce qui est faux puisque, nous l'avons vu, elle n'est arrivée à Paris que le 4 avril. Erreur souvent reproduite pour une meilleure cause. L'auteur d'*André Léo une journaliste de la Commune* et Roger Bellet, dans *André Léo écrivain idéologue*, par exemple, ont affirmé qu'elle avait fondé *La Sociale* avec Anna Jaclard, mais je n'en ai pas trouvé trace et, répétons-le, elle n'était pas présente dans la capitale lors de la fondation de ce journal qui affirmait dans son premier numéro "son adhésion absolue à la Commune".

On sait qu'elle a collaboré à *La Commune* et au *Cri du Peuple* mais c'est bien sûr dans La Sociale que sa contribution a été la plus importante. Firmin Maillard, qui compte pour *La Sociale* 48 numéros, du 31 mars au 17 mai, donne le nom d'André Léo dans ceux de ses grands collaborateurs signant leurs articles. Quant à l'étude publiée par le *Lérot rêveur*, elle estime qu'il y avait dans ce journal des articles d'elle "presque chaque jour". Après vérification, il apparaît d'une part que les articles de *La Sociale* sont massivement anonymes - il faut attendre le n° 41 du 10 mai et le n° 42 du 11 mai pour lire deux articles successifs signés Camille Barère "La colonne" et "Versaillades" - et que d'autre part l'on a attribué à André Léo des articles qu'elle n'a pas signés.

Du 10 avril au 17 mai, dans ce quotidien politique du soir à un sou, André Léo va en fait publier 15 articles signés, parfois avec une de ces erreurs qui la poursuivent : celui du 18 avril sur Thiers, par exemple, est attribué à André Léo. Il est vrai que l'on parle aussi du "collaborateur" André Léo dans le numéro du 9 mai qui contient, avec retard, la "Réponse au citoyen Rossel délégué à la guerre". Nous avons vu que quelques articles non signés lui ont été attribués mais, si ceux-là rappellent quelque peu son style et ses idées, je ne crois pas qu'il faille lui en décerner la "paternité" car d'une part elle était très sourcilleuse sur ce plan, n'assumant que ses écrits signés et d'autre part on n'aurait jamais omis de mentionner ce nom jugé alors prestigieux sous ses articles. Le seul texte non signé de son nom dont elle est l'auteur - on en a la certitude par Malon - est "Au travailleur des campagnes" dans le numéro du 3 mai. Il est signé "Les travailleurs de Paris". Comme d'au-



"Quand les filles, les femmes, les mères combattront à côté de leurs fils, de leurs maris, de leurs pères, Paris n'aura plus la passion de la liberté, il en aura le délire. Et ces soldats, ébranlés déjà, que l'on trompe à force de calomnies, seront bien forcés de reconnaître que ce qu'ils ont en face d'eux n'est pas un parti de factieux, mais un peuple entier, dont la conscience, soulevée contre une répression ignoble, crie par la voix de ses femmes aussi bien que ses hommes, mort ou liberté, et dont les enfants, nés de parents animés d'un tel amour grandiraient pour la vengeance" écrit André Léo dans La Sociale, journal politique quotidien du soir, le 12 avril 1871.

André Léo, avec Alain Dalotel, bénéficie d'une sympathique et chaleureuse biographie. Léodile Béra devenue André Léo a publié de nombreux romans, articles, chroniques. Ils n'eurent pas le succès de ceux de Louise Michel (grandissime figure de l'épopée) mais celle qui fut, un temps, mariée "civiquement" avec Benoît Malon (*La troisième défaite du prolétariat français*) qu'il publie en 1871 en Suisse demeure un classique) ne doit pas demeurer, à jamais, dans l'ombre.

Cet ouvrage offre une meilleure connaissance d'une femme d'un rare courage intellectuel, défendant ses convictions avec ardeur, se heurtant de plein fouet à une société dominée par un machisme sordide. Elle exige de ne pas être oubliée.

P.Y.

Cahiers du pays chauvinois N° 29, 200 p. 18 € BP 64 86300 Chauvigny

tres articles de *La Sociale*, il veut refléter un point de vue plus général, la ligne du journal si l'on veut. C'est une exception. Il est très probable d'ailleurs qu'André Léo ne fréquentait pas les bureaux du journal comme les autres rédacteurs. On peut constater que son article "Toutes avec tous" du 12 avril est publié dans "La tribune des francs-tireurs" et que, plus généralement, elle adresse ses contributions par la poste. Elle participe donc plus comme personnalité que comme dirigeante. D'ailleurs d'autres journaux ont accueilli ses articles. Ceci étant dit, son rôle moral et politique dans *La Sociale* a été très important puisque 12 de ses articles ont quasiment servi d'éditoriaux. Après le début apparemment passionné évoqué plus haut, il faut noter que son discours a rapidement retrouvé un objectif plus conforme à l'une de ses idées fondamentales : former l'opinion.

On peut distinguer, dans ses textes, deux axes d'intervention. Elle poursuit d'une part l'analyse de la situation politique soit au niveau national soit au niveau parisien, en essayant d'abord de définir le conflit entre Paris et la province et ses différents enjeux en soulignant ensuite ce que cette révolution comporte de nouveau, d'autre part elle. développe une stratégie d'alliance.

André Léo, qui considère que ses écrits sont de l'action, apparaît très cohérente dans son discours. Ses articles sont remarquables par leur unité. Ils ne sont pas publiés au coup par coup au gré des circonstances. Tout y est défini sinon analysé en fonction d'idées déjà réfléchies.

Dans son premier article, "La France avec nous", elle nous offre une vaste analyse politique et sociale de la déchirure entre la "grande ville" et les campagnes. Le titre même de cet article est non seulement une façon de définir son camp, celui de la Commune, "nous", mais aussi une manière de souligner le malentendu qui existe entre les antagonistes. La Révolution qui, selon elle, représente la France entière, ne doit pas rejeter la province.

Pour André Léo, Paris, cette "sentinelle de la liberté" qui a "l'idée sociale", défend "le droit, la justice, l'égalité" c'est-à-dire aussi bien la Révolution que la République. La lecture approfondie de ses articles nous permet de constater qu'elle n'abuse pas du vocabulaire révolutionnaire car il ne s'agit pour elle ni d'une bataille de "mots" ni d'une lutte pour le Pouvoir mais bien "de la grande querelle du pauvre contre le privilégié, du travailleur contre le parasite, du peuple contre les exploiteurs". On cherche vainement dans son grand article "Toutes avec tous" les mots de "révolution" ou "Commune". Même chose dans "Un soufflet prussien au grand orateur" où elle n'emploie le terme "d'insurgés" que pour le mettre dans la bouche des Versaillais. Dans "Les soldats de l'idée", on ne trouve comme mots clés que "république" et "citoyens". Il faut attendre "Les neutres" pour y retrouver les mots de "Commune", de "liberté communale" et de "droit communal", et le mois de mai pour la voir exprimer son désir le plus profond : "le triomphe de la révolution". Enfin, dans le texte qui sert d'introduction à son appel "Au travailleur des campagnes" intitulé "Le socialisme aux paysans", elle définit sans ambiguïté le mouvement parisien : "La révolution de Paris c'est le socialisme", une "grande révolution, si nécessaire au pauvre, à l'opprimé, à la conscience humaine". Signalons au passage qu'André Léo estime que le combat des communards a une portée qui dépasse le cadre parisien et même national car ils luttent "pour l'idée, pour l'indépendance humaine" ("Les neutres", 30 avril) et même "pour l'avenir". Cette "guerre nouvelle, celle de la liberté" n'est "plus seulement nationale, mais universelle" ("Un soufflet prussien au grand orateur", 26 avril) ; le texte "Au travailleur des campagnes" explique le sens de cette guerre menée par les travailleurs de la capitale : "c'est la guerre à l'usure au mensonge et à la paresse".

André Léo distingue bien au sein de la Commune les "gouvernants""et les "50 ou 60 000 héros" qui se battent contre Versailles pour leur "grande cause". Ces "soldats de l'idée" soulevés par la foi, ne sont pas des bourgeois. Il ne faut donc pas confondre ces admirables héros qui n'ont pas "le fétichisme des gouvernants" avec les élus de l'Hôtel de Ville ou les membres du *Comité central de la Garde nationale*. Les élus, ces "hommes du gouvernement révolutionnaire", soutiennent certes "la grande, la vraie, la seule révolution sérieuse de ce siècle" mais malheureusement ils ont "leurs défauts" et "leurs erreurs" et peuvent, en se laissant prendre au piège du Pouvoir par le secret d'État, jouer les nouveaux Jules Favre ; les hommes du *Comité central*, où se sont glissés des aventuriers douteux, peuvent tout simplement trahir. Sous-entendu : tous ces gens, qui ne sont que des hommes, peuvent sombrer dans la logique de l'ambition. La véritable Commune se situe donc chez les combattants dont la pureté représente la possibilité d'une authentique révolution.

C'est en fonction de cette potentialité qu'André Léo a d'abord appelé les femmes à s'engager franchement aux côtés des communards. Ces "droits de la liberté", cette "démocratie", qu'ils défendent au nom de la "grande ville", sont le signe d'une reprise possible de ce mouvement révolutionnaire brisé par les hommes "80 ans auparavant" lorsqu'ils ont rejeté les femmes.

Plus qu'un appel passionné dominé par l'émotion envers ses sœurs, plus qu'un cri d'amour pour les "frères d'armes", fils, maris et pères (elle ne va pas jusqu'à écrire "amants"), le texte "Toutes avec tous" est un cri de ralliement qui s'explique par la pensée profonde d'André Léo largement exposée en 1869 dans *La femme et les mœurs*. La question de la femme - y écrivait-elle en préambule - "est née de la Révolution française, qui créa et renouvela toutes les questions par le principe nouveau qu'elle a proclamé et où l'égalité de la femme, comme toutes les autres, est contenue". La Révolution doit donc reprendre son cours dans toutes ses dimensions avec les paysans comme nous l'avons vu, mais aussi avec les femmes qui constituent "la moitié du peuple". Elle insistera sur cette idée et ses conséquences : "La Révolution, il faut bien en prendre son parti, est la liberté et la responsabilité de toute créature humaine, sans autre limite que le droit commun, sans aucun privilège de race, ni de sexe".

Face à Paris, il y a la province. Cette province pour André Léo, n'est pas un bloc sans failles puisqu'elle est peuplée de ces "robustes paysans" qui sont en réalité dans le camp des pauvres. Nombreux sont ceux qui, en effet, malgré leurs rêves, vivent dans la misère. C'est précisément ce dénuement, conjugué à leur ignorance, qui les affole. Vingt-deux ans de dictature impériale et les "préjugés" de la propagande monarchique les ont transformés en "frères égarés". Le contenu démocratique du "suffrage universel" a été réduit à néant par les "bêtes de proie".

Mais la province ce n'est pas seulement une "masse ignorante" et une "coterie de haine et de préjugés" qui la manipule par la propagande, il y aussi, selon André Léo, une "classe moyenne, plus ou moins lettrée, plus ou moins généreuse et portée vers les idées nouvelles". Ici, elle espère sans trop y croire que cette couche saura vaincre sa timidité - "Carpentras commence à rire des bulletins-Thiers" glisse-t-elle dans "Un soufflet prussien au grand orateur" (26 avril). Remarquons qu'elle ne compte pas outre mesure sur l'appui que les villes de province pourraient donner à Paris. Elle sait que la communication ne passe pas entre la capitale et le reste de la France.

Lectures d'enfance (1940-1944)

Pendant l'Occupation, en dépit de bien des difficultés matérielles et de la censure, la production d'ouvrages pour enfants fut plus abondante et variée qu'on pourrait le croire. Et souvent de qualité. Chez Gallimard, dans les désormais célèbres *Contes du chat perché* Marcel Aymé continua de narrer les aventures poétiques de Delphine et Marinette, comme si la guerre n'existait pas. Chez Flammarion une collection déjà connue, *Les albums du Père Castor*, poursuivit sa carrière et *Michka l'Ourson* naquit en 1941 de l'imagination de Marie Colmont et de Rojan. Chez Casterman on augmenta les tirages et améliora la qualité des albums de Tintin, imprimés en couleur à partir de 1942 et plusieurs nouveautés marquèrent la période dont *Le crabe aux pinces d'or* (1941), *L'étoile mystérieuse* (1942) *Le secret de la Licorne* (1943) et *Le trésor de Rackham le rouge* (1944) soit un album par an.

L'éditeur Alsatia, spécialisé dans la littérature scoute, dont *Le Signe de piste*, décupla son chiffre d'affaire et diversifia sa production. *La Bibliothèque verte* d'Hachette poursuivit sa carrière. Des éditeurs nouveaux firent leur apparition dont « G.P. », promis à un grand avenir avec les *Rouge et Or*, héritiers directs des albums illustrés sous l'Occupation par Guy Sabran. De petits romans à bon marché, tels ceux des collections *Printemps* ou *Pierrot*, circulèrent en grand nombre. Ils misaient sur l'aventure et l'exotisme colonial (*La main qui saisit*, *Perdu dans les glaces*, *Le Transsaharien*...).

Signalons l'importance prise dans l'imaginaire des enfants par l'ensemble des illustrés, qui revenaient tous les jeudis avec leur part de rêves, de grands espaces exotiques, de héros chevaleresques, de peuplades étranges... En Zone occupée, une demi-douzaine de titres furent disponibles dont *Pierrot*, *Hurrah* ! ou *Junior* pour les garçons, Fillette ou Lisette pour les filles. Mais, au printemps 1942 la législation fut durcie par les Allemands et le papier très contingenté ; seuls furent disponibles *Le téméraire* (créé en 1943) et *Ololê* illustré par Le Rallic. Diffusé en Bretagne, *Ololê* était un illustré chrétien, issu de la mouvance indépendantiste, animé par les frères Caouissin et l'abbé Perrot.

En Zone libre, *Cœurs Vaillants*, l'illustré des patronages catholiques, dominait la production avec des tirages oscillant entre 110 000 et 150 000 exemplaires. Les enfants purent aussi suivre les aventures de *Sylvain et Sylvette*, dessinés par Maurice Cuvillier, ou de *Fripounet et Marisette*, de jeunes héros nés en 1943 de la plume d'Herbonné. Une abondante littérature scoute fut disponible, dont le mensuel *l'Escoute*, illustré par Pierre Joubert, constituait le fer de lance. La presse catholique dominait le marché sans être en situation de monopole car les enfants de la Zone libre pouvaient aussi lire *Benjamin* (animé par Jean Nohain puis Alain Saint-Ogan).

Lectures d'enfance (1945 – 1949) : De Gaulle, Leclerc et les « fifis ».

Dès la Libération nouveaux héros (les « Fifis », De Gaulle, Leclerc...) se substituèrent à la propagande maréchaliste désormais interdite et ôtée des circuits commerciaux. Une abondante production répandit auprès des enfants une image amplifiée et héroïsée du rôle de la Résistance et en particulier des maquisards. Ces livres et illustrés propageait l'idée que pendant quatre ans les Allemands furent partout et sans cesse harcelés et qu'il ne connurent pas une minute de repos. Tout cela était assez loin de la réalité mais peu importait. Il fallait donner aux enfants une image simple et forte de leurs aînés et le combattant F.F.I. (« le fifi ») devint l'indiscutable héros du moment avec pour seul concurrent sérieux le soldat de Leclerc qui était plus son complément que son rival. Si le culte de Leclerc fut durable (bien au-delà de sa mort accidentelle en 1947) celui de De Gaulle fut plus éphémère car si une fraction de l'opinion le soutint au temps du R.P.F. (1947- 1953) une autre fraction était devenue hostile ou méfiante.

La Libération fut aussi marquée par le retour progressif des illustrés du jeudi. Elle fut l'occasion de la création de nouveaux titres tels *Coq hardi* (animé par Marijac) ou ... Mais la période fut aussi marquée par un affrontement sévère entre la presse enfantine issue de la mouvance communiste dont *Vaillant* constituait le fer de lance et son quasi homonyme catholique *Cœur Vaillant* qui dut surmonter bien des tracasseries administratives et des ennuis juridiques avant de pouvoir reparaître. Le filles retrouvèrent l'inusable *Semaine de Suzette* et pour Noël 1946 les enfants eurent le choix entre une trentaine de titres soit un choix comparable à celui de 1938. Enfin les belges n'avaient pas dit leur dernier mot et deux hebdomadaires devaient bientôt dominer le marché : *Spirou* publié par le groupe Dupuis, et le *Journal de Tintin* dont l'édition française fut lancée en 1948. A partir de cette époque, chaque jeudi les enfants n'eurent plus que l'embarras du choix. Un embarras bien agréable.

Outre cette presse française les « héros américains » revinrent en force : ce fut le retour de Disney avec *Donald et Mickey* et de nombreuses productions U.S. Cette forte influence américaine donna lieu à de violentes polémiques qui débouchèrent (entre autres) sur l'adoption d'une loi spécifique à propos des écrits pour la jeunesse finalement votée en juillet 1949.



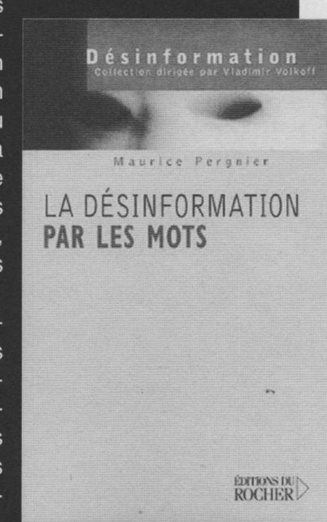
Deux expositions organisées dans le cadre du soixantième anniversaire du débarquement et de la libération au musée de Cherbourg et Christian-Dior à Granville sur le thème des enfants de la guerre sert de support à l'édition d'un ouvrage d'une centaine de pages et autant de photos. Son titre «Les Enfants de la guerre à la paix 1930-1950» nous évoque le livre référence de Gilles Ragache*. L'éditeur et les organisateurs des expositions ont donc demandé à Gilles de travailler avec eux pour la réalisation de cette publication.

Neuf auteurs pour cet ouvrage collectif sur l'avant, pendant et après-guerre du quotidien d'enfants français mais aussi allemands, américains et japonais. Des regards croisés intéressants sur ces générations qui certes marquées, ont su ne pas se perdre et faire émerger une culture et des valeurs qui ont bouleversé la société dans les années soixante et pour longtemps. CV

Les Enfants de la guerre à la paix 1930-1940 - Somogy - 110 p. 24 €

* *Les Enfants de la guerre : vivre, survivre et jouer en France. 1939-1949*, collection Terre d'histoire, Librairie Académique Perrin, 1997. - Perrin

La manipulation, utilisée par les discours - politique ou publicitaire - consiste à utiliser les mots de tous les jours puis à en détourner le sens en leur donnant un nouveau contenu imposé puis entretenu par le conditionnement qu'autorisent la propriété ou, tout, au moins la maîtrise des moyens de communiquer : les médias. La répétition des messages, selon la méthodologie pavlovienne, les impose et les valide.
Maurice Pergnier met à jour ces mécanismes grâce à des exemples proposés selon un lexique qui analyse le détournement de mots que nous tenons pour habituels sans nous interroger sur leur sens camouflé. La pratique n'est, certes pas nouvelle. Les religions, et, plus récemment, les idéologies totalitaires l'ont développée avec l'efficacité amplifiée qu'offrent les médias de masse.
L'emploi moderne du mot "information", indissociable de ceux de "communication" et de" communicant", illustre particulièrement la démarche de manipulation. Il s'agit moins de trouver un moyen de transmettre un message qui rende compte d'une réalité que d'organiser, grâce à une maîtrise consensuelle des médias, une stratégie de persuasion au profit d'un groupe d'intérêts.
Répétons, à notre tour, l'impératif de combat : il faut réveiller l'esprit critique des récepteurs de ces messages : téléspectateurs, auditeurs, lecteurs. J.J.L.



La désinformation par les mots - Maurice Pergnier
Éditions du Rocher - 17,90 €

Communication

Ce mot aux multiples facettes sémantiques a pris de nos jours le sens principal de : ensemble des moyens techniques et des méthodes permettant d'assurer l'effet optimal d'un message sur un destinataire ciblé. La communication est devenue autonome par rapport au message. Seul l'intéresse son acheminement. La communication a deux fonctions complémentaires : capter l'attention de la cible (client, électeur, administré, public…), et y déposer le message comme on injecte une piqûre. La communication est devenue un art d'autant plus nécessaire que l'individu contemporain est submergé de messages et que la compétition est rude. La communication crée donc un besoin de communication.

[…] Dans le domaine commercial ordinaire, la communication s'appelle "publicité". Mais elle prend aussi d'autres formes : articles de complaisance dans les journaux, sponsoring, etc. Dans le domaine politique, elle est devenue un élément essentiel de la prise de décision.[…]

La communication est devenue un élément indispensable à la préparation des expéditions militaires à l'étranger. "Vendre" une guerre à l'opinion demande une longue campagne préalable. L'opinion n'a évidemment pas à connaître les véritables raisons de l'engagement militaire. La communication a pour rôle de lui fournir des raisons alternatives à la fois légitimes et valorisantes…

Information

[…] Nous avons une vision résolument optimiste de l'information […] Cette vision nous fait postuler que les messages diffusés par les canaux de communication tendent spontanément vers "l'information", et que le "bruit" qui peut occasionnellement s'opposer à cette marche triomphale et sereine de l'information est accidentel et fortuit […]

Cette vision ne tient pas compte d'un élément du réel digne d'être pris en considération, qui est que l'information (à quelques exceptions près, comme le passage d'une comète ou l'éruption d'un volcan…) porte sur des réalités d'ordre social (le politique n'étant qu'une des facettes de cette réalité), et que les réalités sociales ont pour caractéristiques de n'être pas transparentes. Les sociétés ne sont pas fondées d'abord sur l'échange d'informations (conçues comme circulation de vérités) mais sur le pouvoir…

Opinions

Montaigne avait noté que les opinions auxquelles nous sommes le plus attachés sont celles que nous ne nous sommes pas forgées nous-mêmes, mais que nous reprenons dans l'air du temps […] Parmi tous les peuples de la planète, les Français sont connus pour avoir des opinions sur tout et pour les exprimer avec véhémence. Qu'il s'agisse de la Chine, de la retraite des fonctionnaires ou de la religion hindouiste, il n'est pas un Français du peuple ou de l'intelligentsia qui voudrait renoncer au droit imprescriptible d'exprimer son opinion. Combien parmi nous sont conscients que l'opinion que nous portons sur une chose dépend d'abord de l'information que nous avons sur cette chose et que, donc, l'opinion nous est communiquée en même temps que cette information ? L'opinion précède généralement la vérification de l'information.

Réclame

Terme désuet mais méritant d'être réhabilité. Activité commerciale consistant à déclencher le désir d'achat d'un produit ou de produits d'une marque. S'est développée de manière considérable pendant le XX[e] siècle, au point de devenir chez certains synonyme de communication. […]

Par l'importance exponentielle qu'elle a prise dans notre société, la réclame en est devenue un acteur de première importance. Par les techniques qu'elle a développées, elle est devenue un modèle pour toute la communication publique ; par la masse économique qu'elle représente, elle contrôle tous les médias et est en mesure d'influencer le discours qu'ils tiennent sur tous les sujets de société, nationaux ou internationaux. Il n'est pas irréaliste d'avancer que les “annonceurs publicitaires”, qui tiennent les cordons de la bourse, ont plus de pouvoir sur l'information que les directeurs de journaux et de “chaînes audiovisuelles”…

(1) Référence à la «Théorie de l'information» de Shannon et Weaver (1948).

Le droit de propriété

Parmi toutes les absurdités que l'humanité vénère, celle-ci est une des plus grandes et une des plus vénérées.

Le droit de propriété est très ancien, autant que la stupidité et l'aveuglement des hommes ; mais le seul fait d'être très ancien ne peut lui donner le « droit » de survivre. Si un droit est absurde, il faut en finir avec lui, peu importe qu'il soit né lorsque l'humanité couvrait sa nudité avec la peau des animaux.

Le droit de propriété est un droit absurde parce qu'il eut pour origine le crime, la fraude, l'abus de la force. Au début de l'humanité, le droit de propriété terrienne d'un seul individu n'existait pas. Les terres étaient travaillées en commun, les forêts approvisionnaient en bois tous les foyers, les récoltes étaient réparties entre les membres de la communauté selon les besoins. Des exemples de cette nature, on peut en voir encore dans quelques tribus primitives, et même au Mexique cette coutume fleurissait parmi les communautés indigènes à l'époque de la domination espagnole, et vécut jusqu'à il y a relativement peu de temps. La cause de la guerre des Yaquis à Sonora et des Mayas à Yucatan fut l'acte attentatoire du despotisme : enlever les terres à ces tribus indigènes, terres qu'ils cultivaient en commun depuis des siècles.

Le droit de propriété terrienne d'un seul individu naquit avec l'attentat du premier ambitieux qui déclara la guerre à la tribu voisine pour la soumettre à l'esclavage, et la terre que cette tribu cultivait en commun fut gardée par le conquérant et ses capitaines. Ainsi, par le moyen de la violence, par le moyen de l'abus de la force, naquit la propriété territoriale privée. La fraude, l'abus, le vol plus ou moins légal, mais vol de toutes façons, sont autant d'origines de la propriété territoriale privée. Après, une fois que la terre fut gardée par les premiers voleurs, ils firent eux-mêmes des lois pour défendre ce qu'ils appelèrent et appellent encore, en ce siècle, leur « droit », c'est-à-dire le pouvoir qu'eux-mêmes se donnèrent d'utiliser les terres qu'ils avaient volées, et de jouir de leur produit sans que personne ne vienne les déranger. Nous constatons que le droit de propriété des terres ne fut pas donné aux voleurs par les dépossédés ; ce ne fut pas le peuple qui leur donna l'autorisation de s'approprier ce bien naturel, auquel tous les êtres humains ont droit. Ce furent les voleurs eux-mêmes qui, protégés par la force, rédigèrent la loi qui devait protéger leurs crimes et tenir en respect les dépossédés, à l'abri de toutes les revendications.

Ce prétendu droit s'est transmis de père en fils, par le moyen de l'héritage, ce qui a fait que le bien, qui devrait être commun, est resté à la disposition d'une caste sociale seulement, ce qui constitue un préjudice notoire pour le reste de l'humanité, dont les membres naquirent lorsque la terre était déjà répartie entre quelques fainéants.

L'origine de la propriété terrienne a été la violence, et par la violence elle se maintient encore ; car lorsqu'un homme veut utiliser un morceau de terre sans le consentement du prétendu propriétaire, il va en prison, surveillé précisément par les sbires qui sont entretenus, non pas par les propriétaires des terres, mais par le peuple travailleur, car bien que les impôts sortent apparemment des coffres des riches, ceux-ci s'arrangent pour se rembourser, en payant des salaires misérables aux ouvriers ou en leur vendant les produits de première nécessité à des prix exorbitants. Ainsi donc, le peuple, par son travail, entretient les sbires qui le privent de ce qui lui appartient.

Et puisque telle est l'origine de la propriété terrienne, et puisque le droit de propriété n'est rien d'autre que la consécration légale du crime, pourquoi lever les bras vers le ciel, lorsque vous savez que le Parti Libéral Mexicain travaille pour l'expropriation de la terre, accaparée par les riches - c'est-à-dire par les descendants des voleurs qui se l'approprièrent par le moyen du crime - pour la rendre à son propriétaire naturel qui est le peuple, c'est-à-dire tous les habitants du Mexique ?

Quelques maderistes sympathisent avec l'idée de donner la terre au peuple ; mais, conservateurs quand même, ils veulent que cet acte soit revêtu d'une solennité légale, c'est-à-dire, ils veulent qu'un Congrès décrète l'expropriation. J'ai beaucoup écrit sur ce sujet, et je m'étonne qu'il y en ait enco-

Président du Mexique à partir de 1857, Benito Juarez promulgua en 1860 des lois de réforme qui visaient à mettre fin aux privilèges hérités de la colonisation et à favoriser le développement d'un capitalisme libéral.
Mais peu après sa mort en 1872, Porfiro Díaz, un général libéral, s'empara du pouvoir et, tout en conservant le cadre constitutionnel fédéral de 1857, institua un régime autoritaire et clientéliste. Ainsi, le développement économique indéniable du Mexique dans le dernier quart du XIXe siècle profita essentiellement à un cercle restreint d'hommes d'affaires, de fonctionnaires et d'intellectuels tandis que les petits paysans et les communautés paysannes étaient expropriés au profit de grands propriétaires. Toute opposition était durement réprimée. Ainsi, les indiens Yaquis furent chassés de leurs terres et déportés au Yucatan pour servir de main-d'œuvre dans les grandes plantations.
Étudiants contestataires, les trois frères Flores Magón (Ricardo, Jesus et Ernesto) furent très vite frappés par la répression. En 1900, ils créent un hebdomadaire, Regeneración, en se réclamant de l'héritage de Benito Juarez et, en 1901, ils participent à la création du Parti libéral mexicain, qui sera à partir de 1906 à l'origine de la plupart des insurrections contre le régime de Porfiro Díaz. Tandis que se radicalise ainsi l'opposition au régime, certains membres du Parti libéral adoptent des positions anarcho-communistes. À ceux qui n'ont pour objectif qu'un changement de régime, ils opposent celui de la révolution sociale qui passe par l'appropriation de la terre et des usines par ceux qui y travaillent, résumée dans le manifeste du 23 septembre 1911 par le slogan Terre et liberté ! qu'adoptera Emilio Zapata.
Dès son accession au pouvoir en 1911, Francisco Madero se retourne contre les partisans de la restitution des terres et les révolutionnaires du Parti libéral. Ricardo et Ernesto Flores Magón et d'autres de ses animateurs sont contraints de se réfugier aux États-Unis, où ils seront également en butte à la répression du gouvernement américain. Poursuivant malgré tout leur action de propagande ils sont condamnés en mars 1918 à de longues peines de prison pour leur Manifeste contre la guerre impérialiste.
Transféré au pénitencier de Leavenworth, au Texas, Ricardo Flores Magón y est assassiné en novembre 1922.
À ceux qui pensaient pouvoir obtenir sa libération à condition qu'il demande le pardon, il répondait : « demander pardon signifierait que j'abdique de mes idéaux anarchistes ; et je ne me rétracte pas, j'affirme. J'affirme que si l'espèce humaine arrive à jouir d'une véritable fraternité, liberté et justice sociale, ce sera à travers l'anarchisme… je suis condamné à devenir aveugle (1) et à mourir en prison… quand je mourrai, mes amis écriront peut-être sur ma tombe : "ci-gît un rêveur", et mes ennemis : "ci-gît un fou", mais personne n'osera inscrire : "ci-gît un lâche et un traître à ses idées."»(2)
L'ouvrage que réédite Spartacus est composé d'une sélection de textes de Ricardo Flores Magón publiés entre 1910 et 1916 au fil des événements dans Regeneración. Ils expriment avec une force rare l'existence dans la révolution mexicaine d'un courant internationaliste, communiste libertaire.

(1) Il était diabétique
(2) Extrait de Epistolario revolucionario et intimo, Ediciones Antorcha, Mexico, 1984, cité par Omar Cortès, in Itinéraires 9/10, 1er semestre 1992

re qui n'aient pas compris, car j'ai la prétention de croire avoir parlé très clairement. « Aucun Congrès, j'ai dit, n'aura le courage de décréter l'expropriation de la terre, parce qu'aux réunions des Congrès ce ne sont pas les affamés qui iront, mais les satisfaits ; parce qu'aux réunions des Congrès ce ne seront pas les travailleurs qui iront, mais les patrons ; ce ne seront pas les ignorants et les pauvres qui iront, mais les intellectuels et les riches.» C'est-à-dire que dans le Congrès seront représentées les « classes dirigeantes », les riches, les littéraires, les hommes de science, les professionnels ; mais on ne permettra pas qu'il se faufile là-bas, aucun travailleur, aucun peon, aucun ouvrier, et si, par miracle, un travailleur arrivait à franchir le seuil de l'enceinte des lois, comment pourrait-il lutter contre des hommes, experts dans les luttes de la parole ? Comment pourrait-il faire prévaloir ses idées, s'il lui manque les connaissances scientifiques que la bourgeoisie possède en abondance ? Mais on pourrait dire que le peuple travailleur enverrait des personnes compétentes au Congrès pour le représenter. Dans tous les pays du monde, les soi-disant représentants des travailleurs dans les Parlements sont discrédités. Ce sont des bourgeois, autant que n'importe quel autre représentant. Qu'ont-ils fait les représentants des ouvriers du peuple anglais dans la Chambre des Communes ? Quel avantage objectif ont obtenu les représentants ouvriers dans le Parlement français ? Dans le Parle-ment allemand il y a un grand nombre de représentants ouvriers, et qu'ont-ils fait pour assurer la liberté économique des travailleurs ? Le Parlement austro-hongrois est notoire par le nombre croissant de représentants ouvriers qui s'assoient sur ses bancs, et pourtant, le problème de la faim est encore à résoudre en Autriche-Hongrie, comme dans n'importe quel autre pays où il n'y a pas de représentants des travailleurs aux Congrès.

Il faut, donc, se détromper. L'expropriation de la terre des mains des riches doit être effective pendant la présente insurrection. Nous les libéraux, nous ne commettrons pas un crime en donnant la terre au peuple, parce qu'elle est à lui, au peuple, la terre qu'habitèrent et arrosèrent avec leur sueur ses plus lointains ancêtres ; la terre qui fut volée par la force à nos ancêtres les Indiens ; la terre que ces voleurs donnèrent, par le moyen de l'héritage, à leurs descendants, qui sont ceux qui la possèdent actuellement. Cette terre est à tous les Mexicains par droit naturel. Quelques-uns ont dû l'acheter ; mais, d'où sortirent-ils l'argent pour acheter la terre sinon du travail des peones et des ouvriers mexicains ? D'autres ont pu prendre cette terre sous prétexte qu'elle n'était pas cultivée; mais, si elle n'était pas cultivée, elle appartenait au peuple, et personne n'avait le droit de la donner à celui qui en offrirait quelques pesos. D'autres ont dû acquérir la terre en profitant de leur amitié avec les hommes du gouvernement et l'ont obtenue sans qu'il leur en coûte un seul centime, parce qu'elle n'était pas cultivée, ou par le moyen de manigances judiciaires si elle appartenait à un ennemi de la Dictature, ou à une autre personne sans influence ou sans argent. D'autres ont pu acquérir la terre en prêtant de l'argent avec des intérêts très élevés, aux petits propriétaires, qui se virent à la fin obligés de laisser la terre aux mains des usuriers, parce qu'ils ne pouvaient payer leurs dettes.

Camarades : vous tous qui avez la conviction que l'acte que va exécuter le Parti Libéral Mexicain est humanitaire, essayez de convaincre ceux qui adorent encore le Capital et vénèrent ce qu'on appelle le droit de propriété, que le Parti Libéral a raison, que son œuvre sera une œuvre de justice, et que le peuple mexicain sera vraiment grand lorsqu'il pourra jouir, sans obstacles, de Terre et Liberté.

(De «Regeneración», 18 mars 1911)

Le monde en route

Lorsqu'en 1906, nous avions publié à Saint-Louis, Missouri, notre programme de réformes, les « sensés », les « sérieux », les «têtes froides», ainsi que les timorés, les pusillanimes, les pauvres d'esprit, se tordaient les bras et s'exclamaient : quelle audace ! quelle hardiesse ! Le peuple mexicain - criaient-ils - est trop ignorant pour qu'il puisse profiter de ces réformes !

On nous appela fous, déséquilibrés, illuminés, utopistes, et pourtant on ne demandait pas grand-chose dans ce programme : répartition des terres, lois sur le travail, etc. Un timide programme socialiste !

Le temps passe. Le peuple se soulève en armes contre ses tyrans, et il démontre de mille façons qu'il veut améliorer sa condition. Alors, les « sensés », les « sérieux », les « têtes froides » adoptent notre programme de 1906, et ils ne se contentent pas de l'adopter comme une promesse, qui devrait se réaliser après le triomphe d'un quelconque parti, de ceux qui veulent le gouvernement, mais, pour apaiser l'ardeur révolutionnaire des masses qui ne veulent plus attendre, qui ne se contentent plus de simples promesses écrites, mais qui veulent voir, bien entendu sans tarder, la réalisation des programmes, ils s'empressent de mettre en pratique les timides réformes qu'hier ils appelaient utopies. Carranza, par exemple, est en train de répartir les terres, il supprime les hiérarchies politiques, il abolit les dettes des peones, il esquisse des lois protectrices de l'ouvrier ; en un mot, il met en pratique le programme du Parti Libéral Mexicain, publié le 1er juillet 1906.

Le temps passe, et nous publions notre Manifeste du 23 septembre 1911, dans lequel on plaide pour l'implantation du communisme anarchiste au Mexique. Les « sensés », les « sérieux », les « têtes froides » nous appellent de nouveau fous, déséquilibrés, illuminés, utopistes, en alléguant que le peuple mexicain n'est pas préparé pour l'anarchie ; mais contre les arguments, plus ou moins brillants, de ces « sérieux » se dressent, éloquents, les faits pour démontrer que nous ne sommes pas des fous, ni des déséquilibrés, ni des illuminés ; que nos théories répondent aux besoins fortement ressentis par une grande partie de la population mexicaine ; que nos idées n'ont pas été enfantées par une folle fantaisie, mais par le résultat de l'observation, de l'étude attentive des habitudes, des tendances, des traditions, du tempérament, des instincts, de l'ambiance tant physique que morale, en somme, de tout ce qui contribue à la formation de la mentalité du peuple mexicain.

Les fous ce sont ceux qui essayent de faire vivre le système de propriété privée, qui est celui qui produit l'inégalité sociale, avec un peuple qui a une conscience de classe ; qui hait le débauché, l'élégant, le dandy ; qui se sent humilié si on lui fait l'aumône.

Les fous ce sont ceux qui insistent pour conserver le principe d'autorité pour un peuple qui poignarde le gendarme, regarde avec haine le soldat, et se sent inquiet lorsqu'il entend les mots juge, magistrat, gouvernant, qui pour lui ne signifient pas protection ou appui, mais oppression et injustice.

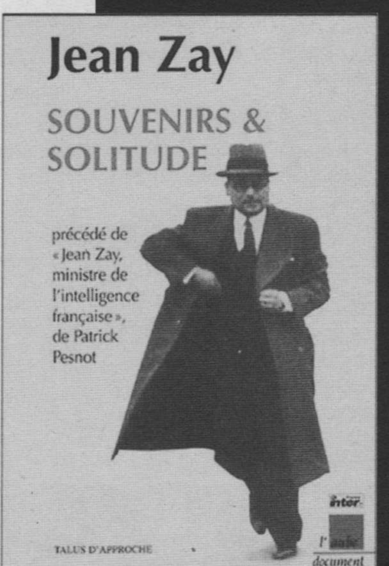
Les fous ce sont ceux qui veulent imposer le respect de la loi à un peuple qui brûle les archives judiciaires et administratives ; qui n'a pas besoin de juge ni de curé pour se marier ; qui cache et protège le délinquant ; qui chante les exploits de ceux qui se mettent hors la loi ; qui prend là où il y en a ; qui voit, dans le prisonnier, non pas un être méprisable, mais une victime et un martyr digne de sympathie et de respect.

13 juin 1943

Le poids de la solitude s'accroît avec le soir et la nuit est couleur de détresse. Assombrie par les hautes murailles qui l'encaissent, ma cellule commence tôt un crépuscule interminable. Je retarde le plus possible le moment d'allumer la lampe électrique.

La lumière expirante du jour est encore une communion avec le dehors. J'en use jusqu'à la dernière parcelle. C'est dans cette pénombre prolongée que je reconnais la belle saison. Elle me donne chaque jour à cette époque un gain de quelques minutes, gain de clarté et de naturelle sérénité. Je ne cède à la nuit qu'à la dernière extrémité, quand sous la plume les jambages ivres se chevauchent ou quand le livre noyé d'ombre exige d'être deviné. J'ai poussé ma table tout contre la fenêtre ouverte, dont les barreaux et le grillage découpent sur le papier le crépuscule en hexagones légers. Circonscrites à cette pièce unique, enfermées dans quelques mètres carrés, mes habitudes - ou simplement mon instinct - y ont trouvé deux axes de vie. L'axe d'été se colle contre la fenêtre, attiré par le jour comme l'insecte par la lumière et cherchant à fuir au dehors, à se dilater, à s'étendre. L'axe d'hiver passe par le centre de la cellule, où ronronne le poêle ; il se rapproche de lui, voudrait se confondre avec le feu, tente de se raccourcir, de se replier, de se concentrer. Ainsi la pensée au beau temps prend son essor et gagne le large, narguant les murs de la prison, pour se réfugier en elle-même, s'accroupir frileusement, quand viennent le froid et les ténèbres. Ces déplacements de ma table, sur quelques mètres, de la fenêtre au poêle, du poêle à la fenêtre, mesurent la marche égale des années.

Ce soir, vers 9 heures 30, comme je vais être vaincu et allumer l'électricité qui délimitera le bloc de ma solitude, le silence est brusquement interrompu par un tintamarre qui vient de la place voisine. C'est la foire annuelle du pays. La musique y est interdite, mais les chants et les cris, les disques, les parades foraines n'en sont pas moins assourdissants, car le bruit, sinon la musique, est inséparable de la réjouissance populaire. Tantôt me parvient seulement un vacarme confus, bizarrement orchestré par la distance et le vent. Tantôt un membre de phrase, la détonation d'un tir, un cri aigu de fille, se détache sur le fond sonore pour faire surgir dans mon imagination le spectacle, le détail précis qu'il évoque. À minuit, quand le vacarme s'éloigne peu à peu, se tait comme décroît le flux, quand le silence renaît, j'ai dans les membres et l'esprit la même fatigue, la même lassitude contente, un peu déçue, que si j'avais passé la soirée à parcourir la foire, à muser devant les baraques foraines. Je suis rendu à ma claustration et j'en retrouve avec étonnement les contours oubliés. Je me couche. La lampe éteinte, un lourd entracte de silence et de nuit suit l'extinction des échos du dehors. Puis une autre vie s'éveille, qui se peuple de frôlements, de paroles chuchotées, de lumières fugitives. C'est l'existence interne de la prison. Elle est tour à tour insolente comme les bottes bruyantes des gardes mobiles qui se relaient devant ma porte, leurs conversations dont un mot énigmatique cueilli au hasard m'intrigue longtemps, et discrète comme les chaussons de nuit des surveillants, leurs rondes dont l'habitude feutre chaque détour. De temps à autre, la lampe « de contrôle » s'allume brutalement au mur, me frappant au visage, et je me réfugie sous les draps pour protéger un sommeil qui ne vient pas. Même si je n'entends plus rien, je sais qu'un doigt soulève la paupière du trou rond qui perce le guichet, qu'un œil se colle à chaque ouverture, que mon îlot désert est cerné de créatures attentives. Mon insomnie guette longtemps, attendant je ne sais quoi, quelque chose d'inconnu qui doit surgir de ce mystère indéfinissable. Puis l'anxiété se détend, sombre dans la rêverie, perd pied et le sommeil que je n'espérais plus emporte toute conscience, ne livrant désormais aux regards invisibles qui convergent vers mon lit qu'une forme immobile et indifférente.



Jean Zay (1904-1944)
Radical, franc-maçon, député du Loiret (élu en 1932, réélu en 1936), sous-secrétaire d'État à la Présidence du Conseil dans un gouvernement d'Albert Sarraut, ministre de l'Éducation Nationale et des Beaux Arts (1936-début de la seconde guerre), Jean Zay est condamné en 1940 après un procès inique bâclé par les juges laquais de Pétain-Vichy, à la déportation. Il connaît plusieurs prisons.
En juin 1944 des miliciens viennent le tirer de sa cellule de Riom pour l'assassiner.
Ministre exigeant, appuyé sur une équipe efficace, Jean Zay imprime sa marque, avec force et vigueur, dans tous les nombreux domaines de sa compétence. Il imagine, brise de veilles habitudes, avance, crée.
Dans sa cellule, il se souvient. Il rédige, souvent avec humour, le récit de ses années de ministre. Ainsi, il rappelle les réticences d'un Sénat dominé par Joseph Caillaux, encombré d'ancêtres frileux. Mais, avec un bon usage de la seconde Chambre, des projets peuvent être adoptés. Ces burgraves veulent d'abord être écoutés et choyés…
Souvenirs et solitude est précédé de *Jean Zay, ministre de l'intelligence française* de Patrick Pesnot. Antoine Prost signe l'introduction et les notes ; Pierre Mendès France et Jean Cassou les préfaces.

P.Y.

Souvenirs et solitude, l'Aube, 386 p. 22 €

24 juin

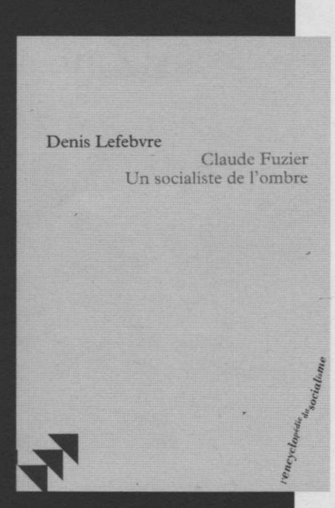
Flanqué d'un gardien qui me conduisait au greffe pour une signature, j'ai rencontré au détour du couloir un inconnu pareillement escorté qui se rendait aux douches, comme en témoignait la serviette de bain roulée sous son bras. Sa démarche altière son pyjama, ses sandales, sa physionomie surtout, qui le rendaient si différent des pensionnaires ordinaires de la maison, m'ont fait penser naïvement : « Tiens, le recrutement s'améliore… Voici enfin un hôte distingué, sans doute quelque cambrioleur mondain ou un escroc de bonne extraction… » Si rapide que fût notre rencontre, il eut le temps de me dévisager également et je lus dans ses yeux une réflexion identique. Quand j'interrogeai mon gardien : « C'est, me dit-il, le général de Lattre de Tassigny. »

L'après-midi, comme la chaleur est déjà lourde, le général qui, paraît-il, a entrepris à mon exemple de cultiver quelques plates-bandes dans sa cour, me fait porter par son « ordonnance » l'unique arrosoir de la prison. Après usage, je le lui renvoie. Des phrases d'aimable courtoisie, transmises approximativement par l'ordonnance, ont accompagné de part et d'autre cet échange de bon voisinage.

Claude Fuzier (1924-1997) dans l'histoire du socialisme français et dans l'histoire, délicate et conflictuelle, de la gauche hexagonale n'a pas encore la place qui lui revient.
Secrétaire général de l'OURS (Office universitaire de recherche socialiste), auteur de plusieurs ouvrages de références dont *Guy Mollet, le mal aimé*, Denis Lefebvre, d'une belle plume, retrace l'existence de cet homme qui ne désespère jamais quand les gaullistes semblent assurés d'une vie éternelle.
Dirigeant de la SFIO, journaliste, chroniqueur littéraire (Aragon apprécie ses critiques), Claude Fuzier se voit confier, dans le plus grand secret, par Guy Mollet la mission de reprendre contact avec un PCF dominateur et sûr de lui.
Opération réussie car les conversations avec Georges Gosnat, membre influent de la direction du Parti, débouchent, à terme, sur le programme commun. Claude Fuzier ouvre des voies.
Député, sénateur, maire de Bondy, humaniste il méritait cette biographie alerte et réussie.

P.Y.

L'encyclopédie du socialisme N° 8, éditions Bruno Leprince, 128 p. 7,5 €



Des contacts avec le PCF

Au moment où sont enregistrés des signes de plus en plus concrets de changement au sein du mouvement communiste, s'ouvre une nouvelle phase : celle des contacts et des négociations. À côté de ses activités publiques et connues, bientôt présenté par certains comme le Fierlinguer du Parti, Claude Fuzier entre dans une quasi-clandestinité. Il est choisi à la fois par Guy Mollet et par le PCF, pour mener dès 1962 des négociations secrètes avec les communistes.

Choisi par le PCF ? Certes. Revenant sur ce point des années plus tard, il a avancé plusieurs arguments pour expliquer ce choix. Le PCF, parti de mémoire, a conservé le souvenir des combats de la guerre froide. Certes, Fuzier est un socialiste, qui les a vivement combattus, mais il est un homme de parti, discipliné, sans état d'âme, avec qui l'on pourra discuter au fond des problèmes, même au prix de sévères accrochages. Le PCF respecte une telle démarche : le débat sera toujours franc. D'autre part, les dirigeants communistes ont noté ces dernières années bien des gestes du secrétaire général de la fédération de la Seine : sa position en mai 1958, son combat interne intransigeant au moment de la naissance du PSA. Ils sont convaincus que ce parti, avec la fin d'Algérie, n'a plus de raison d'être : tout doit à l'avenir passer par la SFIO qui, au-delà des errements du passé, reste un parti ouvrier, de culture ouvrière. Ils ont aussi apprécié ses engagements lors de la tragédie de Charonne en 1962 et dans la lutte contre l'OAS, tout en voyant en lui l'acteur de la rupture récente des socialistes avec la droite au conseil général de la Seine et la mise en place d'un bureau socialo-communiste, sans avoir été désavoué publiquement par le bureau de la SFIO.

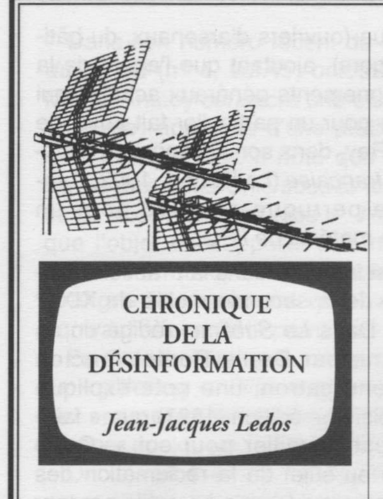
Choisi par Guy Mollet ? Aussi, et par lui seul. Le secrétaire général lui a d'ailleurs dit qu'il serait désavoué si la moindre rumeur transpirait. On peut même penser que le statut de Claude Fuzier, toujours à la limite de la marginalité dans le Parti, aurait favorisé ce désaveu : qui peut contrôler Fuzier, cet électron libre ? Il accepte cette position très inconfortable. Mais il y voit aussi un avantage supplémentaire, sur lequel il reviendra en 1978, qui était de protéger Guy Mollet : « Que j'y aie personnellement acquis la réputation d'être le Fierlinguer de la SFIO n'était pas en soi mauvais, puisque cela détournait bien des réserves et bien des agressions sur un individu qui n'était pas le secrétaire général du Parti ». Il est donc l'homme idoine, avec qui le PCF engage la discussion. Son premier interlocuteur, Bernard Jourd'hui, quitte assez vite la scène politique, sans que Fuzier ait pu en mesurer dans un premier temps les raisons : maladie ? Mise sur la touche ? Lui succède Georges Gosnat. Ce dernier, né en 1914, a joué un rôle considérable pendant la Guerre d'Espagne, il a été éphémère secrétaire d'État (à l'Armement...) en 1946. Il est très proche du secrétaire général du PCF, Maurice Thorez. Avec lui, figure importante du PCF, les relations sont bien plus longues et étroites, rapprochées davantage encore par un goût commun pour les plaisirs de la table, et nombre des « rencontres » entre les deux hommes se tiennent dans des restaurants parisiens, ou à leurs domiciles respectifs.

Ils deviendront même amis, En 1982, au moment du décès de Gosnat, André Wurmser écrira dans L'Humanité quelques lignes destinées aux initiés : « Il serait dommage que le camarade socialiste avec qui il entretint longtemps des rapports officieux ne sache pas avec quelle amitié Georges parlait de lui. » Claude Fuzier a compris le message, et y a été très sensible...

L'objectif dans ce début des années soixante est d'étudier les conditions d'un rapprochement entre les deux partis séparés depuis la scission de la SFIO en 1920. Ce débat est de caractère idéologique : étudier en commun si les divisions nées depuis la Révolution bolchevique de 1917 et depuis 1920 restent encore d'actualité.

Mais l'objectif est aussi de maintenir un lien permanent entre la pensée doctrinale et l'action. Alors, dans le même temps, les deux partenaires apprennent à se retrouver, à travailler ensemble sur des objectifs précis. C'est dès cette époque que socialistes et communistes se retrouvent dans certaines associations (contre la force de frappe, ou pour la liberté en Espagne, etc.) où ils militent en commun. Plus tard, en 1966, les socialistes décident d'entrer dans l'association France-URSS, où ne cohabitaient jusque-là que les communistes et les gaullistes. Ces derniers apprécieront peu cette intrusion des socialistes, au point de laisser planer un temps la menace de la création d'une nouvelle association d'amitié franco-soviétique! Les socialistes quittent la direction de France-URSS en 1968, après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie. Recevant en avril 1990 à Bondy un congrès national de France-URSS, Claude Fuzier est revenu sur cette période de 1968 dans son discours de bienvenue : « Pour autant, je n'ai pas quitté l'association, parce que j'ai considéré que les objectifs qui sont les nôtres, les ambitions qui nous animent sont au-delà d'événements qui, même s'ils sont plus que des péripéties, représentent des moments du développement de notre histoire. »

Il est de toutes les opérations politiques favorisant des contacts avec le PCF Pour autant, cet engagement n'est pas apprécié par l'ensemble du Parti.



PARADOXE AMÉRICAIN

Contrairement à une idée trop répandue, les Etats-Unis ne sont pas, apparemment, le pays de la démocratie, à l'intérieur et moins encore à l'extérieur. Le libéralisme et l'impérialisme n'ont de sens que pour ceux qui détiennent des moyens de pouvoir.

On s'étonne, cependant, que certains médias publient parfois des informations désagréables pour le pouvoir. De l'affaire du Watergate qui conduisit le Président Nixon à la démission ("impeachment") à la révélation des sévices imposés à certains prisonniers irakiens, ce sont bien des médias américains qui révèlent l'information à leurs concitoyens et au monde extérieur.

Le premier amendement à la Constitution (sur la liberté d'expression) serait donc respecté ?

Pas si sûr, c'est plutôt de liberté d'entreprendre qu'il s'agit. Non sans difficultés quand on observe les entraves qu'ont tenté de mettre en place certaines entreprises "patriotes" à la diffusion d'un film contestataire comme "Farenheit 9/11", le film de Michael Moore, primé à Cannes. Quoi qu'il en soit, le business a le dernier mot au risque de la liberté de déplaire.

Un bon modèle quand même pour la France où un président nommé à la tête de la radio publique a pour premier souci d'évincer les cadres qu'il estime trop insoumis.

RHÉTORIQUE MÉDIATIQUE

La rhétorique des médias de masse a ses règles. Puisqu'on s'adresse à une collectivité dont on postule la passivité et l'ignorance, faute de tout autre moyen d'information, il convient d'être bref et assuré dans les propos.

Un grand journaliste de la télévision donnait jadis à un débutant ce conseil : «vous pouvez dire n'importe quoi mais dites-le avec assurance.»

Les hommes politiques qui veulent être trop pédagogiques lassent l'auditoire.

La simplicité, au risque assumé d'une économie d'explication et de la démagogie, est recommandée. C'est le conseil que donnait récemment l'ancien directeur du "New York Times" au candidat démocrate à l'élection présidentielle américaine John Kerry. Celui-ci avait cru devoir s'entourer de quelques experts trop éloignés du citoyen ordinaire *.

Tout élu se trouve généralement ennuyé, mais aussi conforté dans sa supériorité, lorsqu'il se risque au contact de l'électeur de base et découvre la médiocrité des préoccupations individualistes.

* "Le Monde", 5 juin 2004

RÉVÉLATIONS

La liberté d'expression progresse lorsque les pouvoirs - présents ou anciens affaiblis - n'imposent pas la censure sur une communication qui nuirait à leurs intérêts immédiats.

L'Église catholique ne dispose plus du pouvoir d'occulter la révélation des perversions dont certains de ses ministres se rendent coupable à l'égard de la morale.

France 3 a ainsi diffusé en juin dernier le témoignage d'anciennes moniales qui aurait été victimes de viols par persuasion. D'une manière plus générale, la pédophilie attribuée aux prêtres fait recette dans les médias. Autant d'exactions qui étaient jadis étouffées dans le silence des cloîtres et des palais.

On a appris également, à l'occasion de la célébration du soixantième anniversaire du Jour J en juin 1944, que les libérateurs s'étaient parfois rendus coupables de divers abus sexuels. Contrairement aux précédents, ceux-ci ont été sanctionnés, les coupables châtiés, parfois par exécution mais les affaires étaient traitées discrètement.

Il est vrai que, de nos jours, les affaires sexuelles suscitent l'assiduité des téléspectateurs et des lecteurs qui assure de bonnes recettes publicitaires.

EFFACER LA MÉMOIRE

Le flux constant d'informations livré par la société de communication favorise l'oubli. Les maîtres de l'information ne l'ignorent pas. La relation du présent au passé qui contribue pour une bonne part à la Culture est ainsi effacée pour le plus grand nombre.

La soi-disant ouverture du capital d'EDF qui a occupé l'actualité récente reproduit divers mensonges oubliés.

Au cours des années 70, la classe politique au pouvoir, qui masquait encore sa tentation libérale, a progressivement morcelé l'audiovisuel public connu comme ORTF (Office de Radiodiffusion-Télévision Française). Elle s'est alors défendue, comme le soutenaient les syndicats, de conduire l'institution à la privatisation, bientôt atteinte grâce à un consensus que l'alternance ultérieure des majorités de gouvernement a poursuivi sans solution de continuité

D'autres exemples ont reproduit cette manipulation, tel l'éclatement de l'administration des PTT (Postes-Télégraphes et Téléphones), l'un des modèles de service public national.

Combien s'en souviennent ?

PENSÉE UNIQUE

Déjà, au XIX[e] siècle, à l'époque de la montée en puissance de ce qu'on désigne historiquement comme l' "ère industrielle", les patrons des grands groupes industriels et affairistes avaient compris l'importance de la communication pour imposer aux populations, par le contrôle des journaux, leur vision unilatérale de la société. L'impact était limité si l'on tient compte de l'illettrisme du prolétariat. Le monde agricole était encore tenu par la parole d'Église imposée par le curé, véritable maître des consciences dans les campagnes.

Le formidable développement de moyens performants de communiquer que le monde a connu depuis la fin de la deuxième guerre mondiale n'a pas laissé indifférents les nouveaux maîtres du monde. Il suffisait de laisser les États développer les grands réseaux puis d'en dénoncer l'usage discrétionnaire pour sensibiliser l'opinion à la nécessité d'une libéralisation - la liberté des plus forts - en tirant profit des équipements réalisés grâce à la contribution des collectivités. En France depuis, trois décennies, l'alternance des majorités n'a pas introduit de solution de continuité dans cette démarche.

Les services publics qui tentaient de concilier la nécessité, l'attente des groupes sociaux et une certaine ambition de promotion des mentalités par l'information équitable et la culture ont été progressivement réduits tandis que de nouveaux monopoles se mettaient en place, non sans une diversification de l'offre qui semble tenir compte des différences mises en évidence par un marketing efficace.

Alors que Wendel Investissements, contrôlé par le patron des patrons, mettait la main sur l'essentiel de l'édition française, l'annonce, au cours de l'été dernier, d'une alliance dans le domaine de l'information entre les groupes Dassault et Bouygues illustrait cette stratégie qui cible une majorité de la collectivité nationale. Qu'elle ait échoué n'exclut pas d'autres montages ultérieurs.

De tels regroupements seront seulement menacés par une concurrence qui, de toute façon, défend les mêmes valeurs capitalistes hégémoniques.

Georges Mandel, un ministre qui n'était de gauche, avait créé une formule de cogestion du service public de la radiodiffusion. Le gouvernement de la Libération ne l'a pas rétablie. Quatre décennies plus tard, un gouvernement socialiste a engagé la privatisation de l'audiovisuel public.

La liberté d'expression qui permet l'exercice de la démocratie est compromise pour de longues décennies.

L'AVEU

Le Président de TF1 avoue. Non pour venir à résipiscence mais pour affirmer sa détermination.

Il déclarait en juillet dernier : «Nos émissions ont pour mission de rendre [le téléspectateur] disponible, c'est-à-dire de le divertir, de le détendre (Ah! bon) pour le préparer entre deux messages...».

Au début des années 30, un "réformateur" de la Droite extrême proposait d'utiliser la radio et le cinéma pour "peler les hommes par l'intérieur, comme au creux d'un melon, on remplace les pépins insipides par un savoureux porto..."

Le modèle de société que nous propose le néolibéralisme ne prend même plus la peine de masquer son cynisme et sa volonté de soumettre une population privée de tout repère comparatif.

RÉALITÉ VIRTUELLE

L'attention des lecteurs de "Gavroche" a été attirée à diverses reprises dans cette page sur l'irréalité des documents que produisent les médias consensuellement soumis à l'entretien du modèle de société néolibéral.

"Télérama" a publié en juillet dernier un dossier sur les manipulations techniques qu'autorise aujourd'hui le traitement numérique par ordinateur.

Qu'on observe la nature de ses vecteurs techniques ou la démagogie des discours qu'elle diffuse, la communication est devenue productrice d'irréel. Seul, le mensonge démasqué la rattache à une réalité qu'on peut deviner ou saisir ailleurs.

PÉDAGOGIE MÉDIATIQUE

Quelques jours après la publication d'un dossier sur les manipulations des images dans "Télérama", les agences de presses et les commentateurs se sont laissé piéger par la diffusion sur le réseau Internet d'un document "fabriqué" par ordinateur sur une décapitation imaginée, en Irak.

L'intérêt de ce document est d'illustrer, une fois de plus, les possibilités techniques offertes à la désinformation mais surtout de promouvoir, à l'échelle mondiale, le scepticisme avec lequel les téléspectateurs doivent désormais recevoir l'information.

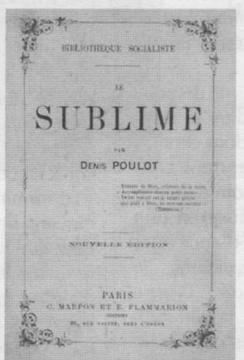
Le sens des mots:

le travail en "perruque"

Travailler en perruque, c'est fabriquer pour son propre compte, sur le lieu du travail et pendant le temps du travail, souvent avec des matériaux détournés. D'où vient et quel sens a cette expression?

Dans l'important ouvrage qu'il a consacré aux expressions utilisées dans les différents milieux de travail (*Le parler des métiers*, Robert Laffont, 2002, 1 174 pages, 55 €), le chanteur Pierre Perret cite trois utilisations du mot « perruque ». La première est observée chez les plombiers: « Coupe l'arrivée d'eau et va me chercher de la perruque dans la camionnette ». La « perruque » (on dit aussi la « blonde ») est donc la filasse utilisée pour étanchéifier les filetages. La référence aux cheveux est évidente.

Une autre utilisation du mot « perruque » est observée dans les métiers du cinéma, pour désigner l'enchevêtrement que forme une pellicule accidentellement débobinée. Là encore, l'évocation d'une perruque de cheveux est claire.

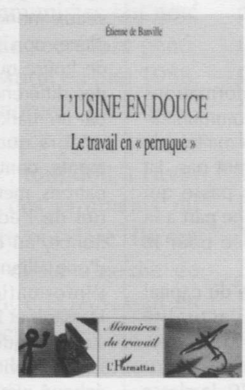


Pierre Perret fournit une troisième définition de la « perruque », celle d'un « bricolage personnel fait à l'atelier, au détriment de l'entreprise ». Et de fournir la citation suivante: « Faire de la perruque chez un joaillier, c'est ce qui paye parfois une semaine à Courchevel ».

« Faire en perruque » consiste alors à travailler pour son propre compte, en fraude, sur le temps de travail, avec les matériaux de l'entreprise.

Dans son *Bouquet des expressions imaginées* (Le Seuil, 1990, 1 382 pages), Claude Duneton - autre grand amateur d'expressions populaires et de locutions figurées - souligne bien le caractère illégal de la démarche: faire de la perruque, c'est travailler pour soi au lieu de travailler pour le patron.

Apparue en France à la fin du XVème siècle et répandue après 1630, lorsque Louis XIII compléta sa chevelure par des postiches, la perruque désigne une chevelure factice. Pendant longtemps, les perruques ont été faites avec des cheveux naturels. Les ouvriers coiffeurs récupéraient les cheveux qu'ils avaient coupés et les revendaient aux fabricants de perruque. Tout pareillement, le travail en perruque désigne un travail en trompe-l'œil, en cachette, avec des matériaux récupérés.



Une expression vieille de deux siècles

Le *Dictionnaire historique des argots français* de Gaston Esnault (Larousse, 1965, 644 pages) fait remonter l'origine du mot à la première moitié du XIXème siècle, dans un contexte qui n'est pas spécialement celui du travail et des métiers. La perruque est un détournement, un abus de confiance. « *En 1883*, nous dit Gaston Esnault, *faire le poil est un synonyme de faire la guerre (à quelqu'un), le gruger; en 1807, être le perruquier dans l'affaire, être la dupe, signifie, au vrai, être la victime du perruqueur, être celui aux dépens de qui se fait la perruque* ».

L'application au monde du travail est aisée et Gaston Esnault mentionne la date de 1856 pour un outil fait en perruque (ouvriers d'arsenaux, du bâtiment et Arts à Angers), ajoutant que l'agent de la Sûreté (nos renseignements généraux actuels) qui mène une enquête pour un particulier fait aussi de la perruque. Alain Rey, dans son *Dictionnaire historique de la langue française* (Le Robert, 1992, 2 volumes), date une perruque en 1858 pour un « *détournement de matériel de l'État* ».

L'expression s'est installée dans la France artisanale et industrielle de la seconde moitié du XIXème et du XXème siècle. Dans *Le Sublime*, rédigé un an avant la Commune par Denis Poulot, ancien contremaître devenu patron, une note explique (page 298 de la troisième édition, 1887) que « faire une perruque, c'est travailler pour soi ». Cette remarque est faite au sujet de la réclamation des ouvriers menuisiers à être fournis en outils par leur patron. Et de citer un ouvrier: « Le patron croit qu'il ne paie pas les outils que nous avons, mais les trois quarts sont faits en perruque dans la boîte, ils lui reviennent plus chers que s'il les fournissait ».

Notons au passage que la perruque décrite par Denis Poulot souligne l'attachement de l'ouvrier à ses outils. Et que, jusqu'à des périodes récentes, il n'était pas rare de voir l'ouvrier partir à la retraite avec sa caisse à outils.

Le sens donné par Denis Poulot à la perruque apparaît quelque peu inhabituel. Pour Poulot, dans le cas qu'il cite, la perruque consiste à détourner le bois et les matériaux de l'entreprise pour fabriquer ses outils. Alors que dans le sens courant, la perruque est un détournement des outils et des matériaux de l'entreprise, pour une production qui ne profite pas à celle-ci, c'est-à-dire tout le contraire.

Bricole, casquette et pinaille

Par extension de forme, la perruque en est venue à désigner, dans une période plus récente (XXème siècle), des situations de travail ou de fabrication ou des matériaux qui évoquent la chevelure postiche. Alain Rey cite ainsi l'emploi du mot (1926) par les pêcheurs pour désigner l'amas formé par une ligne emmêlée et, en bijouterie (1962) pour la masse de fil de fer sur laquelle on soude les métaux.

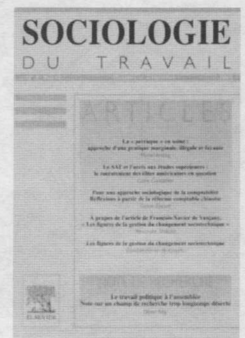
Les deux expressions citées par Pierre Perret au sujet de la perruque (la blonde) des plombiers et de la perruque des métiers du cinéma entrent dans cette catégorie. Dans tous ces cas, il n'y a pas de détournement de matériel et l'utilisation du mot perruque ne permet aucun rapprochement de sens avec l'expression « faire en perruque » ou « travailler en perruque ».

Le terme « perruque » est bien le plus usité en France. Mais il n'est pas le seul. Dans un ouvrage synthétique et fort intéressant *L'usine en douce* (L'Harmattan, 2001, 110 pages), Étienne de Banville recense d'autres termes pour désigner la même réalité. Termes généraux: travail en sous-sol, travail de la main gauche, travail en douce, travail masqué. Ou bien termes propres à certaines régions: bricole (à Nantes, à Montbéliard), casquette (à Tulle), pinaille (à Sochaux-Montbéliard). Ou encore termes propres à certains métiers comme ceux du verre où les perruques sont appelées bousillés et les perruqueurs dénommés beaussiers (à Arques).

Dans son numéro récent de la revue *Sociologie du travail* (n° 4, vol.45, octobre-décembre 2003), Michel Anteby consacre une étude à « La perruque en usine: approche d'une pratique marginale, illégale et fuyante ». Il note que le phénomène est connu aux États-Unis sous le terme de « homers » et de « government jobs ». *Homer* laisse penser que l'objet est rapporté à la maison ou que son auteur est renvoyé à la maison. *Government jobs* souligne ironiquement que travailler pour l'État équivaut à faire de la perruque.

En Grande-Bretagne, on parle de « fiddling » et de « pilfering ». *Pilfer* suggère un pillage et *fiddle* (au sens premier: jouer du violon) signifie aussi tromper quelqu'un.

On le voit bien: à travers les époques et les pays, l'idée d'un détournement d'outils, de matières premières ou de temps de travail est au centre du travail en perruque.



Une pratique tolérée, jusqu'où ?

Une question se pose: jusqu'où la pratique de la perruque peut-elle être tolérée dans l'entreprise, à partir de quand peut-on la juger illégale? Autrement dit, l'ouvrier joaillier cité par Pierre Perret, qui fait de la perruque pour se payer une semaine à Courchevel, est-il répréhensible?

Sur ce point délicat de la frontière entre perruque et vol, Étienne de Banville apporte un éclairage situant domaine et dénominations:

L'activité est réalisée dans l'entreprise. Perruque pour de l'activité gratuite ou donnée. Entreprise clandestine si elle est vendue.

L'activité est réalisée hors de l'entreprise. Gratuit, c'est un bricolage. Vendu, c'est du travail au noir.

L'ouvrier joaillier de Pierre Perret, s'il veut se loger à Courchevel et louer ses skis, sera supposé vendre le travail fait en perruque. À nos yeux, ce n'est plus de la perruque mais du travail clandestin.

Le bricolage possède, lui, une connotation sympathique, suggérant qu'un esprit astucieux a su créer à son domicile - et en tout cas, hors de l'entreprise - une œuvre à partir de moyens modestes, voire récupérés. C'est sur ce point qu'une parenté s'affiche avec la perruque. Il n'est pas rare, en effet, que le bricoleur récupère ou détourne des outils ou des matériaux de l'entreprise où il travaille.

Le travail au noir est la notion la plus éloignée de la perruque. Réalisé hors de l'entreprise et destiné à la vente, le travail au noir se distingue nettement de la perruque, faite sur le lieu du travail et dont la finalité est celle du don. Rien à voir donc entre la perruque ou le bricolage d'une part et le travail au noir d'autre part, dont l'importance constitue pour certaines économies nationales une véritable gangrène: concurrence déloyale entre producteurs, soustraction aux recettes fiscales de l'État et aux obligations sociales en faveur des travailleurs.

Une enquête de l'INSEE indique que la perruque est une pratique assez fréquente dans la population ouvrière

Discrétion patronale et syndicale

L'attitude des organisations syndicales et patronales sur le travail illégal (entreprise clandestine, travail au noir) est connue. Celle sur la perruque ne l'est pas. Dans *L'usine en douce*, Étienne de Banville observe: « Les organisations syndicales ouvrières ont, dans leurs discours, une appréhension de la perruque finalement assez similaire à celle des organisations patronales: tout se passe comme si, officiellement, la perruque n'existait pas; et, par suite, moins on en parle, mieux c'est » (page 84).

De son côté, Michel Anteby (revue *Sociologie du travail*, déjà citée) s'est efforcé d'apprécier la fréquence de la perruque. Il observe que la perruque a d'abord presque toujours été illégale au regard des règlements internes d'atelier et est néanmoins assez régulièrement pratiquée de nos jours. Une enquête de l'INSEE, citée par Michel Bozon et Yannick Lemel (*Les petits profits du travail salarié*, Revue française de sociologie 31, 1990) indique que la perruque est une pratique assez fréquente dans la population ouvrière.

Et Anteby de conclure: « La perruque est certes illégale et relativement marginale mais surtout fuyante parce qu'elle souligne une réelle complicité entre salariés sur le lieu du travail qui n'entre pas aisément, d'une part dans le discours syndical et d'autre part dans un discours patronal ».

Dans telle entreprise de maroquinerie de notre connaissance, la perruque est reconnue et organisée. Les ouvriers maroquiniers - de véritables artisans - disposent d'un avantage dénommé « bons personnels ». Celui qui consiste à fabriquer, sur le lieu du travail mais en dehors des horaires de travail, un article de grande maroquinerie (sac) et un article de petite maroquinerie (ceinture par exemple) par an et par personne. Destiné à un usage personnel, ces articles portent la marque de l'entreprise, avec un signe supplémentaire qui indique leur destination non-marchande. Les artisans qui fabriquent ces articles achètent la matière première à l'entreprise. Ils sont, selon la tradition de la corporation, propriétaires de leurs outils.

La direction s'interroge sur cet usage qui ne concerne plus qu'une partie du personnel (35 % à 40 % contre 80 % il y a cinquante ans) et dont elle appréhende les risques de dérive (c'est-à-dire la revente « au noir »). Elle n'est pourtant pas portée à sa remise en cause.

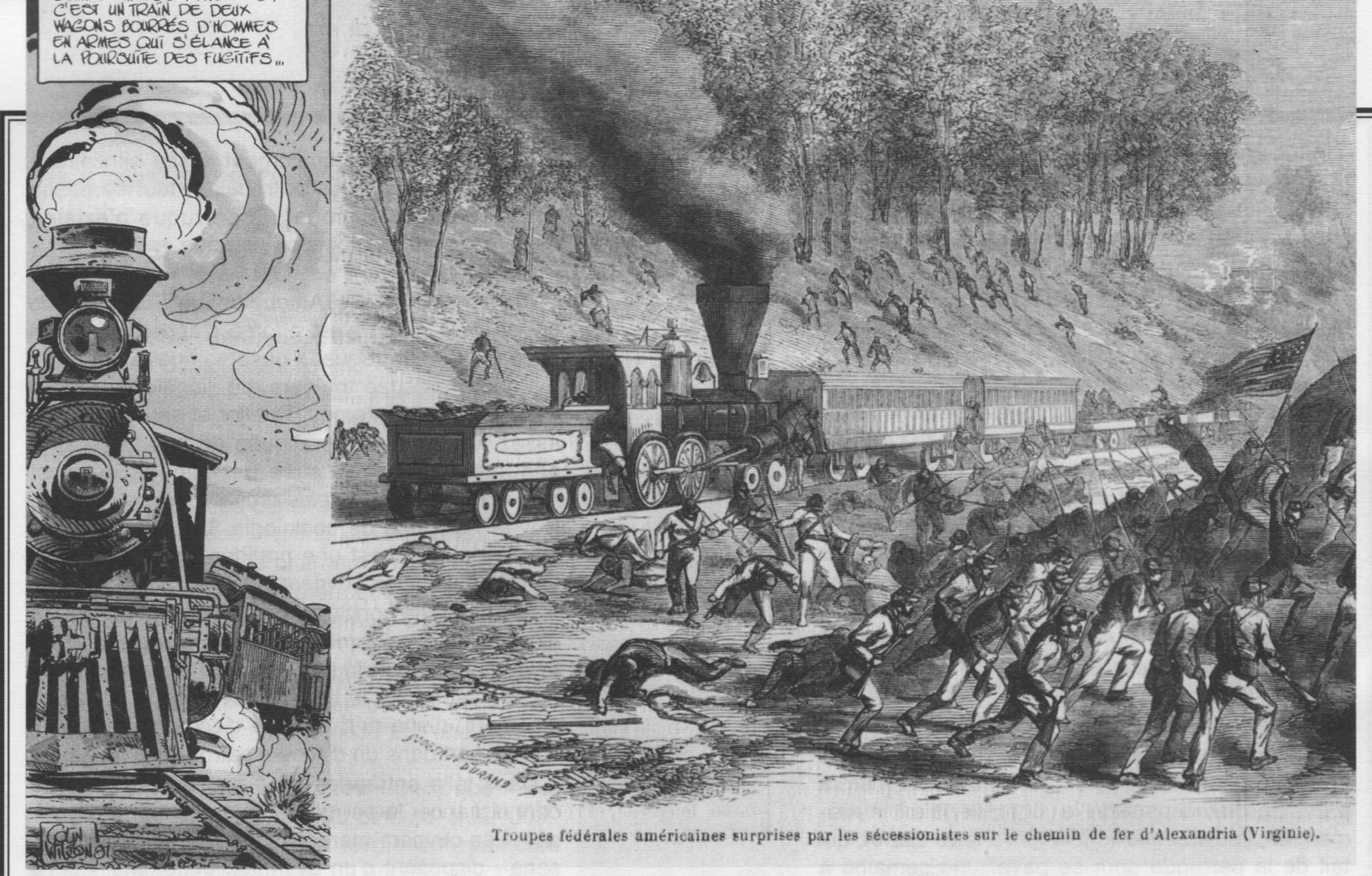
Une telle pratique est intéressante. Elle permet un encadrement de la perruque et une prévention des dérives en même temps qu'elle établit un signe de reconnaissance de l'esprit créateur d'artisans considérés comme parmi les meilleurs de la profession.

Étienne de Banville, qui est chercheur au CNRS à Saint-Étienne sur le système automobile, les rapports interentreprises et le développement local, s'interroge de son côté sur « la puissance de ce potentiel manifesté par la vitalité du phénomène de la perruque: pourquoi certaines directions ne pourraient-elles pas imaginer des formes attirantes pour faire s'exprimer ce potentiel? ».

À l'heure où la distinction entre travail et vie privée devient moins nette, où la frontière entre l'entreprise et son environnement s'estompe, le travail en perruque, loin d'être une pratique ancienne à l'appellation désuète, lance un clin d'œil à la réflexion sur des formes d'activité et de production alliant créativité et flexibilité, liberté et adaptabilité.

L'ère des « sublimes ouvriers » n'est pas achevée.

Bernard Vivier



Troupes fédérales américaines surprises par les sécessionistes sur le chemin de fer d'Alexandria (Virginie).

La BD et la guerre de Sécession

La guerre de Sécession (de 1861 à 1865) reste mal connue en France, du moins du point de vue historique. Elle est bien plus célèbre par la littérature ou le cinéma qui l'ont transformée en mythe. Comment ne pas citer une œuvre comme *Autant en emporte le vent,* objet encore ces derniers temps d'une comédie musicale ?

Et pourtant, la guerre de Sécession fut un conflit particulièrement sanglant (620 000 soldats tués, plus un nombre inconnu de civils), annonçant par bien des aspects les tueries du 20e siècle. Elle ne manque pas d'étonner, ayant été une guerre civile (son autre nom : *The Civil war)* touchant un pays presque toujours épargné par les conflits sur son propre territoire après 1815. C'est pourquoi elle suscite un certain malaise chez les admirateurs de l'Amérique comme si elle contredisait l'image d'unité toute puissante du pays…

L'Histoire de cette guerre a fait l'objet d'une révision historique. On n'ose plus affirmer que l'abolition de l'esclavage fut le but principal des Nordistes. L'expansion industrielle du Nord contre un Sud agricole, la volonté de maintenir l'union du pays (surtout chez Lincoln) justifiaient davantage cette guerre. On découvre le racisme de certains soldats et d'une partie des populations nordistes, en fait très peu préoccupés par la condition des esclaves. Après l'abolition de l'esclavage en 1865, les industriels du Nord et les notables du Sud se sont réconciliés en laissant les anciens esclaves dans un état d'infériorité qui a duré jusqu'au mouvement des Droits civiques, à la fin du 20e siècle, et au-delà…

Un signe de délivrance

Bien que juste, cette analyse est toutefois réductrice. Car rien n'était véritablement écrit à la fin de la guerre de Sécession. Les Noirs bénéficièrent sur le moment d'une certaine liberté : la liberté d'expression, d'accès à l'école et au vote. Le général Sherman tenta même de leur accorder des terres (décret spécial n° 15) mais les réformes se heurtèrent au président Andrew Johnson qui bloqua toutes les mesures prises par le Bureau des Affranchis. Accédant par hasard à la magistrature suprême après l'assassinat de Lincoln en 1865, Johnson était très hostile aux Noirs et les abolitionnistes considérèrent sa nomination comme une catastrophe. Lorsque l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.) lui adressa un télégramme de condoléances, elle dénonça le crime du sudiste Booth contre Lincoln : « Le démon de l'« institution particulariste » pour le règne duquel le Sud a pris les armes ne pouvait permettre à ses adeptes d'être battus honorablement en champ ouvert. Ce qui a commencé dans la trahison ne pouvait finir que dans l'ignominie. » (1). Mais Engels écrivit ensuite à Karl Marx, le rédacteur du télégramme : « A moi aussi, la politique de Johnson plaît de moins en moins. La haine des nègres s'affiche de plus en plus violente, et vis-à-vis des vieux lords du Sud, il se dessaisit de toute autorité. » (2).

Des aventuriers sans scrupules, les « C*artpetbaggers* » se servirent des Noirs pour piller le Sud tandis que le Ku Klux Klan semait la terreur. (3) Finalement, une coalition de députés à laquelle s'associèrent les abolitionnistes parvint à faire voter la mesure *d'impeachement* (destitution) contre Johnson en 1868 mais cela ne sauva pas les Noirs, relégués à un statut d'inférieurs. Et pourtant, la fin de la guerre fut pour les esclaves un signe de délivrance avant cette déception. Il ne faut pas non plus oublier l'œuvre du mouvement abolitionniste. Il y avait d'anciens esclaves comme Fréderik Douglas, auteur des *Mémoires d'un esclave américain* ou Harriet Tubman, organisatrice du « chemin de fer souterrain » permettant aux esclaves fugitifs de se réfugier au Nord (près de 60 000 en dix ans avant la Guerre). H. Tubman attaquera des plantations sudistes pendant le conflit avec une troupe mixte de Noirs et de Blancs. Car, si le racisme était répandu aussi au Nord (comme en témoignent les émeutes de New York en 1863 où des Irlandais s'en prirent aux Noirs pour protester contre le service militaire), un nombre non négligeable de Blancs aidèrent les esclaves. À Boston, des émeutes éclatèrent lorsque la police voulut arrêter des esclaves fugitifs pour les rendre à leurs maîtres sudistes en octobre 1850. Lors des révoltes armées d'esclaves avant la guerre, on trouve presque toujours des Blancs qui partagent parfois leur sort

après la répression jusqu'à la potence. Certains de ces Blancs étaient des Puritains animés par des motifs religieux. Le plus célèbre fut John Brown, organisateur d'un coup de main contre un arsenal de Virginie en 1859 pour appeler au soulèvement des esclaves. Sa troupe fut cernée par des Marines commandés par Robert Lee et Brown fut exécuté avant de devenir un martyr de la cause (4). Des intellectuels condamnaient aussi l'esclavage comme Walt Whitman, Emerson ou Thoreau, auteur d'un *Plaidoyer pour John Brown.*

Exaltation du Sud

Ces précisions sont importantes. Car un autre problème de cette révision excessive est de renforcer le mythe d'un Sud aristocratique et romantique, agressé dans son harmonie agraire. C'est le cas de ce courant de la *New History* d'inspiration libérale. Encore récemment, deux de ces historiens, Robert Fogel et Stanley Engerman ont tenté d'évaluer les châtiments sur les esclaves en divisant le nombre de coups de fouets par celui des esclaves d'une plantation, soit 0,7 par esclave et par an… ! Comme le fait remarquer Howard Zinn : « Si cette statistique (...) montre que les esclaves, pris individuellement, n'étaient pas souvent fouettés, elle permet également d'affirmer que tous les quatre à cinq jours en moyenne un esclave *quelconque* a subi ce châtiment entre 1840 et 1842 ». (5).

Pourtant, le Sud n'a pas besoin de ces renforts tant il bénéficie d'une certaine aura. Dès la fin de la guerre, les anciens officiers sudistes ont publié leurs mémoires, pour donner leur version du conflit. Par la suite, la littérature et le cinéma ont exalté les Sudistes. C'est le cas du film *Naissance d'une Nation* de

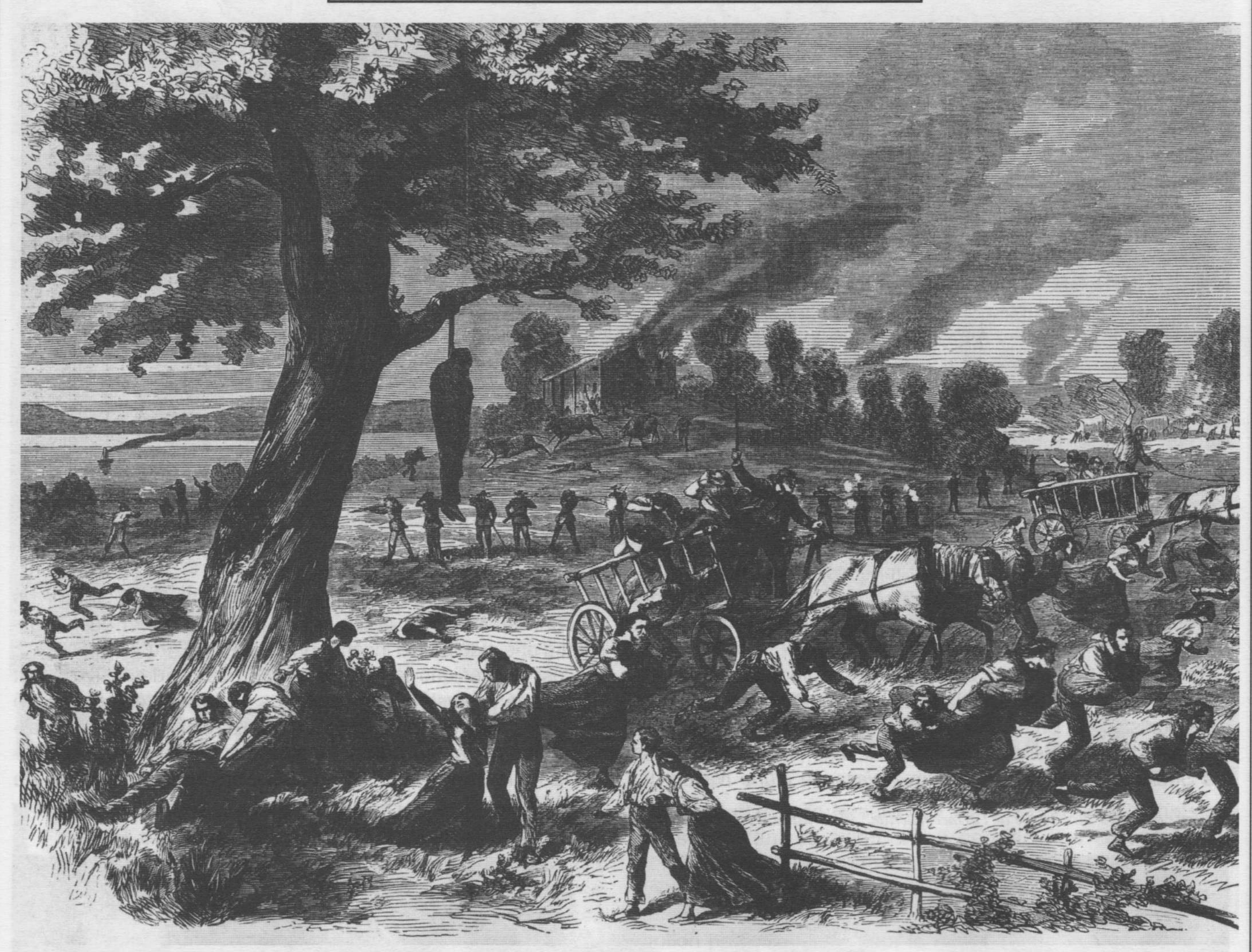


Irréguliers de Virginie.

Griffith (1915) à la gloire du Ku Klux Klan ou d'*Autant en emporte le vent,* livre et film d'inspiration raciste et qui bénéficient d'une indulgence incompréhensible en France (6).

C'est oublier que le Sud, loin d'être sur la défensive, avait développé un système agressif. Les esclavagistes ont essayé d'étendre leur système hors des États-Unis par des débarquements armés en Amérique centrale, comme ceux de Walker au Nicaragua en 1856-1858. Lors de la conquête de

Bataille de Bull's Bun ; fuite de l'armée fédérale. Illustration du 24 août 1861.



Massacres commis par les troupes sécessionnistes dans le Missouri. Illustration du 8 mars 1862.

l'Ouest des Etats-Unis, ils essayèrent de gagner de nouveaux États à leur cause comme le Missouri. Alors que les États non-esclavagistes multipliaient les tentatives de compromis, ils obtinrent le droit de poursuivre les esclaves en fuite au Nord en 1850. Malgré cela, le Sud déclara la guerre et son attitude pendant la guerre fut sans concessions alors que Lincoln semblait prêt à céder beaucoup sur l'esclavage pour mettre fin au conflit. La balance prétendument égale que l'on veut mettre entre les deux camps est loin d'être juste…

Les Tuniques bleues

Comment la bande dessinée évoque-t-elle ce conflit?

La série, *Les Tuniques bleues*, s'adresse a priori à un public de jeunes puisqu'elle paraît dans *Spirou* depuis août 1968. Elle est due à Raoul Cauvin, rejoint par Lambil en 1972 et raconte les aventures du caporal Blutch et du sergent Chesterfield du 22e régiment de cavalerie nordiste. Blutch est un soldat enrôlé de force, râleur, un antimilitariste souvent tenté par la désertion alors que son acolyte, plus naïf et patriote, accepte la guerre et les ordres de ses supérieurs avant d'en découvrir l'absurdité…

Cette BD est nettement antimilitariste ou au moins pacifiste. Les deux héros sont obligés d'accomplir des charges meurtrières sous le feu de l'ennemi, à tel point que les officiers ont du mal à regarnir les rangs du régiment! Les auteurs insistent souvent sur des images de carnages et de désolation qui rappellent les champs de bataille de 14-18 *(Drummer Boy).* Bien sûr, ce rôle suicidaire de la cavalerie est exagéré, celle-ci ne fut plus utilisée pour le combat frontal après les premiers effets des mitrailleuses et des canons. Le pacifisme des auteurs semble d'inspiration religieuse à en juger par un curieux album, *Grumbler et fils* où même Chesterfield souhaite abandonner l'armée pour rejoindre… les Mormons.

Il reste que cette série dont l'inspiration s'épuise (de l'aveu des auteurs eux-mêmes) a produit d'excellents albums, appréciés aussi d'un public adulte comme *Rumberley, Black Face, Blue retro* ou les *Bleus de la Marine.*

Blueberry

L'autre série est dérivée des aventures de Blueberry, un lieutenant qui participe à la conquête de l'Ouest juste après le conflit, et dont le premier récit apparaît dans *Pilote* en 1963. Elle est l'œuvre de J.-M. Charlier (1924-1989) pour le scénario et J. Giraud pour le dessin. En 1968, les auteurs créent une série parallèle, « La jeunesse de Blueberry » située pendant la guerre de Sécession. De plus, dans l'album du cycle western *Ballade pour un cercueil*, ils ont écrit une biographie imaginaire de ce personnage avec des photos détournées. Mike S. Donovan est un fils de planteur sudiste de Géorgie, amené à changer de camp à la suite d'une fausse accusation de meurtre. À cette occasion, il change aussi de nom (Blueberry: myrtille) et devient clairon dans l'armée nordiste pour ne pas tuer ses frères.

S'il change d'avis par la suite, son engagement reste peu convaincant. Les scénaristes nous apprennent qu'il approuvait l'esclavage au temps de la plantation et ses propos sur le conflit montrent une certaine indifférence, ou du moins une certaine neutralité. Blueberry est un soldat de métier…

Cela ne doit pas étonner au vu des opinions très droitières du scénariste Charlier. Avec le dessinateur Hubinon, il a été

l'auteur de *Buck Danny* et il envisageait de s'enrôler dans l'armée israélienne lors de la guerre contre les Arabes de 1948. Par la suite, il tentera en vain de se faire engager comme mercenaire en Afrique ! Le racisme affleure parfois dans plusieurs de ses scénarios, comme on le verra. Depuis sa mort, la série a été reprise par Corteggiani (scénario) et Blanc-Dumont (dessin) qui veulent l'orienter vers le roman-feuilleton du 19e siècle (conspirateurs masqués, sociétés secrètes...) et l'ambiance des films hollywoodiens (des poursuites en train)...

Mythes et portraits

Les mythes de la guerre de Sécession ne sont pas absents de ces deux séries. Dans *Black Face,* les allusions à des scènes d'*Autant en emporte le vent* sont évidentes tandis que dans l'album *La solution Pinkerton,* Corteggiani s'amuse à ridiculiser un certain Rhett Butler et les personnages des Tuniques bleues !

De même, les portraits des officiers sudistes empruntent largement à la légende. Dans *Bronco Benny* (Les Tuniques bleues), le général Lee, dessiné en figure romantique, se lamente sur les pertes causées par une bataille. Dans la réalité, Lee était fort peu économe de ses hommes et provoquait au contraire de véritables boucheries. Comme le rappelle l'historien James Mac Pherson « Le décalage qui existait entre la nature privée de Lee, personnage essentiellement humain (...) et sa personnalité militaire audacieuse et agressive, mais meurtrière pour ses hommes, offre l'un des contrastes les plus frappants de l'histoire de cette guerre » (7).

Pourtant, les deux BD sont bien plus sévères à l'égard du commandement nordiste. Lâches, stupides et cyniques dans les Tuniques bleues, ils ne croient même pas à l'abolition de l'esclavage *(Black Face)* et tremblent devant les Sudistes. C'est surtout la figure de l'incompétent Mac Lellan, révoqué par Lincoln en 1863 qui semble fournir l'archétype du général nordiste. Il est vrai que certains officiers comme Halleck étaient hostiles à l'abolition de l'esclavage et à l'enrôlement de soldats noirs mais le trait est un peu forcé. Dans Blueberry où l'on se pique de vérité historique, on insiste bien lourdement sur l'alcoolisme de Sherman que l'on voit titubant et traité avec mépris par le jeune lieutenant *(Trois hommes pour Atlanta),* ce qui est peu vraisemblable. De même, les tendances à la boisson de Grant et ses efforts pour se désintoxiquer font l'objet d'un album des Tuniques bleues *(L'oreille de Lincoln).* Bizarrement, Lincoln sort seul préservé des critiques. On le dépeint comme le seul homme sérieux et convaincu du camp nordiste, en ignorant ses concessions sur l'esclavage au point de désavouer les généraux qui procédaient à l'abolition de fait dans les territoires libérés. Il ne faut pas oublier que le président fit dispenser des combats son fils tout en envoyant ceux des autres à la boucherie ! C'est encore un héritage de la légende de l'« Honest Abe »... Ces descriptions ne seraient pas trop gênantes si la BD faisait l'objet du même esprit critique concernant les officiers sudistes. Or, Blueberry est littéralement bouche bée devant des généraux comme John Bell Hood *(La solution Pinkerton)* et la BD énumère les hauts faits du commandement sudiste, au point que l'on se prend à sursauter à l'évocation de ceux du général Forrest.

Nathan Bedford Forrest s'est distingué pendant la guerre par le massacre de soldats noirs prisonniers, ainsi que des femmes et des enfants qui les accompagnaient à Fort Pillow près de Memphis en 1864. L'officier blanc qui les commandait fut également assassiné après une soi-disant « tentative de fuite ». On relate même le cas de soldats noirs tués à coups de pelle. Après la guerre, Forrest bénéficiera de la mesure de clémence des Nordistes et fondera le Ku Klux Klan dont il deviendra le premier chef et dirigera les exactions... Brave ? Assurément... mais un regard critique aurait été souhaitable !

La même partialité concerne les « escadrons de la mort » sudistes. Dans les zones envahies par les Nordistes, notamment dans le Missouri, des groupes d'irréguliers se sont créés pour harceler l'occupant. On serait tenté de les qualifier de partisans (ce qu'ils étaient parfois) si certaines bandes n'étaient pas constituées de pillards et de psychopathes. De plus, leurs actions consistant à assassiner des militants abolitionnistes ou des Noirs les rendent bien peu sympathiques. Le cinéma américain les a souvent exaltés *(Joseph Wales hors-la-loi* de Clint Eastwood ou le récent *Chevauchée avec le diable* d'Ang Lee). La plupart de ces combattants étaient issus de familles assez aisées, possédant des esclaves. Rappelons que les fils de planteurs pouvaient échapper au service militaire contrairement aux Sudistes pauvres enrôlés de force pour défendre un système dont ils ne profitaient même pas... Le plus célèbre de ces irréguliers est le sanguinaire





Le massacre de Lawrence le 21 août 1863 façon Tuniques bleues.

William Quantrill entouré de futurs hors-la-loi comme les frères James et Younger (bien entendu, l'image hollywoodienne d'un Jesse James, « bandit au grand cœur » est totalement fausse).

Le massacre de Lawrence

Dans la série Les Tuniques bleues, l'album *Quantrill* est assez anodin. Les auteurs se bornent à rappeler la présence de Jesse James et une case - une seule - montre l'exécution d'un soldat noir. En revanche, deux albums de Blueberry portent sur ce sujet: Les *Démons du Missouri* et *Terreur sur le Kansas.* Dans ces récits, Quantrill n'a rien de sympathique mais ses crimes (jamais montrés dans leur aspect raciste) sont systématiquement mis en balance avec ceux des groupes de contre-guérilla, les fameux « Jayhawkers » du colonel Jennison. Alors que les historiens les plus modérés se bornent à souligner que leur politique de la terre brûlée était aussi criminelle que les raids sudistes, Charlier nous apprend que les Jayhawkers sont « bien pires » que Quantrill. De plus, il leur dénie toute sincérité dans le combat abolitionniste (alors qu'un des fils de John Brown servait dans une de ces unités). Le portrait de Jennison est chargé: c'est celui d'un traître absolu, un fourbe et un lâche que Charlier prend un malin plaisir à faire ramper dans un tas de fumier…

L'épisode est centré sur le massacre de Lawrence le 21 août 1863. Lors d'une tentative d'évasion, les compagnes des membres de la bande de Quantrill moururent en creusant un tunnel sous leur prison. En représailles, des centaines de Sudistes encerclèrent cette ville abolitionniste du Kansas et massacrèrent la population mâle (environ 150 hommes) tandis que « Bloody Bill » Anderson, le Second de Quantrill, découpait les oreilles de ses victimes. Le récit du massacre est assez fidèle même si le site internet de Blueberry nous informe que Lawrence « regorgeait » de « notables », phrase quelque peu complaisante. Ce n'est pas la mort des épouses qui explique cependant les autres atrocités d'Anderson comme à Centralia ou le scalp des civils qui tombaient entre ses mains! Et si Blueberry jure de tuer Quantrill, c'est après le meurtre d'une belle sudiste…

La cause des noirs

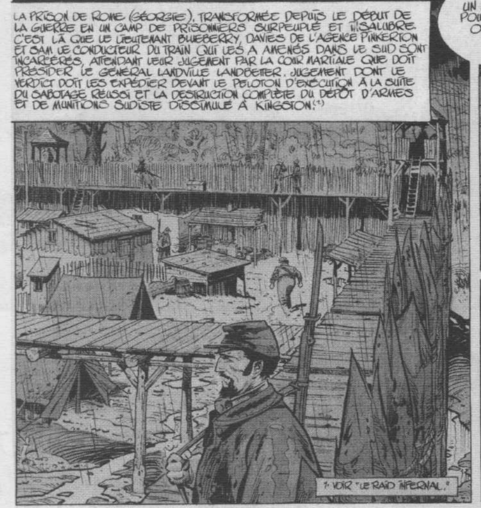
Le problème noir est traité de façon tout aussi expéditive et avec un certain malaise. L'album *Black Face* résume le point de vue des auteurs des Tuniques bleues. Le personnage de Black Face, un soldat noir, est voué aux tâches les plus ingrates jusqu'au jour où les généraux nordistes l'envoient soulever les esclaves derrière les lignes sudistes. Au lieu de cela, il lève une troupe qui s'en prend alternativement à l'un ou l'autre camp car il n'y aurait aucune différence, ce qui le mène jusqu'au suicide. Dans une interview (8), Lambil dénie au Nord le moindre intérêt pour la cause des Noirs, ce qui justifie un tel récit. Il y a un fond de vérité: les soldats noirs ont été longtemps réduits à des tâches dégradantes (comme vider les latrines) et recevaient une solde inférieure au début de la guerre. Ils étaient en butte au racisme de certains soldats blancs mais de là à mettre dos-à-dos les deux camps… Bien qu'excellent, cet album tend à confondre le résultat de la guerre avec les espoirs soulevés par celle-ci. Les esclaves noirs savaient quel était l'ennemi prioritaire et quittaient en masse les plantations à l'arrivée des troupes nordistes. Aussi le récit semble trop réducteur même si on ne peut nier les sentiments généreux du scénariste…

Rien de cela dans Blueberry. Charlier manifeste une indifférence totale au problème de l'esclavage. Un album du cycle western, *La piste des Sioux,* résume son point de vue : un indien décide de quitter les Blancs pour rejoindre ses frères et combattre avec eux. Son geste suscite alors l'incompréhension d'un Noir (qui s'exprime en langage « petit-nègre ») car il n'imagine même pas de se révolter ! Cela dit, Charlier réserve les stéréotypes racistes les plus flagrants aux Mexicains, systématiquement dénoncés dans ses récits… Si ce premier scénariste manifeste de l'indifférence, voire du mépris (on sait que Blueberry est à l'origine un propriétaire d'esclaves), son successeur, Corteggiani manifeste un discret révisionnisme. Le racisme, nous l'avons vu, était présent dans le camp nordiste mais la série Blueberry ignore totalement celui du Sud! La seule scène de lynchage d'un Noir est due à des… Nordistes tandis que l'album Trois *Hommes pour Atlanta* dépeint une vision idyllique du Sud. Un Noir, Homer, embrasse son amie

d'enfance, une Blanche (tenancière de maison close mais quand même ...) et la population noire semble totalement libre dans ce bastion sudiste, utilisant même des armes à feu! Précisons que les Sudistes avaient mis en place dans chaque ville un maillage policier avec des miliciens armés qui ont empêché des révoltes importantes d'esclaves. Quant aux démonstrations d'affection... Même dans le film *Autant en emporte le vent,* on n'aurait pas osé une telle déformation de la réalité bien que l'on y voie des esclaves partir joyeusement creuser des tranchées pour stopper les Yankees...

Les camps

Le dernier thème tout aussi révélateur est celui des camps de prisonniers. Les conditions de détention imposées par les Sudistes ont suscité bien des controverses. Le camp d'Andersonville, en Géorgie, est devenu tristement célèbre puisqu'au moins 13 000 Nordistes y trouvèrent la mort. Ce ne fut pas le seul: celui de Salisbury en Caroline du Nord atteignait 34 % de décès ! mais le sadisme du commandant Henry Wirz et de ses hommes, les conditions inhumaines (pas d'abri, ni d'ombre sous un soleil de plomb, la faim, les maladies) ont fait d'Andersonville un symbole de la cruauté sudiste. Les prisonniers évadés avaient l'aspect de squelettes humains, ce qui causa une vive émotion au Nord. Lincoln refusera cependant les échanges de prisonniers tant que les soldats noirs en étaient exclus. En représailles, le Nord diminuera les rations de ses prisonniers sans réussir à faire fléchir les Sudistes dont les journaux se réjouissaient sans scrupules de la mortalité sévissant à Andersonville.





Dans La poursuite impitoyable, la prison sudiste comme un camp de vacances où les prisonniers jouent aux cartes...

Après la guerre, Henry Wirz fut le seul sudiste jugé et exécuté pour crimes de guerre. Mais, même sur ce point, le Sud refusera toute culpabilité. Un monument a été construit en l'honneur de Wirz par une association pro-confédérée en 1905 et l'État de Géorgie a fait apposer deux plaques niant les crimes commis dans le camp. Pourtant, des travaux récents (qui ont abouti à la réalisation d'un téléfilm aux États-Unis) font d'Andersonville le prototype des camps de concentration du 20e siècle, même si la pénurie sévissant dans le Sud a pu aggraver le sort des prisonniers.

Bien entendu, la fiction a peu traité ce sujet gênant. Dans le western spaghetti *Le Bon, la Brute et le Truand,* on nous décrit un camp où sévit la torture, mais il est... nordiste, ce qui est totalement faux historiquement! Un album des Tuniques bleues, *La prison de Roberisonville* se risque à une description comique. Le sadisme des geôliers y est dénoncé cependant, encore que les conditions de détention y paraissent encore trop douces (logement en baraques, repas réguliers) mais on ne peut faire de reproches aux auteurs qui livrent d'ailleurs un récit assez réussi. Dans Blueberry, ce sujet est bien sûr absent. La seule description d'une prison sudiste *(La poursuite impitoyable)* ressemble à celle d'un camp de vacances où Blueberry et un autre prisonnier (noir!) jouent aux cartes avec le directeur du camp. Sans commentaires...

BD et Histoire

En résumé, on peut voir que la BD hérite des mythes de la guerre de Sécession et même lorsqu'elle prétend à l'objectivité historique, en renvoyant les deux camps dos à dos, elle tend souvent à favoriser une certaine réhabilitation du Sud. C'est bien plus le cas dans Blueberry que dans les Tuniques bleues, série a priori moins sérieuse mais beaucoup mieux documentée et plus honnête.

On sait que cette guerre, extrêmement sanglante, ne vit pas de réelle émancipation des Noirs mais faut-il regretter pour autant le temps de l'esclavage? L'absence de culpabilité du Sud, encore décuplée par un récent développement économique, se traduit par une mentalité assez réactionnaire dont George Bush est le digne représentant actuel (9) et on ne peut ignorer que le drapeau confédéré reste un emblème très prisé au sein de l'extrême-droite européenne. Si le vrai but de l'historien est d'aller à l'encontre des idées reçues, nul doute qu'un rééquilibrage s'impose après avoir dénoncé pendant des années, et justement, les buts de guerre nordistes et les appétits de leurs industriels...

Laissons le mot de la fin au poète Walt Whitman, l'auteur de *Feuilles d'herbes.* Celui-ci s'engagea dans l'armée nordiste mais comme ambulancier pour ne pas porter les armes et tuer ses semblables. Il faisait cependant une exception dans un cas bien précis: « L'esclave fugitif s'approcha de chez nous et s'arrêta devant la maison,/ Par la coupure ouverte de la porte de la cuisine je l'aperçus chancelant et à bout de forces,/ Et allai vers le tronc d'arbre où il était assis et le fis entrer et le rassurai,/ Et apportai de l'eau et remplis un baquet pour son corps en sueur et ses pieds déchirés (...)/ Et me rappelle lui avoir posé des emplâtres sur les écorchures de son cou et de ses chevilles ;/ Il resta une semaine chez moi avant d'être remis et de gagner le Nord,/ Je le fis assoir auprès de moi à table/ Mon mousquet posé dans le coin. »

Yves Blavier

(1) Voir le recueil assez ancien de Marx/Engels: La *guerre civile aux États-Unis,* Paris, 1970, pp. 244-246

(2) Id. p. 244 la note de bas de page

(3) Un recueil de textes passionnant mais malheureusement épuisé montre bien les enjeux politiques et sociaux après la guerre: Godfroy Hodgson: *Carpetbaggers et Ku Klux Klan,* Paris, 1966.

(4) La chanson *John Brown's Body* devint un chanson de marche de l'armée nordiste.

Récemment, l'écrivain Russel Banks a publié un roman ironique, souvent juste mais de critique un peu facile contre ce puritain: *Pourfendeur de nuages (Ed.* Actes Sud)

(5) H. Zinn: *Une histoire populaire des États-Unis,* Paris, 2002, p. 201

6) Dans ce film, Scarlett gifle par exemple une « stupide négresse » (sic).Lorsqu'on reprocha à l'actrice noire, Hattie Mac Daniel d'avoir accepté le rôle de la « nounou » de Scarlett, elle réplique: « Pourquoi me plaindrais-je de gagner 7000 dollars par semaine en jouant les servantes? Si je ne le faisais pas, j'en gagnerais 7 à en être une ». (cité par J. Meyer: *Esclaves et négriers,* Paris, 1986, p. 166. M. Fabre a publié un recueil qui montre que les esclaves furent loin d'être aussi passifs qu'on le pense et animèrent des révoltes régulières tenus cependant en échec par l'appareil répressif des Sudistes: *Esclaves et planteurs,* Paris, 1970.

(7) J. Mac Pherson: *La guerre de Sécession,* Paris, 199 1, p. 516.

(8) Voir à ce sujet, la biographie de Ph. Cauvin: *W. Lambil,* Paris, 2004

(9) Il serait intéressant de comparer la carte des États confédérés avec celle des États appliquant actuellement la peine de mort avec sévérité...

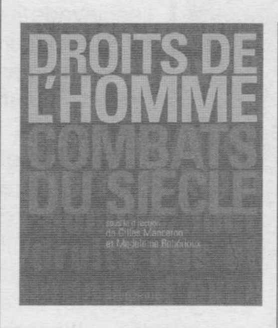




"LE" CHAMBAZ
L'Humanité 1904-2004 de Bernard Chambaz se situe, naturellement, hors concours parmi les livres publiés à l'occasion du premier centenaire de la feuille lancée le lundi 18 avril 1904 par Jean Jaurès.
Fils (nul n'est parfait) d'un ancien dirigeant du PCF, poète, romancier, essayiste, Bernard Chambaz a une connaissance excellente du cyclisme (on l'imagine, volontiers, courant des Six Jours avec Jean-Emmanuel Ducoin, rédacteur en chef exécutif de *l'Humanité*.
Dans cet album à la riche iconographie avec en couverture une mémorable photo du grandissime Robert Capa, Bernard Chambaz raconte, évoque, rappelle, souligne, insiste sur l'histoire tourmentée d'un journal qui, à partir de 1921, exprime les tournants, virages, sinuosités, regrets, condamnations, dénonciations d'un Parti Communiste Français qui suit, à l'aveugle, les consignes et ordres de l'Internationale stalinienne.
L'Humanité, pour des temps plus ou moins longs, accueille des plumes talentueuses. Quelques-unes comme celle de Marcel Cachin sont d'une fidélité absolue.
Ces dernières années *l'Humanité* a abandonné faucille et marteau (*La Croix*, autre titre plus que centenaire avait remisé son crucifix pour séduire un lectorat moins catho) puis sa référence au Comité Central. Le C.C. remplacé par un Conseil National est, lui aussi, rangé dans les greniers à souvenirs.
L'Humanité, détestée ou adorée, appartient à l'histoire de la gauche. Elle exprime, à sa manière, les exigences et les espérances d'une classe ouvrière combattue par les Raffarin et les barons Ernest-Antoine Seillière de ce siècle. Elle croit, vérité oubliée, dans l'indispensable "lutte de classes".
Bernard Chambaz, d'une plume vive, élégante, riche, retrace une aventure éditoriale.

Pierre Ysmal

L'Humanité 1904-2004 *par Bernard Chambaz, Seuil/ L'Humanité, 366 p. 39 € (excellent rapport qualité/prix).*



DROITS DE L'HOMME
Jean Lacouture a raison dans sa préface à ce livre publié dans le cadre de l'exposition Droits de l'homme Combats du siècle (Musée d'histoire contemporaine-BIDC) aux Invalides jusqu'au 18 décembre 2004) d'évoquer la grande figure de Francis de Pressensé. Le deuxième président de la Ligue des Droits de l'Homme, éditorialiste talentueux, quitte *Le Temps* "La bourgeoisie faite journal" selon l'appréciation de Jean Jaurès pour rejoindre *l'Humanité* dès le printemps 1904.
Cet ouvrage publié sous la direction (éclairée) de Gilles Manceron et de Madeleine Rébérioux suit toutes les innombrables batailles de la Ligue.
De l'affaire Dreyfus au droit de vote pour les femmes (le réactionnaire Sénat le bloque tout au long de la IIIe République), de l'abolition de la peine de mort (il faut attendre 1981 et l'éloquence de Robert Badinter, Garde des Sceaux pour l'obtenir), des droits pour les "indigènes" de l'immense empire colonial français aux luttes contre le facisme, les Ligueurs sont au premier rang.
Quelques beaux esprits les jugent "ringards". Ceux qui portent cette appréciation sont des réactionnaires fieffés. En 1920, le PCF, sur ordre de Moscou, interdit la double appartenance. Il en fut de même pour la Franc-maçonnerie.
Les choses, tardivement, se modifièrent.
Allez à l'exposition et lisez le livre.
Seuil/BDCI,
262 p. 35 €.

P. Y.

DEUX SIECLES DE DEBATS RÉPUBLICAINS (1792-2004)
"Livre politique au service de l'idée républicaine ; livre citoyen au service de la compréhension des débats du forum ; livre universitaire au service de la connaissance : telle est la triple vocation de cet ouvrage qui n'a pu voir le jour qu'au terme d'une véritable aventure intellectuelle" souligne Paul Baquiast dans l'introduction de cet ouvrage qui rassemble les actes d'un récent colloque.
Président de l'Association des amis d'Eugène et Camille Pelletan, ancien chargé de cours à l'Institut catholique de Paris, membre actif du bureau de l'Union des Républicains Radicaux, Paul Baquiast devient un bon connaisseur d'une famille politique devenue, au fil des décennies, une espèce en voie de disparition.
Parmi les contributions, il est opportun de s'attarder sur celles de Judith F. Stone (les Républicains et la question de la femme 1852-1914 ; de Paul Marcus (les Républicains face au fait colonial et à la décolonisation 1792-1962) ; la police : une institution (relativement) républicaine en débat 1789-2004 d'Alain Bauer. L'ancien Grand Maître du Grand Orient de France demande, avec raison, de "rouvrir" le débat sur le rôle, la place, le fonctionnement d'une police "au service" de la République. Un vœu ratifié par tous les citoyens mais quelle majorité a cette exigence ?

P.Y.

L'Harmattan, 198 p. 17,50 €



PETIT TRAITÉ D'ÉTHIQUE ET DE BELLE HUMEUR
par Théo Klein
Avocat international, essayiste (genre talentueux), responsable (actif) de la résistance juive, président (1983-1989) du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), Théo Klein, dans ce mince livre, manifeste une liberté de ton et de jugement devenue l'exception.
Il rappelle des vérités trop oubliées à ceux tentés par le repli communautaire.
"Être juif, ami d'Israël écrit-il, n'autorise personne à se libérer de sa propre obligation de reconnaître les faits et de les juger en conscience. L'intensité de cette obligation demeure le choix de chacun : parler ou se taire, mais ne jamais négliger de regarder la réalité en face".
Théo poursuit : "Nous devons refuser de nous enfermer dans la crainte, en refusant de nous sentir totalement libres, citoyens de notre pays et du monde, en craignant que la vérité nous éclabousse et en imaginant qu'elle puisse être niée ; en nous enfermant dans une bulle communautaire. N'est-ce pas le choix de la plupart des juifs vivant en France que de participer à la rude aventure de l'humanité ?"
Me Klein plaide pour l'intelligence. Elle n'est pas la chose du monde la mieux partagée !

P.Y.

Editions Liana Levi, 160 p. 14 €

HISTOIRE DE L'ANGLOPHOBIE EN FRANCE, DE JEANNE D'ARC À LA VACHE FOLLE.
par Jean Guiffan
"Certes, il ne nous sied pas, à nous instituteurs français, de prêcher aux enfants de nos écoles l'aversion de ceux qui ont contribué à l'abaissement de la France – quoique la haine de l'ennemi ne soit après tout qu'une des formes de l'amour de la Patrie." écrivait Edmond About dans *Le Drapeau* du 12.09.1885. Effrayante justification de la haine qui suinte dans les manuels d'histoire – et à un degré moindre dans les livres de lecture – jusque dans les années 1940 et même 50 (par le jeu des rééditions de manuels, mis à jour mais non retouchés).
Jean Guiffan a choisi de nous conter l'histoire des rapports entre la «Perfide Albion» et la France, en l'observant sous l'angle de la xénophobie et en émaillant son étude de manifestations d'anglophobie en tout genre. C'est dire que l'ouvrage fourmille de citations qui participèrent – participent encore – au "bourrage de crâne" et au chauvinisme. L'auteur a exploré de nombreux manuels d'histoire des écoles publiques et privées, il y consacre 20 pages (sur 270), véritable condensé d'intoxication à l'usage des écoliers. Il fait le tour du sujet, des poètes et chroniqueurs du moyen âge aux journalistes et auteurs contemporains, explorant avec minutie tous les domaines, jusqu'à la chanson et au sport : boxeurs et rugbymen n'en finissent pas de venger Jeanne d'Arc, Napoléon, Trafalgar, Fachoda... C'est souvent drôle, mais ça reste inquiétant. Inquiétant, parce que même après 1870, lorsque le Prussien devint l'ennemi privilégié, l'Anglais ne perdit rien de son statut d'ennemi héréditaire. La nouvelle Entente Cordiale de 1904 n'y fit pas grand-chose, et la "cure de Vichy des anglophobes" porta au paroxysme de l'odieux les délires verbaux des xénophobes.
Précisons que Guiffan n'a pas passé sous silence l'anglophilie et l'anglomanie qui a fait l'honneur de certains auteurs. Enfin, il a su émailler son texte d'illustrations pertinentes et retrouver des documents rares. Je ne résiste pas à en citer un. Il s'agit d'un tract qui circulait en 1913, neuf ans après la dernière Entente Cordiale : "A notre jeunesse nationale catholique, les francs-maçons et laïciseurs ont opposé une jeunesse laïque anglaise, les boy-scouts, mot anglais qui signifie, dit-on, éclaireurs. Parents français, nos francs-maçons laïciseurs veulent faire de vos petits enfants de petits Anglais ! Aujourd'hui ils travaillent pour l'Angleterre comme hier ils travaillaient pour l'Allemagne. Petits enfants de France, retirez-vous de leurs rangs. [...] Toute société qui a écarté le prêtre catholique cache un pasteur ou un rabbin qui travaillent pour le compte de l'Angleterre ou de la Prusse." Cela nous fait pas mal d'ennemis : Anglais, Prussiens, Juifs, Protestants, Francs-maçons, dans le même sac, tous alliés contre

Histoire et histoires en BD



Le jeudi 1er juillet 2004, à l'aube, *Pif Gadget* est revenu dans les kiosques ! Une excellente nouvelle qui nous change du 369ème épisode de la lutte impitoyable entre un Jacques Chirac vieilli et un Nicolas Sarkozy aux dents affûtées sous le regard terne de Jean-Pierre Raffarin qui n'en finit pas d'écouter les suggestions du baron Ernest-Antoine Seillière.

Une excellente nouvelle car nous allions prendre un bain de jeunesse pour nous rappeller quand nos adorables têtes blondes (Marianne et Catherine) se penchaient sur cet hebdomadaire aux saines valeurs républicaines.

Une excellente nouvelle car nous allions voir si l'imagination de Patrick Apel-Miller (P.A.M. pour les dames, admirateur de George Sand car nul n'est parfait) va être dans la foulée de ses glorieux aînés. Il entre dans la carrière avec de nobles et fières ambitions. Il cultive le réalisme en ne se fixant pas d'impossibles records mais en sachant raison garder.

Pif Gadget, à partir de septembre, va devenir un mensuel.

Ce premier numéro permet de retrouver Dr Justice, Pifou, Placid et Muzo, de monter un aquarium pour des pifises, etc, etc, etc.

Jacques Talent Ferrandez

Carnets d'Orient de Jacques Ferrandez demeure un bonheur car, avec un talent incomparable, il offre une série intelligente. Il évite de matraquer, d'imposer ses vérités. Il cultive les nuances dans un univers



où les affirmations tranchées entendent s'imposer.

Rue de la bombe, tome VII des *Carnets d'Orient*, débute à Alger le 9 août 1956. Le lundi 2 janvier 1956, le Front Républicain gagne les élections législatives. Jean-Marie Le Pen surgit au Palais Bourbon sous les couleurs de Pierre Poujade, boutiquier démagogue qui fédère, un temps, nostalgiques, aigris, réactionnaires incapables de trouver une place dans les partis traditionnels.

Guy Mollet, président du Conseil, installe à Alger dans le rôle de proconsul le sinistre Robert Lacoste.

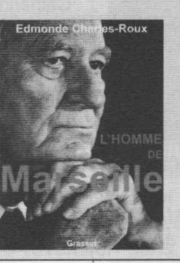
Généraux, colonels, commandants, capitaines, lieutenants entendent se venger de la "perte" de l'Indochine en pratiquant la politique du pire. La torture se développe et gangrène des soldats du contingent.

En face, le FLN ne compte pas dans ses rangs que des humanistes familiers de saint Augustin…

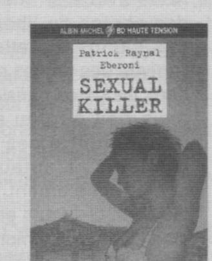
Dans ce volume dédié à Edmond Charlot, éditeur à Alger, d'Albert Camus (1936/1937) Jacques Ferrandez évoque des attentats à la bombe, relate une guerre implacable conduite par des adversaires féroces.

Parmi les innombrables ouvrages rédigés sur ce drame, les *Carnets d'Orient* s'inscrivent au premier plan. Ils dessinent et mettent en mots la tragédie.

Marseille



Edmonde Charles-Roux, Présidente de l'Académie Goncourt, Présidente de la société des Amis de *L'Humanité*, avec *L'homme de Marseille* consacre un bel et vif hommage à Gaston Defferre, son époux.



Albert Londres, grand reporter, note en 1927, dans *Marseille, porte du Sud* "Marseille est une ville heureuse où passent beaucoup de malheureux".

Patrick Raynal, maître de la série noire, avec la complicité aux pinceaux d'Eberoni se penche sur une Sexual Killer.

Jeune, belle, ardente, seule, elle se promène dans la cité phocéenne. Elles exécute, entre deux coups de fil à sa mère, des mâles en rut séduits par ses prometteuses rondeurs. Le suicide final est la plus belle fleur de cet odorant bouquet. A déguster de préférence avec une véritable bouillabaisse. Se méfier des arnaques du Vieux Port.

Le duo belge

Schuiten et Peeters, la grande équipe belge, n'a pas besoin de se doper pour l'emporter.

La frontière invisible, tome II des *Cités obscures*, s'accompagne d'une indispensable carte physique de la Sodrovno-Voldachie. Ce pays mérite les héros et le président imaginés, merveilleusement, par Schuiten et Peeters, le duo gagnant d'outre-Quiévrain.

Pierre Ysmal

Pif Gadget, 3,90 € ; *Rue de la bombe* par Jacques Ferrandez, Casterman ; *L'homme de Marseille* par Edmonde Charles-Roux, Grasset ; *Sexual Killer* par Patrick Raynal et Eberoni, Albin Michel ; *La frontière invisible* par Schuiten et Peeters, Casterman.

la “fille aînée de l'Église”, patrie de la Liberté.

Ceux qui ont lu son remarquable ouvrage – paru chez le même éditeur –, *La Bretagne et l'affaire Dreyfus* (indispensable complément de tout ce qui existe déjà sur le sujet), retrouveront avec bonheur l'écriture alerte d'un historien rigoureux.

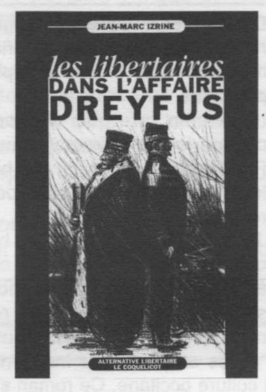
Lucien Seroux

Éditions Terre de Brume, Rennes. 2004. 278 pages. 20 €

LES LIBERTAIRES DANS L'AFFAIRE DREYFUS

Jean-Marc Izrine rappelle et défend ici le travail de terrain mené par les libertaires pendant l'affaire Dreyfus. Une action bien concrète souvent oubliée par nos historiens officiels qui ne s'attachent qu'aux personnalités que l'on qualifierait aujourd'hui de médiatiques.

Dans le procès régulièrement fait au mouvement anarchiste pour ses dérives antisémites qui l'auraient conduit plus tard à un désengagement voire



à une approbation de la collaboration au temps de l'occupation allemande, l'auteur plaide de manière argumentée en soulignant le rôle déterminant de militants qui, à la suite de Bernard Lazare, premier défenseur de Dreyfus, ont fait prendre conscience à la gauche et à d'autres du danger raciste. Un choix décisif pour l'histoire à venir.

Les libertaires dans l'Affaire Dreyfus - Jean-Marc Izrine - Alternative libertaire Le coquelicot - 140 p. - 13 €.

ROBERTO CLEMENS GALLETTI DI CADILHAC

Un pionnier méconnu de la télégraphie sans fil*

Peu d'ouvrages fiables ont été consacrés au cours des années récentes à l'histoire et au développement des télécommunications.

Hors des grands espaces éditoriaux, un livre consacré à un pionnier de la radiotélégraphie à grande distance, Roberto Cle-

HAVRE PAS SI LIBRE...

Pierre Aubéry tient une chronique originale sur les États-Unis, “La voix de l'Amérique” dans la *Revue prolétarienne*, fondée par le syndicaliste Pierre Monatte (1881-1960), ennemi du réformisme mou comme du stalinisme. Professeur d'université en Amérique du Nord, aujourd'hui retraité, P. Aubéry est entre autres l'auteur, parallèlement à de nombreux articles sur le mouvement social, d'un essai important, *Pour une lecture ouvrière de la littérature* (Les éditions syndicalistes, 1970) et d'un livre sur *Les Milieux juifs de la France contemporaine à travers leurs écrivains* (Plon, 1962).

Mais avant son émigration, au début des années 50, il a été docker puis journaliste, au moment où la Libération faisait espérer des lendemains radieux pour une presse enfin libre. C'est au Havre qu'il a vécu une expérience de “simple rédacteur”, témoin du naufrage du rêve d'une presse à la fois indépendante, diverse, réellement au service de ses lecteurs. Adolescent, il apprend la lecture (et prend goût au journalisme) en lisant *Le Petit Havre*, surnommé *Le Petit Menteur.* Compromis par son collaborationnisme engagé, le journal disparaît en 1944 et c'est dans une ville dévastée par un siège terrible qu'une nouvelle équipe entreprend de créer *Le Havre Libre.* Après un récit du déclin de ce titre, vite contrôlé par des milieux assez peu préoccupés par l'idéal de la Résistance, jusqu'à son rachat final par le groupe Hersant en 1986, P. Aubéry conclut: “Les vrais pouvoirs économiques et politiques pourraient bien s'apercevoir qu'au moment où il s'imaginent avoir conquis le contrôle total de la presse, celle-ci aura perdu à force de docilité et de conformisme toute crédibilité et toute influence sur l'opinion.” Les rachats récents de titres par le groupe Dassault donnent quelque actualité à cette conclusion.

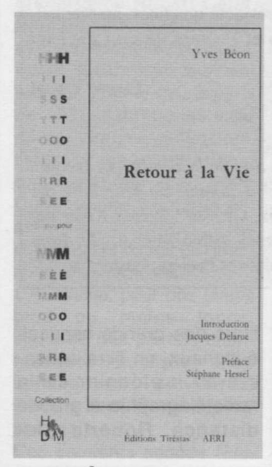
JKP

• P. Aubéry, « Les illusions perdues d'un journaliste de province », brochure de 29 pages, Le Havre, supplément au n° 144 du Libertaire, revue de synthèse anarchiste, B.P. 745, 76060 Le Havre, printemps 2004.

mens Galletti di Cadilhac est l'occasion de rappeler quelques étapes importantes de la communication par les ondes, de l'anticipation aux moyens les plus récents.
Ce travail est dû à l'initiative de l'association qui a ouvert en Savoie un musée consacré au pionnier qui avait choisi d'installer, à la veille de la première guerre mondiale, un puissant émetteur dans cette région. Le commandement militaire, plus soucieux de réglementation autoritaire que d'efficacité, n'a pas su, à l'époque, utiliser les ressources offertes et que la station de la Tour Eiffel ne proposait pas alors.

J.J. Ledos

**Édité à compte d'auteur par Gérard Châtel, rue de la Mairie, 74440, Taninges.*
Disponible au Musée Galletti, Ancien Presbytère, 73240, Saint-Maurice-de-Rotherens.

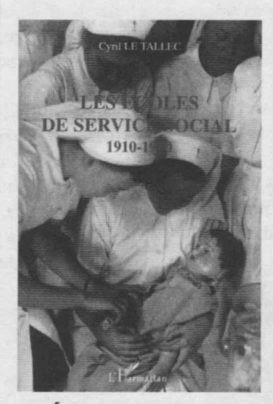


RETOUR À LA VIE

Bergen-Belsen, 16 avril 1945
...Les uns après les autres, des hommes sortent des casernes et, hésitants, viennent se ranger par rangs de cinq sur la place d'Appel. Bien sûr, ils savent qu'ils sont libres depuis la veille. Mais, être libre, qu'est-ce que cela veut dire, peut-être que les Anglais vont faire des appels... La place est parsemée de morts et de mourants... Les Anglais qui sont arrivés hier étaient des troupes de choc, ceux qui ont tout connu de la casse que produit une guerre. Et pourtant la plupart d'entre eux ont vomi en nous voyant. Ils ne pouvaient imaginer une pareille chose.
Le témoignage poignant d'Yves Béon commence là où la plupart des récits sur la déportation s'arrêtent. Nous avons en mémoire des photos de libération des camps et celles de l'arrivée des tenues rayées dans les gares parisiennes mais rien ou peu sur la période entre ces deux moments. L'auteur raconte, simplement, terriblement, ces jours entre la vie et la mort. La mort pour beaucoup, et injustement même pour ceux qui s'accrochent à cette liberté qui n'en est pas une avant le retour chez soi, comme avant. De toute façon, l'avant n'existe plus.

CV

Retour à la Vie. Yves Béon Éditions Tirésias - AERI 10 €



LES ÉCOLES DE SERVICE SOCIAL 1910-1940

Après les *Assistantes sociales durant les années quarante* et *La naissance des Centres de formation professionnelle* (voir *Gavroche* 135/136), Cyril Le Tallec nous dresse ici un inventaire des structures de l'enseignement du service social notamment mises en place après le décret créant en 1932 le diplôme d'assistante de service social. C'est à la suite des effets de la crise américaine de 1929, tardifs mais profonds, que l'État décide la mise en place de ce diplôme contrôlé par le Ministère de la santé publique.
Le rôle des écoles reconnues administrativement pour la préparation de ce diplôme consiste essentiellement à faire connaître les lois sociales et leur interprétation "pour en faire une judicieuse application à tous les cas individuels".
Le livre présente également les grandes lignes de l'enseignement du service social en Belgique à la même époque pour en relever similitudes et différences.

L'Harmattan - 194 p. 17 €.



Verrier, céramiste, ébéniste, Emile Gallé n'est pour beaucoup qu'un artiste de renom associé à l'Art nouveau, ce qui n'est déjà pas si mal... Bertrand Tillier s'attache à nous faire découvrir chez cet homme une qualité assez rarement mise en avant: son engagement pour la vérité et la justice lors de l'affaire Dreyfus.
Non seulement l'homme s'est montré ardent militant mais l'artiste a inscrit ce combat dans ses œuvres. Pour peu qu'on soit invité à regarder de plus près comme nous y incite l'auteur, on découvre le message laissé par Gallé. Ainsi pour ces deux vases, en reproduction couleur dans le livre, qui furent créés pour l'exposition universelle de 1900, "les Hommes noirs" et "les Ormes" la correspondance de Gallé révèle que s'il doutait un moment de pouvoir inscrire un sens satirique dans "cette matière claire, fragile, translucide qu'est le verre", il y est parvenu.
Pour le vase, Les Hommes noirs, Bertrand Tillier y voit une sorte de quintessence et d'aboutissement. "...la ciguë noire, citée comme symbole du mensonge et de la calomnie et comme métaphore de la mauvaise encre - antydreyfusarde, insultante et destructrice. Cette verrerie est également conçue selon des effets de matières et de teintes opposant le mat et le brillant, le noir épais et le jaune lumineux, par allusion aux ténèbres de l'Affaire, aux hommes de l'ombre que furent les comploteurs, à l'obscurantisme du jésuitisme et de l'antisémitisme stigmatisés et dénoncés."
Bertrand Tillier ne se limite pas à donner à voir dans les œuvres mais nous révèle la personnalité attachante de cet artiste épris d'un art pour tous qui n'oublia pas son rôle de citoyen. La vie de Gallé, artiste mais aussi commerçant et industriel, ainsi racontée, montre bien que son entrée en dreyfusisme ne fut pas accidentelle et encore moins marginale. C'est bien qu'un livre nous l'apprenne.

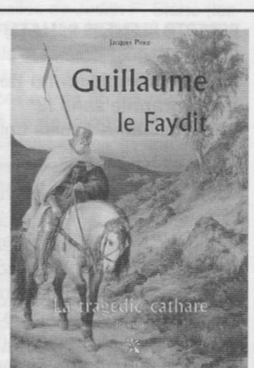
CV

Emile Gallé - Le verrier dreyfusard - Bertrand Tillier - Éditions de l'Amateur - 125 p.

THÉATRE CHEZ LA PORTIERE, FIGURES THÉATRALES DU XIXe SIECLE

Catherine de Seynes-Bazaine évoque en un magnifique spectacle d'un peu plus d'une heure, présenté récemment à Paris, les hommes et les femmes qui ont inspiré ou fait le théâtre au dix-neuvième siècle: Napoléon (tragediante, comediante !), Talma, Hugo, Frédérick Lemaître, Mlle Mars, Rachel, Deburau,Offenbach, Sarah Bernhardt, Antoine, Lugné Poë, Jarry et Edmond Rostand. Elle interprète une revue, genre très prisé sur les scènes des boulevards d'alors.
On rit, on pleure, on est souvent ému par cette magie qui, à partir d'une simple étoffe et d'un visage éclairé vous transporte, par la grâce d'un beau texte, dans un monde évanoui, qui se met à revivre, à exploser parfois.
Cette comédienne travaille avec le scénographe Jean-Baptiste Manessier, à un vaste projet d'expositions sur l'histoire du théâtre français, qu'elle illustre bien par sa vaillance, son talent... sans intermittences.
C. de Seynes-Bazaine 76, rue Dutot 75015 Paris 01. 47. 36. 05. 03/ 06. 85. 54. 60. 78.

JKP



Dans la lettre qui accompagne l'envoi de son troisième roman, Jacques Pince, abonné à la revue, note qu'il serait heureux et fier si son livre plaît à *Gavroche*. Eh bien, il peut l'être.
Il est bien rare que *Gavroche* s'aventure aussi loin, comme le fait ce roman pour les années 1210 à 1240. Profitons-en pour inviter des historiens à nous faire part de leurs recherches sur ces époques peu explorées par la revue.
Jacques Pince, lui, n'est pas historien. Mais... « J'ai pensé que les gens du pays d'Oc, confrontés comme nous tous à la banalisation et à la mondialisation des idées qui s'annoncent pourraient se retrouver dans ce texte qui montre comment, sous couvert de religion, les terres "mises en proie" par Innocent III ont servi à asseoir une autre société à la place de la culture occitane. Ce roman s'appuie évidemment sur des faits avérés (Bram, Minerve, Montségur, etc) et la nouveauté consiste au lieu des habituelles litanies reprenant les écrits de l'inquisition, à les avoir rendu vivantes en les faisant suivre par un héros à la fois humain et victime. Je pense que bien des situations actuelles, avec leurs particularités et leur contemporanéité évidemment, relèvent du même processus, toujours renouvelé, la loi du plus fort ».
C'est contre cette loi, ce danger venu du nord que le héros du roman, Guillaume, va se battre avec tous ceux qui, comme lui avaient une histoire commune, une même culture, une même langue, leurs lois et leurs coutumes. Son combat s'arrête le 16 mars 1244. En même temps que les derniers Parfaits sortis de Montségur pour périr dans les flammes des assaillants, Guillaume revient sur ses terres dont il s'était trouvé dépossédé. Reconnu il est battu à mort par deux «romieux» encouragés par un curé. Guillaume de Sahuc n'était plus que Guillaume le Faydit, le seigneur sans terres. «Ceux qui prennent les vies et les terres» n'avaient plus rien à prendre.
A la lecture on sent bien que l'auteur est né sur cette terre ariégeoise faite pour le bonheur de vivre et d'aimer et non pour cette tragédie qui ne doit cependant pas être oubliée. Bien au contraire.

CV

Jacques Pince *Guillaume, le Faydit. La tragédie cathare. Éditions Créer. 299 p. - 23 €*



LE MYTHE DE L'ALLERGIE FRANÇAISE AU FASCISME

Cet ouvrage a la prétention de remettre en question la thèse largement répandue selon laquelle la France n'a jamais connu de réel mouvement fasciste, qu'elle serait en quelque sorte allergique au fascisme, au nom d'une tradition républicaine et démocratique bien enracinée. En quelque sorte, le tempérament des Français (pour ne pas dire, comme c'était encore le cas il y a moins d'un demi-siècle, « l'âme des Français ») serait incompatible avec le fascisme. L'extrême droite française ne serait pas de même nature que le nazisme et le fascisme italien.
Michel Dobry commence par analyser les erreurs de cette thèse, notamment le fait de tout mesurer sur l'échelle des fascismes qui ont réussi, ceux d'Allemagne et d'Italie. Il replace cette thèse immunitaire dans son contexte et critique ses textes fondateurs (notamment René Rémond). Il nous rappelle que cette thèse correspond aussi à une volonté de laver la France de la souillure collaborationniste, dans les années 50, en réduisant le caractère idéologique de la collaboration.
Mais s'il dénonce facilement et précisément des erreurs de méthode, ses arguments ont parfois du mal à nous convaincre, tant on y sent de la mauvaise foi.
Les autres contributions replacent habilement le débat à sa place. Bruno Goyet analyse l'arrivée en France du mot « fascisme » et les sens qui lui ont été donnés. On se rend bien compte que le choix de cette étiquette contraignante dépend surtout de la concurrence qui existe entre les organisations d'extrême droite des années 1920-30. L'Action Française, héritière d'une longue tradition, jouissant d'un grand prestige idéologique, ne s'abaisse pas à reprendre les termes, ni même l'esthétique du fascisme italien, malgré de réelles convergences de vue. Par contre, le Faisceau de Valois, cherchant justement à se distinguer d'une Action française qu'il juge vieillissante, adopte sans complexe l'étiquette fasciste. Il est indéniable que les extrêmes droites (jusqu'ici séparées dans l'historiographie française entre vieille droite autoritaire et réactionnaire et groupuscules fascisants insignifiants) sont en fait bien plus proches, tant par l'idéologie que par les liens militants.
Par la suite, Brian Jenkins démonte l'image de l'Action française, que l'on a voulu voir comme un anachronisme, une vieillerie, un folklorisme sans poids réel sur la vie politique française en dehors de quelques escarmouches urbaines. Pourtant cette Action française a été très influente, plus moderne que l'on ne le croit et somme toute, plus « fasciste » qu'on ne le pensait. Il ne faut pas sous-estimer son poids dans ce que Jenkins appelle la « sape de la culture démocratique française au cours de la période précédant la défaite et l'occupation ».
Didier Leschi remet les horloges à l'heure sur le cas « La Rocque » et sur les Croix de Feu et le Parti Social Français qui leur succède en 1936. Il rappelle leur importance numérique (plus de 2 millions d'adhérents en 37 !) et surtout estime que leur flou idéologique ne doit pas être pris comme un manque de sérieux, mais comme une tactique à même d'attirer les millions de Français déçus par la vie politique, (cette analyse n'est d'ailleurs pas inutile pour un autre débat, plus actuel, sur la nature du Front national !).
À ce propos, signalons le très bon chapitre de Violaine Roussel sur la construction des identités militantes au Front national, c'est-à-dire la façon dont des militants, diversement impliqués au FN, gèrent les étiquettes, généralement dévalorisantes, telles que « fasciste » ou « extrême droite ». Cette analyse sociologique permet de relativiser les traditions idéologiques dans lesquelles on veut enfermer le FN pour réussir à le caractériser selon des dénominations traditionnelles.
De même, Gisèle Sapiro décortique le milieu des écrivains d'extrême droite des années 30-40, pour montrer les façons très diverses d'être et de devenir fasciste, de s'approprier ou non cette étiquette, au-delà d'une idéologie claire et déterminée.
Annie Collovald revient sur le terme « national populiste », utilisé pour caractériser le FN. Cela correspond à la volonté de ne pas bouleverser la théorie selon laquelle la France n'aurait jamais connu de mouvement fasciste d'importance, sans nier le caractère extrémiste du FN. Elle met l'apparition de cette expression en relation avec le besoin des historiens du temps présent de trouver une reconnaissance, notamment par le biais des débats sur la nature du régime de Vichy (contexte des procès Barbie, Touvier, Papon) et du FN.
Dans une intéressante contribution qui ébauche une synthèse, Robert Paxton propose de définir 5 étapes du fascisme, englobant ainsi de façon cohérente tous les mouvements et régimes concernés. Il rappelle d'ailleurs utilement que le fascisme ne se définit principalement pas par une idéologie, un système de pensée, mais plus par un appel au sentiment national du peuple, dans le cadre d'une lutte darwinienne d'une communauté nationale. Cela explique les profondes différences entre les fascismes de divers pays, sans pour autant remettre en cause le fait qu'ils soient de même nature.
Pour conclure, Zeev Sternhell tente une sorte de définition (sur un ton polémique) du fascisme comme tentative cohérente de refus du rationalisme des Lumières. Cet héritage des Lumières, incarné dans la démocratie libérale comme dans le socialisme, a été combattu dès le XIX° siècle et c'est dans les années 1880-90 que se dessine cette alternative révolutionnaire originale (puisqu'elle prétend faire une révolution sans changer le système social et économique) à l'idéologie dominante.
Dans l'ensemble, cet ouvrage collectif parvient à redessiner les contours du fascisme sans prétendre mettre un terme au débat très virulent qui l'oppose à l'école de l'histoire politique française. D'ailleurs ce contexte de confrontation permet de mettre en lumière les enjeux de l'histoire du fascisme. Par contre, le ton polémique, notamment chez Michel Dobry et Zeev Sternhell, contribue à rendre très difficile la compréhension de leurs textes.

Renaud Violet

Sous la direction de Michel Dobry.
Albin Michel, 2003. 460 p. 28 €.



BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à Gavroche à partir du numéro 138
Un an 5 numéros (dont 1 double) : 30 € — Étranger : 32 € (par avion)
Tarif spécial étudiant et chômeur : 20 €

Nom .... Prénom ....

Profession ....

Adresse ....

Code postal .... Ville ....



SAND, HISTOIRE DE MA VIE.

Dans le cadre du bicentenaire de la naissance de George Sand, Gallimard (quarto), sous la direction de Martine Reid, publie le texte intégral de Histoire de ma vie, paru en 1876.

On peut aimer ou détester cette « femme qui écrit », elle restera néanmoins un personnage hors du commun. « Amateur de scandale, fermez mon livre dès la première page, il n'est pas fait pour vous » prévient-elle.

De son véritable nom, Aurore Dupin (née le 1[er] juillet 1804) connaîtra une enfance difficile. Son père (descendant du maréchal Maurice de Saxe) se tue accidentellement en 1808, sa mère Sophie, femme du peuple, se désiste alors officiellement de la tutelle de sa fille en faveur de sa belle-mère, Mme Dupin de Francueil, qui entend faire d'Aurore le substitut affectif de son fils disparu. A 12 ans elle entre au couvent des Dames anglaises. Elle y restera deux ans puis envisagera de rentrer dans les ordres. A 17 ans elle tentera de se suicider …

Sur le plan social, une question se pose : George Sand a-t-elle eu un rôle influent, en dehors de ses œuvres littéraires ? L'ouvrage nous révèle ici un personnage méconnu.

Devenue écrivain, Sand adhère à une perspective qui place l'homme et l'humanité sur le chemin de la solidarité et du progrès, directement inspirée par le socialisme de Pierre Leroux et le catholicisme social de Lamennais. Elle défend l'idée d'un présent en marche, d'un futur meilleur, juste et égalitaire, socialiste et républicain.

C'est en mai 1835 que Sand fait la connaissance de Pierre Leroux, publiciste Saint-Simonien puis fondateur d'un groupe socialiste spécifique. Conquise par ses idées « communionistes », elle le soutiendra financièrement pendant des années et fondera avec lui *La Revue Indépendante* en 1841. En 1840 elle rencontre Agricol Perdiguier, qu'elle soutiendra dans ses idées sur le Compagnonnage : elle restera son amie fidèle.

En octobre 1841, Sand renonce à sa collaboration à la *Revue des Deux Mondes*, son directeur François Buloz lui reprochant ses idées socialistes : « A qui ai-je affaire ? à vous, à vos abonnés ou au gouvernement ? » lui demande-t-elle. En novembre de la même année, sort le premier numéro de *La Revue indépendante* créée avec Leroux et Viardot : « Cette fois enfin, j'ai mes coudées franches et je puis dire ce que j'ai sur le cœur avec l'espoir d'être entendue… ». Les premiers numéros connaissent un succès considérable.

La notoriété de Sand s'affirme, ainsi que son entrée en politique par la publication d'un journal d'opposition. En septembre 1844, sort le premier numéro de *L'Eclaireur de l'Indre* édité à La Châtre et dirigé par Borie et Fleury. Sand en assure le soutien financier et littéraire. L'objectif, selon elle, est « de (…) travailler à la diffusion de doctrines dont le nom fait peur…). *L'Eclaireur* cessera de paraître en juillet 1848.

En mars 1848, à la demande de ses amis républicains proches du pouvoir, Sand arrive à Paris munie de la recommandation de Ledru-Rollin qui connaît ses sympathies politiques. Elle fait paraître une première *Lettre au peuple* et est invitée à participer au *Bulletin de la République*, le nouveau journal officiel. Elle refuse d'être candidate à l'Assemblée nationale : « Les femmes doivent-elles participer un jour à la vie politique ? Oui (…) mais ce jour est-il proche ? Non ». La tentative de coup d'Etat du 15 mai échoue, Armand Barbès est arrêté. Le 17, jugeant que la « révolution sociale » est perdue, Sand rentre à Nohant.

Troublée par les néfastes journées de juin 1848, elle est naturellement hostile à la candidature de Louis-Napoléon Bonaparte qu'elle juge « ennemi par système et par conviction de la forme républicaine ». Cette hostilité perdure : par exemple, en mai 1861, l'Académie refuse l'attribution d'un prix pour l'ensemble de son œuvre, la princesse Mathilde obtient de l'Empereur un dédommagement de 20 000 francs. Sand refuse cette faveur, et remercie l'Empereur de ses généreuses intentions.

1870, Sand regrette cette guerre « (…) que de larmes au bout de tout cela, quand même nous serions vainqueurs ! »

Puis elle désapprouve la Commune : « (…) Paris est grand, héroïque, mais il est fou. Il compte sans la province qui le domine par le nombre et qui est réactionnaire en masse compacte ». Ces positions consternent ses amis socialistes, mais quelques-uns reconnaîtront plus tard sa lucidité à l'égard de la province.

N'oublions pas l'intérêt de Sand pour la Condition féminine et sa revendication de droits civils garantissant une véritable égalité homme-femme.

Enfin à dater de 1863, suite à la publication de *Mademoiselle La Quintinie*, Sand prend ses distances par rapport au Vatican qui met à l'Index l'ensemble de son œuvre. Elle approuve son fils Maurice lorsqu'il fait baptiser protestantes ses deux fillettes pour les soustraire « à la persécution et à l'influence catholique ».

Ce court compte rendu vous incitera peut-être à en savoir plus sur cette femme qui s'habillait en homme et fumait le cigare ? Pour ma part, j'ai éprouvé un grand plaisir à lire cet ouvrage que je vous recommande vivement..

G. Pelletier



L'amateur de livres

Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Nous remercions les lecteurs qui nous passent des commandes et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables…

Assurez-vous, toutefois, que les livres sont encore disponibles. Merci !

Bader (W.), Une Armée pour la Guerre Civile. Les groupes de combat du Parti communiste en Allemagne de l'Est. Lavauzelle 1964, 128 p. nbr. Ill. . . . . 18 €

Badia (G.) & Lefranc (P.), Un pays méconnu : la R.D.A. Editions de Leipzig 1963, 316 p. ill. . . . . 8 €

Bluche (F.) & Rials (S.), Les Révolutions françaises. Les phénomènes révolutionnaires en France du Moyen-âge à nos jours. Fayard 1989, 500p., bibliographie . . . . 20 €

Blum (Léon), La Réforme gouvernementale. Grasset 1936, 235 p. (défraîchi) . . . . 8 €

Berger (Gaston), L'Homme moderne et son Education. P.U.F. 1967, xv+368 p. . . . . . . .12 €

Bouloiseau (Marc), Robespierre. P.U.F. Que sais-je ? 1965, 128 p. . . . . 5 €

Bouyer (Christian), Les Hommes d'Argent. Histoire des grandes fortunes de France du XVII[e] siècle à 1914. O.Orban 1990, 296 p. . . . . . . 10 €

Brécy (Robert), Le Mouvement Syndical en France 1871-1921. Essai bibliographique. Mouton & Co 1963, 217 p., bibliographie et index, envoi . . . . 30 €

Broche (François), Jaurès, Paris juillet 1914. Balland, Les grands crimes politiques, 221 p. . . . . 10 €

Bruhat (J.) & Piolot (M.), Esquisse d'une histoire de la C.G.T. C.G.T. 1958, 238 p. . . . . 12 €

Cacérès (Bénigno), Allons au-devant de la vie. La naissance du temps des loisirs en 1936. Petite coll. Maspero 1981, 287 p. . . . . 7 €

Cherbuliez (Victor), L'Allemagne politique depuis la paix de Prague 1866-1870. Hachette 1870, rel. d. toile, 411 p. . . . . 30 €

Chevallier (Pierre), Les Régicides. Clément,

- - - ✂ - - -

LIBRAIRIE FLOREAL

41, rue de la Harpe BP 872 — 27008 EVREUX — Tél. 02.32.33.22.33

Nom : .... Adresse : ....

Je vous commande les livres suivants : ....

Auteur	Titre	prix
	Port et emballage prix forfaitaire	3,50 €
	Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal	
	Total	

Ravaillac, Damiens. Fayard 1989, 419 p. sources bibliogr. . . . . 18 €

(Collectif), Le Travail et l'Enfant au XIXe siècle. Archives départementales du Val de Marne, dactylogramme de 25 p. ill. et sources, envoi de R.Bied. . . . . 10 €

Commines (Philippe de), Les 180 jours de Mitterrand. Histoire du 1er Gouvernement de l'Union de la Gauche 3 avril-2 octobre 1978. Belfond 1977, 236 p. . . . . 10 €

Coty (François), Contre le Communisme. Point de vue du célèbre parfumeur entré en politique. Grasset 1927, 326 p. bon état . . . . 15 €

Crozier (Brian), Franco. Biographie. Mercure de France 1969, 611 p., ill. dans et hors texte, sources et index. . . . . 25 €

Dimier (Louis), Le Nationalisme littéraire et ses méfaits chez les Français. R.-A. Corrêa 1935, 202 p. . . . . 20 €

Dommanget (Maurice), La Commune et les Communards. Plaquette de 32 p. de la série «Les Egaux», mai 1947, envoi de l'auteur . . . . . . 10 €

Emerit (Marcel), Les mémoires de Terson déporté de 1848. Extrait de la « Revue africaine ». Sté Historique Algérienne (s.d.), 19 p. rare (défraîchi) . . . . 15 €

Forrest (Alan), La Révolution française et les Pauvres. Perrin 1986, 285 p. . . . . 12 €

Fossier (Robert), Histoire sociale de l'Occident médiéval. A.Colin coll. U 1984, 382 p. index . . . . 18 €

Fourquin (Guy), Histoire économique de l'Occident medieval. A. Colin coll. U 1984, 344 p. bibliogr. . . . . 18 €

François (Albert), Elisée Reclus et l'Anarchie. Tiré à part de la revue Germinal (Gand). Lamartin, Bruxelles 1905, 41 p. avec un portrait, (rare) . . . . 20 €

Fusilier (Raymond), Les Monarchies Parlementaires. Etude sur les systèmes de Gouvernement : Suède, Norvège, Luxembourg, Pays-Bas, Danemark. Les Ed. Ouvrières 1960, 657 p. index, S.P. (n.c.) . . . . 50 €

Gill (André), Vingt années de Paris. Harpon et Flammarion 1883, avec un autoportrait en front. Et 4 figures de la Commune : Vallès, Thomas, Courbet, Vermesch ainsi que 3 monologues anarchistes, 238 p. (légèrement défraîchi) . . . . . 40 €

Godechot (Jacques), Les Révolutions de 1848. Albin Michel 1971, relié pleine toile rouge, 502p., bibliographie . . . . 15 €

Hadengue (Antoine), Les Gardes Rouges de l'An II. L'Armée révolutionnaire et le parti Hébertiste. Tallandier 1989, 271 p., sources et bibliogr. . . . . 8 €

Huie (William Bradford), Trois vies pour la Liberté. Un crime raciste en 1964 aux USA. Stock 1965, preface de Martin Luther King, 186p. ill. . . . . .15 €

Internationale Situationniste 1958-1959. Reprint des 12 numéros parus pendant cette période. Van Gennep Amsterdam, ... 25 €

Kurth (Godefroid), Les Corporations ouvrières au Moyen Age. Sté Belge de Librairie 1893, plaquette de 32 p. . . . . 8€

Laver (James), Les Idées et les Mœurs au Siècle de l'Optimisme 1848 – 1914. Flammarion 1966, cart. Editeur avec jaquette 267 p. nbr. Ill. photographiques, bibliogr. Et index . . . . . . .20 €

Leval (Gaston), Espagne Libertaire 36-39. L'œuvre constructive de la Révolution espagnole. Ed. du Cercle, Archives révolutionnaires 1971, 402 p. ill ; ds le texte . . . . 25 €

Lembrez (Edouard), Essai sur les théories et les modes de répartition du Profit en France au XXe siècle. Recueil Sirey 1942, graphiques et bibliographie. . . . . .30 €

Lorulot (André), La Bible comique illustrée. L'Idée Libre 1939, 271 p. broché, couv. ill. en couleur, 50 dessins originaux par Armangeol, parfait état . . . . 30 €

Maitron (Jean), Histoire du Mouvement Anarchiste en France 1880-1914. S.U.D.E.L. 1951, broché, bibliographie, index, ouvrage en très bon état . . . . 95 €

Martin (Jean-Clément), La Vendée et la France. Seuil, l'Univers historique 1987, 408 p., bibliogr., index . . . . 20 €

Martin (F. P.), Qui commande l'Armée communiste Est-Allemande ? Markus-Verlag, Cologne 1962, 160 p. nbr. Documents photographiques . . . . 15 €

Marx (Karl), Herr Vogt. Traduit par J.Molitor. A.Costes 1927, 3 vol. brochés (205+233+ 333 pp.) . . . . 20 €

Melchior-Bonnet (Bernardine), Les Girondins. Tallandier 1989, 526 p., bibliographie .... 12 €

Novick (Peter), L'Epuration française 1944-1949. Balland 1985, cart. éditeur, 365 p. . . . . 15 €

Paz (Abel), Durruti, le Peuple en armes. Ed. de la tête de Feuilles1972, 551 p. illustré, bibliographie . . . . 25 €

Poitevin (Pierre), Dans l'enfer d'Oradour. Publications du Centre, Limoges 1944, 223 p. ill. (défraîchi) . . . . 10 €

Pottecher (Frédéric), Le Procès Pétain. JC Lattès 1980, 542 p. croquis d'audience par A. Galland . . . . 15 €

Prives (Serge), L'An 43. Journal des évadés internés en Espagne. Nelles Ed. Debresse 1968, 2 vol. (411+357 pp.) . . . . 20 €

(Procès), Le Procès des Généraux Challe et Zeller. Texte intégral des débats. Nelles Ed. Latines 1961, ill. h. texte 321 p. . . . . 20 €

Rictus (Jehan), Les Soliloques du Pauvre. Dessins de Steinlen. E. Rey 1934, broché sous couv. rempliée 256 p. . . . . 20 €

Riley-Smith (Jonathan), Les Croisades. Réflexion globale sur les motivations et les conséquences des Croisades. Pygmalion 1990, 327 p. 9 cartes, bibliogr., index . . . . 15 €

Ryner (Han), Jeanne d'Arc fut-elle victime de l'Eglise ? Conférence contradictoire donnée à Paris en mai 1926. Idée Libre 1926, plaquette de 33 p. . . . . 10 €

Sand (George), Le Compagnon du Tour de France. Cosmopolis 1947, broché, couv. ill. 365p. . . . . 18 €

Sauvy (Alfred), Histoire Economique de la France entre les deux guerres. Economica 1984, 3 forts volumes (422+439+476 pp.), figures, chronologie, bibliographie et index . . . . . . 50 €

Soboul (Albert), Les troubles agraires de 1848 documents. 1848 et les Révolutions du XIXe siècle 1948, 43 pages, envoi (fortes mouillures) . . . . 8 €

Vallès (Jules), Jacques Vingtras. Comprend les trois volumes : L'Enfant ; Le Bachelier ; L'Insurgé. Nelle Libr. De France 1950, cart. d'éditeur, illustrations de Ph. Olivier Kaeppelin (dos passés), les 3 volumes . . . . 60 €

Verdès-Leroux (Jeannine), Le Réveil des Spmnambules. Le Parti Communiste, les Intellectuels et la Culture (1956-1985). Fayard/Minuit 1987, 491 p., notes, index . . . . 18 €

Violet (Bernard), L'Affaire Ben Barka. Fayard 1991, 506 p. bibliogr. index . . . . 12 €

Walter (Géeard), La Révolution française. A.Michel, 1967, rel. toile rouge éditeur, 630 p. ill. . . . . 15 €

Weill-Raynal (Etienne), Le double secret de Jeanne la Pucelle. Roger Maria 1972, 216 p. . . . . 15 €

Coopération :

- Autry (Pierre), La Coopération Ouvrière de Production (Historique). Conférence du 21 novembre 1946. Plaquette de 47 p. . . . . 12 €

- Botoshvily (Emmanuel), Le Mouvement Coopératif de Consommation en Israël. Prix de la Coopération 1961. Fédération coopérative 1962, 72 p. . . . . 12 €

- Boudot (François) La Coopération en France. Consommation et Production. Les Editions Ouvrières 1956, 102 p. . . . . 12 €

- Boudot (F.), Les effectifs des Coopératives de Consommation françaises depuis la première guerre mondiale. Extrait de 11 p. . . . . 4 €

- Boudot, Lambert, Lasserre, La Doctrine Coopérative et l'Alliance Coopérative Internationale. Fédération coopérative 1966, plaquette de 84 p. . . . . .10 €

- (Collectif), Communautés et Associations Rurales. Ed. du S.C.I.R. 1949, plaquette de 87 p. . . . . 10 €

- (Colloque), La Réforme de l'Entreprise. Royaumont, les 2 et 3 Mai 1964. 220 p. . . 15 €

- (Colloque), Les Principes Coopératifs Hier et Aujourd'hui. Liège 4,5 et 6 Mars 1966, 531 p. . . . . 15 €

- Fauquet (Dr Georges), Regards sur le Mouvement Coopératif. Ed. de l'Institut des Etudes coopératives 1965, 347 p. . . . . 15 €

- Lambert (Paul), La Doctrine Coopérative. Les Propagateurs de la Coopération 1959, 325 p. index . . . . 20 €

- Lasserre (Georges), L'Expérience Coopérative de Démocratie Economique. Fédération Coopérative 1957, 98 p. . . . . .8 €

- Union des Coopérateurs, Plaquette d'inauguration des dépôts d'Alfortville, le 10 Mai 1931. Plaquette de 60 p. comprenant de nbr. photos des installations . . . . 20 €

La Brochure Mensuelle : Revue d'environ 30 pages, chaque ... . 5 €

N° **19** – James (C.-L.), Malthus et l'Anarchisme 07/1924. — N° **20** – Ermenonville, Pour voir clair (Sur les responsabilités de la guerre) 08/1924. — N° **21** – Most (Jean), La Peste Religieuse 09/1924. — N° **22** – Hotz (Charles), L'Art et le Peuple 10/1924. — N° **23** – Faure (Sébastien), Les Crimes de Dieu 11/1924. — N° **24a** – Pelletier (Doctoresse M.), L'Ame existe-t-elle ? 12/1924. — N° **24b** – Chaughi (René), Les Trois Complices 12/1924. — N° **25** – Lux, Parasitisme social – Les Morts Glorieux 01/1925. — N° **26** – Armand (E.), Qu'est-ce qu'un Anarchiste ? 02/1925. — N° **27** – Thonar (G.), Ce que veulent les Anarchistes 03/1925. — N° **28** – Bakounine, Les Endormeurs 04/1925. — N° **29a** – Odin (Raoul), Propos subversifs 05/1925. — N° **29b** – Nieuwenhuis (Domela), Le Militarisme 05/1925. — N° **30** – Vernet (Madeleine), L'Amour Libre 06/1925. — N° **31** – Diderot, Supplément au voyage de Bougainville 07/1925. — N° **32** – Lermina (Jules), L'A.B.C. du Libertaire. 08/1925. — N° **34** – Girault (E.), A Bas les Morts ! 10/1925. — N° **35** – Armand (E.), Amour Libre et Liberté Sexuelle 11/1925. — N° **36** – Odin (Raoul), La Rhétorique du Peuple 12/1925. — N° **37** – Berthelot (Paul), L'Evangile de l'Heure 01/1926. — N° **38** – Hébert (E.), Le Crépuscule des Partis 02/1926. — N° **39** – Ghislain (René), Contre le Fascisme 03/1926. — N° **40** – Lafargue (Paul), Le Droit à la Paresse 04/1926. — N° **41** – Lux, L'Instinct de Conservation – Vive la Vie 05/1926. — N° **42a** – Laisant (C. A.), L'éducation de demain 06/1926. — N° **42b** – Gohier (Urbain), Aux Femmes 06/1926.


132